

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

**Citigroup Global Markets Europe AG
Francfort-sur-le-Main****Rapport de gestion et comptes annuels
au 31 décembre 2024**

Le rapport est consultable au siège de la succursale de Citigroup Global Markets Europe PLC sis 21-25 rue Balzac, 75008 Paris

Rapport du Conseil de surveillance de Citigroup Global Markets Europe AG (CGME)

Exercice 2024

ACTIVITÉ DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Conseil de surveillance a accompagné le Directoire de manière intensive et continue dans le cadre de sa fonction de surveillance et de conseil durant l'exercice 2024 et a été associé à toutes les décisions importantes.

En se basant sur les rapports écrits et verbaux du Directoire et sur les requêtes formulées par le Conseil de surveillance, ce dernier a assumé, dans son ensemble et par le biais de ses comités, ses obligations et responsabilités conformément aux dispositions légales, aux statuts et aux règlements intérieurs.

Le Conseil de surveillance a surveillé le Directoire de manière régulière et en temps réel en ce qui concerne la stratégie de l'entreprise, la planification financière, l'évolution de l'activité, les éventuelles divergences par rapport à la planification financière, la gestion des risques et des changements, la gestion des liquidités et du capital, ainsi que les transactions et évolutions importantes de l'activité.

À cette fin, le Conseil de surveillance a tenu cinq réunions ordinaires et treize réunions extraordinaires et a participé à deux journées consacrées à la stratégie, organisées par le Directoire.

L'exercice écoulé a connu des défis globaux significatifs liés aux évolutions macroéconomiques, à la situation géopolitique et à la restructuration globale annoncée par Citigroup au 3e trimestre 2023 qui ont continué d'impacter l'environnement opérationnel de la CGME. La simplification de la structure organisationnelle s'est poursuivie au cours de l'année 2024 et des adaptations ont continué à être réalisées au sein de la CGME afin qu'elle soit conforme au nouveau modèle organisationnel. Le Conseil de surveillance a été activement impliqué afin de s'assurer que ces défis ont été traités de manière adéquate par le Directoire.

En outre, le Conseil de surveillance a étudié de manière critique les mesures prises par le Directoire pour analyser et mettre en œuvre le Target Operating Model européen de Citigroup, le plan stratégique et la rentabilité durable de la CGME et la planification de redressement et de liquidation.

Le Conseil de Surveillance a examiné avec attention la proposition du Directoire de modifier certains postes de comptabilité du code de commerce allemand (HGB) pour les périodes comptables 2020 à 2021 afin de les rapprocher de ceux des concurrents et des méthodes appliquées par la CGME pour la période à partir de 2022, y compris le projet de modification des comptes 2020 et 2021 qui en découle.

Le Conseil de surveillance a également examiné les efforts continus de la CGME dans le développement de ses processus environnementaux, sociaux et de gouvernance locaux et des communications associées conformément à Citigroup sur la base des législations et directives applicables.

Suivant une recommandation formulée dans le cadre du Supervisory Review and Evaluation Process (SREP) 2023, le Conseil de surveillance a pris différentes mesures pour augmenter la taille du Conseil de surveillance de 6 à 9 membres. En collaboration avec l'actionnaire, le Conseil de surveillance a procédé à un examen approfondi des candidats appropriés pour les nouvelles fonctions, la priorité étant d'identifier d'autres membres indépendants du Conseil de surveillance. La modification des statuts en vue de l'augmentation du nombre de membres du Conseil de surveillance de 6 à 9, la nomination des nouveaux membres du Conseil de surveillance par l'actionnaire et l'élection du représentant du personnel ont été achevées au 1er trimestre 2025.

Ci-après, le Conseil de surveillance a également abordé les changements intervenus au sein du Directoire :

CHANGEMENTS DE PERSONNES AU SEIN DU DIRECTOIRE

Ulrich Bender a été nommé Chief Risk Officer de CGME le 17 septembre 2024 et a rejoint le Directoire de la CGME le 17 décembre 2024. Il succède à Amela Sapcanin, qui a quitté le Directoire de la CGME le 19 juillet 2024.

Cristina Paviglianiti a été nommée Head of Markets de CGME et a rejoint le Directoire de la CGME le 30 juillet 2024. Elle a succédé à Sylvie Renaud-Calmel, qui a quitté le Directoire avec effet au 30 juillet 2024.

Jasmin Koelbl-Vogt et Oliver Rusmann, dont les mandats au sein du Directoire ont pris fin le 30 septembre 2024, ont quitté la CGME.

Le Directoire est composé de six membres au 31 décembre 2024.

CHANGEMENTS DE PERSONNES AU SEIN DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Conseil de surveillance est composé de cinq membres au 31 décembre 2024. Un poste était vacant au 31 décembre 2024.

Dirk Hess a quitté l'entreprise et a démissionné de son mandat de représentant du personnel au sein du Conseil de surveillance avec effet au 23 juillet 2024. Le scrutin du personnel a eu lieu le 4 juillet 2024 et Leon Hen-Tov a été élu au Conseil de surveillance pour succéder à Dirk Hess en tant que représentant du personnel.

James Bardrick a quitté le Conseil de surveillance le 30 septembre 2024.

COMITÉ D'AUDIT

Le comité d'audit du Conseil de surveillance, composé de trois membres, s'est réuni cinq fois en 2024. Le commissaire aux comptes externe a assisté à toutes les réunions ordinaires.

Le comité d'audit a contrôlé l'adéquation du processus comptable d'établissement des comptes annuels et du rapport de gestion, ainsi que l'adéquation du système de contrôle interne des trois Lines of Defense. Le comité d'audit a examiné les principales obligations en matière de comptabilité et de rapports, ainsi que l'indépendance et la qualité du commissaire aux comptes. Le comité d'audit a également étudié en détail les rapports du service d'audit interne. Toutes les réunions comprenaient des Executive Sessions avec les auditeurs externes et le service d'audit interne.

Le comité d'audit a assisté le Conseil de surveillance dans l'examen de la proposition du Directoire de modifier certains postes de comptabilité HGB pour les périodes de référence 2020 et 2021.

Le comité d'audit a également examiné et discuté des rapports périodiques présentés par les services suivants : Service Conformité et Anti-Blanchiment, Service Juridique, Comptabilité et Opérations & Technologies ainsi que les risques en cours dans leurs domaines.

Le comité d'audit s'est également penché, lors de toutes ses réunions, sur les sujets suivants : la mise en œuvre du Capital Requirements Regulation, le programme BCBS 239, la CGME Valuation Onsite Inspection de la BCE, les informations actuelles sur la restructuration globale et le plan de redressement et de liquidation de la CGME.

Le comité d'audit a été tenu au courant d'un certain nombre de questions clés, notamment les échanges avec les autorités de surveillance, la résolution des constatations de l'audit des comptes annuels de l'année précédente, la mise en œuvre du Capital Requirements Regulation et la mise en œuvre du plan d'audit interne.

Le comité d'audit a assisté le conseil de surveillance dans la recommandation du commissaire aux comptes pour l'exercice 2024 (art. 124, al. 3 phrase 2 AktG).

COMITÉ DES RISQUES

Le comité des risques du Conseil de surveillance est composé de trois membres et s'est réuni quatre fois en 2024. Conformément à ses statuts, le comité des risques a rendu compte au conseil de surveillance de la pertinence de la mise en œuvre stratégique du processus d'identification des risques, de la gestion des risques et du reporting des risques existants et émergents.

En outre, le comité des risques a supervisé la mise en œuvre de la stratégie de gestion des risques et a évalué l'appétence aux risques définie par le Directoire, les contrôles des risques correspondants et l'évolution du profil de risque dans les différentes catégories de risque.

Le comité d'audit a régulièrement évalué le profil de risque de la banque, sa capacité à supporter les risques et l'adéquation de sa situation en matière de capital et de liquidités, en tenant compte des résultats de diverses simulations de crise effectuées principalement dans le cadre des procédures ILAAP et ICAAP de la CGME.

Le comité des risques a également été informé du plan de redressement, des processus et des exigences spécifiques qui y sont associés, et les scénarios et les résultats calculés ont été examinés en détail.

De plus, le comité des risques a examiné dans quelle mesure les conditions dans l'activité avec la clientèle et le risque qui en résulte sont conformes à l'appétence aux risques, aux contrôles des risques et à l'adéquation du modèle d'affaires de la CGME. Le comité des risques a aussi examiné dans quelle mesure les incitations liées aux composantes variables de la rémunération reflétaient la structure des risques, du capital et des liquidités de la CGME.

Des questions prioritaires dans différents domaines de la gestion des risques ont été évoquées au sein du comité des risques. Il s'agissait, entre autres, de discussions sur les risques géopolitiques, les risques liés aux fonds de pension, les risques d'externalisation, les risques de défaillance des contreparties, les risques opérationnels, les risques liés au personnel, les risques stratégiques, les cyberrisques et risques informatiques et les risques liés au comportement sur le marché (Conduct). Des risques spécifiques liés à des domaines d'activité particuliers ont également été étudiés, notamment les activités de Underwriting et du Commitment-Committee dans les domaines Banking, Debt Capital Markets et Equity Capital Markets, ainsi que les domaines Markets, Securities Financing Transaction et les contrôles de produits et d'évaluation.

Par ailleurs, le comité des risques a été informé du processus de mise en œuvre du Digital Operational Resilience Acts, du Operational Risk Frameworks, de l'Equities Trading Incident en 2022 et de la structure d'externalisations internes au groupe, et a été informé de la gestion du risque de blanchiment d'argent à l'échelle du groupe.

COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS

Le comité de rémunération du Conseil de surveillance, composé de trois membres, s'est réuni huit fois en 2024 avec pour objectif principal de contrôler la structure du système de rémunération de la Banque pour le Directoire et les preneurs de risques (« Material Risk Taker ») et d'assister le Conseil de surveillance dans les décisions de rémunération conformément au règlement sur la rémunération de l'établissement. Le comité de rémunération a examiné et évalué l'impact du Trading Incident de 2022 sur la rémunération variable.

Le comité de rémunération a également veillé à ce que les processus de rémunération soient conformes aux directives de la Banque, notamment à celle des rémunérations.

COMITÉ DE NOMINATION

Le comité de nomination, composé de trois membres, qui s'est réuni neuf fois en 2024, a conseillé le conseil de surveillance sur la structure, la taille, la composition et l'évaluation des performances du Directoire et du Conseil de surveillance de la banque, ainsi que sur les connaissances, les compétences et l'expérience de chacun des membres du Directoire et du Conseil de surveillance, mais aussi du Directoire et du Conseil de surveillance dans son ensemble.

Le comité de nomination a identifié et évalué les candidats pour pourvoir des postes vacants au sein du Directoire de la Banque et s'est penché sur la succession du président du Directoire et des autres membres du Directoire et du Conseil de surveillance.

COMPTES ANNUELS

Les comptes annuels et le rapport de gestion relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été vérifiés par le cabinet d'audit BDO AG Wirtschaftsprüfungsgesellschaft, Francfort-sur-le-Main, élu par l'Assemblée générale. Le commissaire aux comptes n'a émis aucune objection et a émis un rapport d'audit sans réserve.

Le comité d'audit a étudié et examiné les comptes annuels, le rapport de gestion et le rapport d'audit lors de sa réunion du 28 avril 2025. Après le résultat final de l'examen effectué par le comité d'audit, le Conseil de surveillance n'a émis aucune objection et a approuvé ce jour les comptes annuels et le rapport de gestion de la CGME au 31 décembre 2024 qui lui ont été présentés par le Directoire.

Le Conseil de surveillance remercie le Directoire et tous les collaborateurs de la Banque pour leur disponibilité et le travail accompli en commun.

28 avril 2025

Le Conseil de surveillance

Dagmar Kollmann, Présidente

Citigroup Global Markets Europe AG □ Börsenplatz 9 □ 60313 Francfort-sur-le-Main □ Adresse postale : Boîte postale 11 03 33, 60038 Francfort-sur-le-Main Directoire : Silvia Carpitella (CEO), Ulrich Bender, Stefan Hafke, Cristina Paviglianiti, Michael Weber, Jean Young Présidente du Conseil de surveillance : Dagmar Kollmann
Siège social : Francfort-sur-le-Main, HRB 88301 □ N° de TVA : DE 811285276 Tél. : +49 (0) 69 1366 0 □ Fax : +49 (0) 69 1366 1113 □ BIC / S.W.I.F.T. : CITIEFF

Citigroup Global Markets Europe AG, Francfort-sur-le-Main**Rapport de gestion de l'exercice 2024**

- 1 Principes fondamentaux de Citigroup Global Markets Europe AG (CGME)
 - 1.1 Modèle commercial
 - 1.2 Objectifs et stratégies
 - 1.2.1 Informations générales
 - 1.2.2 Objectifs stratégiques fondamentaux
 - 1.2.3 Secteur d'activité « Markets »
 - 1.2.4 Secteur d'activité « Investment Banking »
 - 1.2.5 Research (Recherche)
 - 1.2.6 Stratégie Environmental Social Governance (ESG)
 - 1.3 Système de pilotage
 - 1.4 Principaux événements de politique commerciale de l'exercice écoulé 2024
- 2 Rapport économique
 - 2.1 Contexte macroéconomique
 - 2.2 Évolution de l'activité de la CGME
 - 2.2.1 Développement économique
 - 2.2.2 Secteur d'activité « Markets »
 - 2.2.3 Secteur d'activité « Investment Banking »
 - 2.2.4 Résultats
 - 2.2.5 Situation financière
 - 2.2.6 Situation patrimoniale
- 3 Rapport sur les prévisions et les opportunités
 - 3.1 Prévisions et opportunités des secteurs d'activité
 - 3.1.1 Évolution macroéconomique
 - 3.1.2 Prévision et opportunités de l'évolution de l'activité
 - 3.2 Prévision globale de l'évolution prévisible
- 4 Rapport sur les risques
 - 4.1 Principe général de notre gestion des risques
 - 4.2 Organisation de la gestion des risques
 - 4.3 Définition des risques et stratégie des risques
 - 4.4 Capacité à supporter les risques et limitation des risques
 - 4.5 Identification ainsi que détermination et gestion des risques
 - 4.5.1 Informations générales
 - 4.5.2 Risques de défaillance du débiteur
 - 4.5.3 Risque de prix de marché
 - 4.5.4 Risques de liquidité
 - 4.5.5 Risques opérationnels
 - 4.5.6 Autres risques importants
 - 4.6 Présentation succincte du niveau de risque
- 5 Déclaration sur la direction de l'entreprise selon l'art. 289f al. 4 HGB en lien avec l'art. 289f al. 2 n° 4 HGB
- 6 Déclaration non financière
 - 6.1 Introduction
 - 6.2 La durabilité chez la CGME
 - 6.2.1 Stratégie ESG
 - 6.2.2 Gouvernance ESG
 - 6.2.3 Analyse de l'importance relative
 - 6.2.4 Risques et gestion des risques ESG
 - 6.3 Rapport sur les principaux aspects de durabilité
 - 6.3.1 Questions environnementales
 - 6.3.1.1 Adaptation au changement climatique et atténuation de celui-ci
 - 6.3.1.2 Énergie
 - 6.3.2 Questions sociales
 - 6.3.2.1 Effectifs propres
 - 6.3.2.1.1 Conditions de travail
 - 6.3.2.1.2 Autres droits liés au travail
 - 6.3.2.2 Consommateurs et utilisateurs finaux (y compris les communautés locales)
 - 6.3.2.2.1 Impact en matière d'information pour les consommateurs et/ou les utilisateurs finaux (y compris les communautés locales)
 - 6.3.3 Questions de gouvernance
 - 6.3.3.1 Culture d'entreprise
 - 6.3.3.2 Lutte contre la corruption et le trafic d'influence
 - 6.4 Règlement UE-sur la taxonomie
- 7 Déclaration finale sur les relations avec les entreprises affiliées (rapport de dépendance)

1 Principes fondamentaux de Citigroup Global Markets Europe AG (CGME)

1.1 Modèle commercial

Citigroup Global Markets Europe AG, Francfort-sur-le-Main, (CGME) est un établissement de crédit CRR conformément à l’art. 4 § 1 al. 1 (b) CRR* en lien avec l’art. 32 al. 1 phrase 3 KWG, dont l’activité commerciale se concentre en particulier sur l’offre de services financiers complets à des clients situés notamment dans l’Espace économique européen (EEE), en tant que courtier-négociant et sur l’accès aux marchés internationaux des capitaux. Elle exerce ses activités à son siège social de Francfort-sur-le-Main ainsi qu’au sein de ses établissements secondaires de Paris, Milan et Madrid. Elle possède également un établissement secondaire à Londres.

* CRR = Capital Requirements Regulation (Règlement (UE) n°575/2013 (Règlement sur l’adéquation des fonds propres))

Le **modèle commercial** de la CGME répond aux exigences de produits et de services de ses clients. Dans le cadre de son activité, elle bénéficie notamment de l’intégration dans le réseau mondial de Citigroup avec une présence dans plus de 144 pays*.

* cf. « <https://www.citigroup.com/global/about-us/global> »

Les activités bancaires de la CGME sont entièrement intégrées dans la plateforme mondiale de Citigroup. Afin de servir au mieux sa clientèle, la CGME interagit et coopère étroitement avec Citibank Europe plc. Dublin/Irlande, (CEP) et d’autres entreprises affiliées de Citigroup afin d’assurer une approche globale de la clientèle en offrant aux clients de l’Espace économique européen (EEE) tous les produits possibles de Citigroup. La stratégie de la CGME repose sur les principes suivants : permettre aux clients de l’EEE d’accéder aux marchés mondiaux et aux clients mondiaux d’entrer sur les marchés européens.

L’activité de la CGME est axée sur l’Espace économique européen, et les services et produits financiers proposés aux clients correspondent, entre autres, à ceux de l’actionnaire unique « Citigroup Global Markets Limited, Londres/Grande-Bretagne » (CGML).

La clientèle cible de la CGME comprend, dans le domaine du « segment de clientèle entreprises », d’importantes sociétés nationales et multinationales cotées en bourse de tous les secteurs ainsi que des sociétés et groupes d’entreprises comparables dont les actionnaires sont des personnes privées. En outre, la CGME entretient des relations actives avec les plus grandes banques allemandes (banques privées et commerciales, institutions de droit public), les gestionnaires d’actifs, les fonds de pension et les fonds spéculatifs ainsi que les compagnies d’assurance. En outre, elle exerce ses activités bancaires auprès de diverses institutions publiques et gouvernementales.

En tant qu’intermédiaire, la CGME fournit également des services et des solutions à d’autres entreprises de Citigroup. Une part importante de l’activité consiste également à gérer de nombreuses filiales de groupes internationaux qui entretiennent une relation commerciale avec d’autres entreprises de Citigroup dans leur pays d’origine. Dans sa fonction de plateforme stratégique, la CGME soutient ou accompagne également les clients d’autres marchés tels que l’Autriche, la Suisse et les pays scandinaves.

L’activité commerciale de la CGME est centrée sur les domaines d’activités suivants :

- « Banking » (Investment Banking) et
- « Markets » ainsi que
- « Research »,

qui proposent aux clients les services financiers suivants, axés sur les produits :



Le domaine d’activité « **Banking** » comprend toutes les activités de conseil dans le cadre des mesures relatives aux capitaux propres et empruntés, axées sur les marchés de capitaux (« Capital Markets Origination ; CMO ») ainsi qu’en lien avec l’achat et la vente d’entreprises (« Mergers & Acquisition ; M&A »).

Le domaine « **Markets** » couvre les services relevant du domaine « Négoces » et se subdivise en « Activité sur les marchés des capitaux » et « Activité d’émission ».

Les deux segments d’activité sont complétés par le domaine « **Research** » qui fournit des services, notamment liés à la distribution de résultats de recherche, y compris la fourniture de recommandations de placement ou d’investissement générales, c’est-à-dire non personnalisées, en lien avec des actions, des crédits et des devises, développe des stratégies macroéconomiques et réalise des analyses quantitatives et des prévisions économiques.

Les **Produits et services** des domaines d’activité « Banking » et « Markets », qui sont transversaux et axés sur les exigences respectives des clients, peuvent en principe être classés comme suit :

Produit	Description (sous A.)
Global Rates Products	<ul style="list-style-type: none">• Négoces (« Market Making ») en produits financiers productifs d’intérêts à haut rendement et dérivés• Négoces d’obligations souveraines et autres obligations, swaps de taux d’intérêt et de change et autres produits dérivés et exotiques• Opérations de financement sur titres

Spread Products	<ul style="list-style-type: none"> • Prestations de services liées aux produits clients pour accéder aux marchés « Investment Grade », « High Yield et Distressed Bond » • Dérivés de crédit et produits de crédits structurés
Equities	<ul style="list-style-type: none"> • Prestations de services liées aux actions cotées, aux ETF, aux obligations convertibles, aux produits structurés, aux produits dérivés de gré à gré cotés et liés aux capitaux propres, • Financements par fonds propres • Prêts de titres

Produit	Description (sous A.)
Commodities	<ul style="list-style-type: none"> • Services en lien avec Opérations de couverture pour les investisseurs dans l'Espace économique européen • Produits au comptant et dérivés de gré à gré, par ex. (swaps, options, forwards, swaptions) avec sous-jacents de matières premières (par ex. métaux, électricité, gaz, charbon, pétrole)
Foreign Exchange/FX - Products (« Global FX »)	<ul style="list-style-type: none"> • Prestations liées à la garantie des risques de change • Mise à disposition de liquidités intra-groupe et inter-entreprise
Capital Markets Origination (« CMO »)	<ul style="list-style-type: none"> • Structuration et syndication de titres et opérations de financement sur les marchés obligataires • Structuration des mesures relatives aux capitaux propres et empruntés
Mergers & Acquisition - Transactions (« M & A »)	<ul style="list-style-type: none"> • Négociation et structuration de rachats d'entreprises et de participations • Accompagnement et assistance de clients tout au long du processus de transaction • Prospections de marchés et identification d'objectifs potentiels de reprise • Mise en œuvre de mesures de défense et assistance d'entreprise lors de mandats de défense en cas d'offres d'acquisition ou de tentatives d'acquisition hostile.

Dans le contexte de la sortie du Royaume-Uni du marché intérieur européen le 1er janvier 2021, la BCE a réalisé auprès de CGME un « **Desk Mapping Review** » (« **DMR** ») durant l'exercice 2023. Les procédures de comptabilité et de gestion des risques des services de négociation actifs dans les domaines « Market Making », « Treasury » et des « Ajustements d'évaluation des instruments dérivés » ont été examinées afin de déterminer si les règles existantes en matière de gouvernance et de gestion des risques sont appropriées. Sur la base des résultats actuellement disponibles, la CGME peut continuer à développer ses activités dans les domaines « Trading » et « Gestion des risques de marché » pour des produits sélectionnés en tant que « Plateforme des risques ». Le 15 mars 2024, CGME a présenté à la BCE à cet effet un plan opérationnel pour les « DMR desks », dont la mise en œuvre est prévue jusqu'au 15 juin 2025.

Étant donné que, dans le cadre de la stratégie globale de Citigroup, les clients sont, si possible, suivis dans leur pays d'implantation, une partie importante des revenus de CGME provient de la comptabilisation des prestations internes au groupe (« Global Revenue Attribution ; GRA »). Les transactions négociées sont traitées par d'autres entités juridiques de Citigroup et ne se reflètent donc pas directement dans la comptabilité de la CGME. Les prestations fournies par la CGME dans ce cas sont rémunérées par le biais d'un modèle de prix de transfert.

1.2 Objectifs et stratégies

1.2.1 Informations générales

La CGME élabore une stratégie commerciale sur une période de trois ans, vérifiée trimestriellement ou à intervalles plus courts par le directoire et adaptée le cas échéant. En outre, un processus est mis en place pour surveiller les déclencheurs ad hoc qui pourraient nécessiter une révision à court terme de l'adaptation éventuelle des données prises en compte dans le plan stratégique. Les déclarations et prévisions individuelles contenues dans ce plan stratégique sont « prospectives » et sont basées sur les attentes actuelles du Directoire de la CGME. Elles sont soumises à des incertitudes et à des changements potentiels, notamment en ce qui concerne les conditions externes et leurs conséquences sur l'économie mondiale, y compris sur les marchés des biens et les marchés financiers.

Les résultats économiques réels ainsi que les conditions de capital et autres conditions de financement peuvent différer des déclarations et indications contenues dans le plan stratégique actuel en raison d'un grand nombre de facteurs. Les conséquences économiques, sociales et sociétales de la guerre en Ukraine continuent notamment de faire partie de ces facteurs. À cela s'ajoutent les conflits au Moyen-Orient et leurs effets sur les pays producteurs de pétrole de la région concernée, l'ordre mondial et les conséquences qui en découlent notamment pour les économies de l'Union européenne.

En outre, il subsiste des incertitudes macroéconomiques et géopolitiques qui exercent une influence complexe sur les marchés des capitaux. Dans le monde entier, les banques centrales tentent d'exercer une influence positive sur l'inflation et la stabilité économique afin de réduire les risques d'une récession potentielle.

En complément, il est précisé que les déclarations prospectives contenues dans ce rapport de gestion ne sont soumises à aucune obligation de mise à jour allant au-delà des exigences légales.

1.2.2 Objectifs stratégiques fondamentaux

Principes fondamentaux de notre politique d'entreprise

Notre stratégie commerciale est définie selon les principes globaux suivants :

- Évaluer et adapter en permanence les différents domaines d'activité afin de continuer à bien positionner la CGME sur les marchés respectifs.
- Utiliser les ressources dans des domaines d'activité plus rentables et abandonner les secteurs d'activité moins rentables
- Assurer la coordination des domaines d'activité et générer des synergies
- Simplifier les processus de notre activité commerciale pour créer de la valeur pour les actionnaires.

Stratégies commerciales et sous-objectifs

Le nouveau modèle commercial défini par Citigroup à l'automne 2023 pour l'ensemble du groupe concentre les activités commerciales futures sur les domaines suivants :

Secteur d'activité	Prestations de services et sous-segments
« Services »	« Treasury », « Négoce » et « Services d'investissement »
« Markets »	« Fixed Income » et « Equity Markets »
« Banking »	« Investment Banking » et « Corporate Banking »
« Global Wealth Management »	« Banque privée » « Wealth at Work » et « Citigold »
« U.S. Personal Banking »	« Cards » et « Retail Banking »

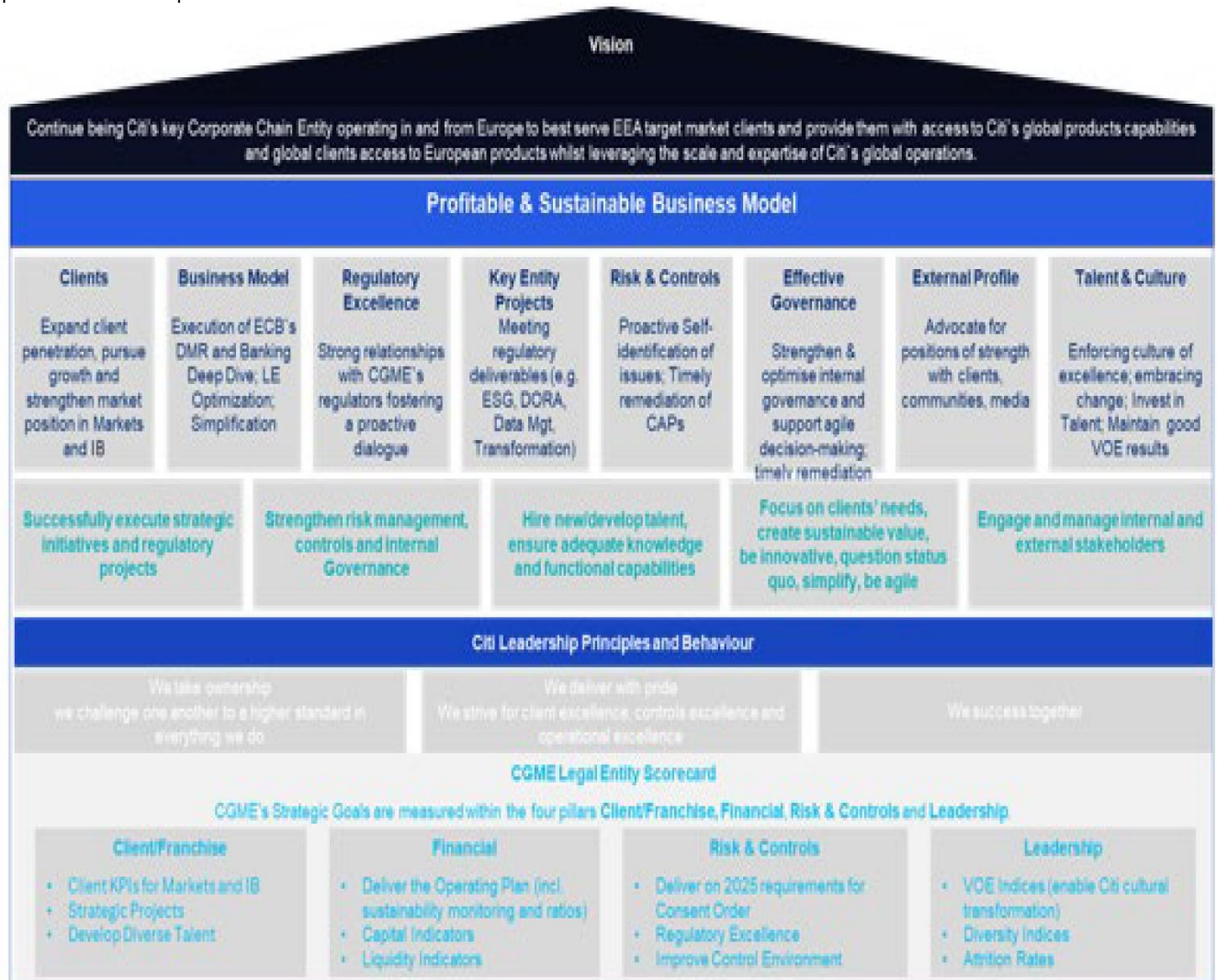
Les principes fondamentaux de la politique d'entreprise ainsi que les domaines d'activité définis à l'échelle du groupe déterminent la stratégie commerciale de la CGME qui, associée à ses propres objectifs d'efficacité économique, est fondamentalement orientée vers le client. Elle est basée sur le

positionnement des différents secteurs d'activité « **(Investment) Banking** » et « **Markets** » en fonction des exigences des clients en matière de produits et de services ainsi que des conditions respectives du marché, en tenant compte de l'environnement externe, des exigences réglementaires ainsi que des conditions-cadres avec les concurrents. Ces activités commerciales sont complétées par des **services de recherche** sur les produits financiers et sur les évolutions des pays et des secteurs de marché, qui sont en principe indépendants des clients.

Dans ce contexte, le plan stratégique de la CGME pour les années 2025 à 2027, inchangé par rapport à l'exercice précédent, met l'accent sur le développement d'une présence compétitive et durable au sein de l'espace économique européen afin d'offrir le meilleur service possible aux clients. Pour atteindre les objectifs stratégiques fondamentaux

- « Assurer la pérennité de notre modèle commercial »
- « Améliorer la rentabilité » et
- « Renforcer davantage l'environnement de risque et de contrôle »

la CGME met notamment en œuvre des initiatives et des projets stratégiques à long terme. La stratégie globale de la CGME avec les sous-stratégies et mesures qui en découlent est présentée dans le tableau suivant :



En ce qui concerne les différents **domaines d'activité** ainsi que les domaines structurels et organisationnels y afférents, les **objectifs stratégiques** suivants ont été définis accompagnés de mesures essentielles :

- **Modèle commercial de la CGME**
 - Contenus de l'objectif stratégique
 - o Garantir un modèle commercial rentable et durable
 - o Continuer à développer le modèle commercial en tenant compte des exigences des clients ainsi que des conditions internes (par ex. capacité à supporter les risques et ressources financières et non financières) et externes (par ex. évolution macroéconomique, exigences réglementaires, situation concurrentielle)
 - o Mettre en œuvre le plan opérationnel pour les « Desk Mapping Review - Desks » et les sous-secteurs du domaine d'activité « Markets » d'ici au 15 juin 2025
 - o Mettre en œuvre les résultats du « Banking Deep Dives » réalisé par la BCE
 - Sous-objectifs essentiels et mesures de mise en œuvre
 - o Mettre en œuvre les exigences liées à l'octroi de la licence CRR de manière opérationnelle
 - o Continuer à développer la CGME et ses structures & systèmes pour en faire un établissement supportant les risques
- **Gagner des parts de marché auprès de clients existants et acquérir de nouveaux clients pour maintenir et renforcer la position existante sur le marché dans les principales activités**
- **Secteur d'activité « Investment Banking »**
 - Contenu de l'objectif stratégique

- o Continuer à améliorer la position sur le marché par rapport à ses concurrents (mesurée par un « Share-of-Wallet » surveillé mensuellement pour le secteur « Investment Banking »)
 - o Atteindre une rentabilité opérationnelle déterminée
- **Sous-objectifs essentiels et mesures**
 - o Poursuivre les efforts en vue de changements à long terme et de grande ampleur (« méga-tendances »), en particulier dans les secteurs industriels à haut rendement qui sont le « Système de santé », la « Technologie » et la « Communication »
 - o Continuer à se concentrer sur les opportunités commerciales transatlantiques dans le domaine des fusions et acquisitions
 - o Procéder à une restructuration stratégique des portefeuilles dits d'entreprise (par ex. « carve-outs »)
 - o intensifier l'approche des entreprises de taille moyenne (dites « Mid-Caps ») dans le cadre de la collaboration transversale avec le sous-secteur d'activité Citi Commercial Banking
- **Secteur d'activité « Markets »**
 - **Contenu de l'objectif stratégique**
 - o Atteindre une position de leader sur le marché (mesurée par un « Share-of-Wallet » surveillé mensuellement pour le secteur d'activité « Markets »)
 - o Mettre en œuvre une gestion « efficace » des actifs pondérés en fonction des risques, proportionnellement aux revenus qu'ils génèrent
 - o Finaliser l'opération de certification d'ici la fin de l'année 2026
 - **Sous-objectifs essentiels et mesures de mise en œuvre**
 - o Continuer à intensifier les efforts d'amélioration de la relation en vue d'être l'interlocuteur privilégié des clients de l'EEE
 - o Poursuivre le développement de la coopération avec les établissements de crédit, les compagnies d'assurance et les clients professionnels en ce qui concerne le produit « Episodic solutions »
 - o Amplifier la croissance avec les clients existants et gagner des parts de marché avec les nouveaux clients dans les secteurs « Equities » et « Commodities »
- **Renforcer ses propres structures de gouvernance pour favoriser une prise de décision agile**
 - **Sous-objectifs essentiels et mesures de mise en œuvre**
 - o Assurer une gestion forte et cohérente à tous les niveaux de direction
 - o Renforcer la gouvernance d'entreprise par la mise en œuvre des normes internes de Citigroup en matière de gouvernance d'entreprise et de gestion des risques
 - o Continuer à optimiser les processus de gouvernance
- **Représentation et réputation externes**
 - **Sous-objectifs essentiels et mesures de mise en œuvre**
 - o Utiliser les médias spécifiques pour informer les différents secteurs d'activité, notamment en ce qui concerne les produits et les segments de clientèle respectifs
- **Collaboration étroite avec les autorités de contrôle**
 - **Sous-objectifs essentiels et mesures de mise en œuvre**
 - o Mettre en œuvre avec succès les exigences prudentielles imposées à un établissement de crédit CRR
 - o Maintenir les relations avec les autorités de surveillance (par exemple la BCE, BaFin et Deutsche Bundesbank ainsi que les autorités de surveillance des pays où sont établis des établissements secondaires).
- **Mise en œuvre des exigences réglementaires conformément à la Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD) ainsi qu'à la Data Governance et à la Digital Operational Resilience Act (DORA)**
 - **Sous-objectifs essentiels et mesures de mise en œuvre**
 - o Poursuivre la mise en œuvre du plan d'implémentation ESG, y compris l'évolution des approches méthodologiques, l'intégration des attentes des clients dans les services proposés par la CGME et le développement ultérieur des produits bancaires durables
 - o Poursuivre la mise en œuvre des « Principes pour l'agrégation efficace des données et la communication des risques » du Comité de Bâle (« Plan BCBS-239 »), notamment en étendant les systèmes locaux de traitement des données et les mesures de gouvernance
 - o Vérifier régulièrement et étendre les processus et systèmes informatiques en tenant compte des exigences réglementaires de DORA en ce qui concerne la cybersécurité, les risques TIC et la résilience opérationnelle numérique
- **Garantie de la promotion d'une structure de direction solide, y compris d'autres aspects sociaux en termes de compétences professionnelles et de culture**
 - **Sous-objectifs essentiels et mesures de mise en œuvre**
 - o Se concentrer en permanence sur le recrutement et le développement de talents dans les différents secteurs d'activité
 - o Garantir les connaissances et compétences professionnelles nécessaires du personnel, y compris des organes de direction
 - o Poursuivre le suivi des objectifs de diversité

Indicateurs de performance financière et non financière

Sur la base des différents plans stratégiques pour les années 2025-2027, les **principaux indicateurs de performance financière et non financière** suivants sont définis et suivis régulièrement dans le cadre d'un modèle de scorecard :

- **Indicateurs de performance financière, notamment :**
 - o Earnings before Taxes (EBT)
 - o Net Income
 - o Operating Efficiency (rapport entre les charges avant impôts sur les bénéfices et les bénéfices)
 - o Part de marché des différents secteurs d'activité au sein de l'Allemagne et de l'Europe (mesurée par l'indicateur « Share of Wallet » en fonction du secteur d'activité ; « SOW »*)
 - o Return on Equity (RoE : rapport entre l'excédent annuel et les capitaux propres comptabilisés)
 - o Return on Assets (RoA : rapport entre l'excédent annuel et l'actif total)
 - o Core Revenue to Assets Ratio (CraR : rapport entre le rendement global et l'actif total)
 - o Ratio de capital dur (Common Equity Tier 1 Ratio ; CET 1)
 - o Ratios de liquidité « Liquidity Coverage Ratio » et « Net Stable Funding Ratio » conformément aux exigences du CRR.
 - o Capacité à supporter les risques
- * Part (en pourcentage) des revenus générés par une catégorie de produits ou de services donnée par rapport aux dépenses totales du client dans le segment de produits ou services
- **Indicateurs de performance non financiers**
 - o Traitement rapide des constatations d'audit réglementaires*

- o Réalisation d'enquêtes annuelles auprès du personnel, axées sur les sujets : « Diversité », « Engagement », « Efficacité de la gestion » et « Culture d'entreprise éthique »
 - o Promotion des concepts de diversité, entre autres, en créant une diversité équilibrée entre hommes et femmes au niveau des cadres
- * L'indicateur de performance est utilisé pour la première fois en 2025 pour le pilotage*

1.2.3 Secteur d'activité « Markets »

Le secteur « Markets » est principalement destiné à répondre aux besoins des clients de l'EEE lors de transactions avec un établissement de crédit CRR agréé dans l'UE, notamment pour permettre aux clients de traiter avec un établissement de crédit CRR opérant à l'échelle européenne. Il s'agit principalement de fournir des services de distribution et de soutenir le négoce d'instruments financiers avec un accès indirect aux marchés de l'EEE avec les produits financiers suivants :

- Actions, y compris les opérations de compensation avec des contrats à terme et d'autres instruments financiers dérivés
Les services de distribution et de négociation concernent les actions cotées en bourse, les ETF, les obligations convertibles, les produits structurés, les produits dérivés négociés en bourse et de gré à gré, ainsi que certains financements de titres. Le portefeuille de négociation comprend également des indices d'actions et des parts de fonds cotés.
- Instruments financiers de taux d'intérêt
Les services de distribution et de négociation sont axés en particulier sur les produits financiers à taux d'intérêt très liquides et dérivés (par ex. les emprunts d'État), les swaps de taux d'intérêt et de devises ainsi que d'autres produits dérivés et exotiques et les financements de titres.
- Produits en devises étrangères (opérations de change au comptant et produits dérivés sur devises étrangères)
- Produits de spreads, en particulier les produits dits « spot », les produits dérivés de gré à gré (par ex. les forwards, swaps, options) et les instruments financiers basés sur des matières premières (par ex. les métaux, l'électricité, le gaz, le charbon, le pétrole).

Le portefeuille de produits proposé comprend des instruments financiers structurés ainsi que des transactions relativement « simples ».

Les nouvelles émissions de bons d'option ou de certificats pour le marché européen ont été suspendues en 2024. Les émissions encore existantes devraient être réglées d'ici la fin de l'année 2026. Sur la base des résultats du « Desk Mapping Reviews » (« DMR »), communiqué par la BCE en décembre 2023, plusieurs domaines de négociation ont déjà été ouverts au cours de l'exercice écoulé 2024. Il est prévu que ces mesures soient achevées d'ici juin 2025.

En outre, le secteur d'activité « Markets » regroupe, outre la réalisation de transactions de financement, la collaboration avec le secteur « Treasury » de la CGME, notamment en ce qui concerne la gestion des besoins en liquidités et le respect des exigences réglementaires.

1.2.4 Secteur d'activité « Investment Banking »

Le secteur d'activité « Investment Banking » comprend des activités de conseil inter-produits pour les clients (par ex. les entreprises, établissements financiers, secteur public) par le biais d'activités de coordination pour tous les produits et services que ces clients utilisent avec Citigroup dans le monde entier. Dans ce cadre, le secteur d'activité « Investment Banking » conseille les entreprises lors des acquisitions et fusions prévues (fusions et acquisitions ; « M&A ») ainsi que de l'émission d'instruments de fonds propres et d'instruments d'emprunt. Enfin, l'activité du secteur « Banking » comprend la négociation de financements d'entreprises sous forme de crédits syndiqués et bilatéraux. Le domaine d'activité « Capital Markets » est organisé autour des segments « Equity Capital Markets » (ECM) et « Debt Capital Markets » (DCM).

Grâce à sa relation client durable et de longue date, le secteur d'activité « Investment Banking » est en mesure d'offrir à ses clients un portefeuille complet de produits en collaborant étroitement avec le secteur d'activité « Markets » et le domaine « Corporate Banking » dans d'autres entités de Citigroup.

La mission première du secteur « Investment Banking » est de devenir, grâce au renforcement de la position de la CGME sur le marché, l'un des premiers interlocuteurs pour les sujets stratégiques de « Corporate Finance » tels que les acquisitions et les financements sur les marchés des capitaux, ainsi que pour la structuration de mesures de fonds propres et d'autres mesures de financement externe. La CGME offre aux clients institutionnels une large gamme de conseils et de services financiers, en s'appuyant sur la présence mondiale de Citigroup dans le monde entier.

L'activité épisodique comprend essentiellement des services de conseil dans le secteur « M & A » ainsi que l'activité d'émission de capitaux propres (ECM) et l'émission d'instruments d'emprunt (y compris les introductions en bourse). Compte tenu de l'importance de ces transactions épisodiques, le secteur d'activité « Investment Banking » dépend largement de l'évolution économique et de l'environnement du marché des capitaux. L'évolution de l'activité et des résultats est donc fondamentalement cyclique.

Pour de nombreux clients existants, CGME a déjà adopté un rôle important au sein des banques en se concentrant sur le secteur du « Corporate Finance ». L'accent est mis sur le développement de ce positionnement stratégique en renforçant la position sur le marché auprès des clients institutionnels de l'Espace économique européen. Les établissements secondaires de la CGME à l'étranger ont pris une fonction importante à cet égard.

Afin de continuer à couvrir les besoins de financement des clients cibles, les mesures stratégiques suivantes ont notamment été définies :

- Améliorer le classement de la CGME dans l'Espace économique européen, en particulier dans les pays où la CGME ne figure pas encore parmi les trois premiers établissements.
- Augmenter les parts de marché afin d'améliorer encore notre rentabilité
- Positionner la CGME comme un conseiller de confiance pour des transactions importantes, complexes et définies par des franchises.

1.2.5 Research (Recherche)

Les services de recherche indépendants dans la zone régionale « EMEA » (Europe, Middle East and Africa) pour les clients de Citigroup en Europe sont fournis par la CGME depuis le début de l'année 2021. La procédure stratégique prévoit notamment que, sur la base des contrats conclus entre la CGME et les clients, les prestations à fournir seront réalisées dans le cadre de l'externalisation par des entités de Citigroup situées en dehors de l'espace européen (par ex. CGML, CGMI ainsi que certaines entreprises affiliées en Asie et en Australie), qui seront contrôlées par le personnel de la CGME dans les différents pays en vertu des réglementations nationales existantes.

Les prestations de recherche sont à la disposition des clients situés dans un pays de l'UE via un accès à la plateforme Internet « CitiVelocity » ainsi que d'autres sites Internet (par ex. Bloomberg). Elles comprennent des services et des recommandations d'investissement en rapport, entre autres, avec des produits de fonds propres et de fonds de tiers, de devises étrangères et de produits dérivés. Les analystes sont également à la disposition des clients pour plus d'informations ou de conseils.

1.2.6 Stratégie Environmental Social Governance (ESG)

La crise climatique est l'un des plus grands défis auxquels notre société et notre économie mondiale sont confrontées au 21^e siècle. Citigroup et CGME reconnaissent le rôle important du secteur financier dans la gestion de cette crise en encourageant la transition vers une économie durable et décarbonée.

Au cours de l'exercice écoulé, Citigroup a continué à faire des progrès dans les secteurs « Environnement », « Social » et « Gouvernance », en s'inspirant des Principes pour une économie et une banque durables, les Principes pour une banque responsable de l'Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP FI) et les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. En tant que partie intégrante de Citigroup, la CGME adhère à la stratégie du groupe, à ses objectifs globaux et à ses principes de gestion des risques à l'échelle du groupe et de l'entreprise.

La « Stratégie ESG » de la CGME décrit la manière dont elle se conforme aux objectifs globaux de Citigroup, les priorités ESG propres à la CGME, les priorités définies dans ce contexte et les mesures correspondantes. Elle vise à définir l'approche respective de la CGME, qui est déterminée dans le cadre de la mise en œuvre de son propre projet ESG avec des objectifs à court, moyen et long terme. Ce faisant, nous tenons compte des risques découlant spécifiquement de l'ESG et leurs conséquences, et nous décrivons un processus de mesure et de surveillance de ces risques, notamment en fixant des indicateurs quantitatifs. Afin d'être transparente vis-à-vis des parties prenantes internes et externes, la CGME s'engage à respecter les exigences réglementaires liées à la mise en œuvre des exigences ESG spécifiques.

Les principales **exigences ESG** pour la CGME sont les suivantes :

- Guide de la Banque centrale européenne relatif aux risques liés au climat et à l'environnement (mise à jour : 27 novembre 2020),
- Feuille de route sur la finance durable de l'Autorité bancaire européenne (ABE) (mise à jour : 13 décembre 2022),
- Fiche d'information sur la gestion des risques de durabilité de la BaFin (mise à jour : 13 janvier 2020),
- Exigences minimales en matière de gestion des risques liées aux thèmes ESG telles que définies dans la 7^e nouvelle MaRisk (mise à jour : 29 juin 2023),
- Directive en ce qui concerne la publication d'informations non financières (NFRD-2014/95/UE), y compris la directive révisée en ce qui concerne la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises (CSRD-2022/2464/UE : mise à jour : 05 janvier 2023),
- le règlement UE sur la taxonomie et
- Règles de la directive MIFID II liées à la consultation des préférences en matière de durabilité des clients (mise à jour : 03 octobre 2023).
- Loi de transposition des directives CSR (relative à la directive européenne 2014/95/EUCSR-RUG ; mise à jour : 11 avril 2017),
- Sustainable Finance Disclosure Regulation (Règlement (UE) 2019/2088 ; SFRD ; mise à jour 03/2021))
- Corporate Sustainability Reporting Directive (Règlement (UE) 2022/2024 ; CSRD) et normes de reporting associées pour le développement durable (ESRS)
- Loi allemande sur la protection des lanceurs d'alerte (HinSchG ; début 2023).

1.3 Système de pilotage

Concept de pilotage axé sur la valeur

Le pilotage d'entreprise dans la CGME repose toujours sur un **concept de pilotage axé sur la valeur**. Le contenu de ce concept repose, d'une part, sur le fait que les risques encourus par les secteurs d'activité doivent être compatibles avec des directives externes et internes en matière de capacité à supporter les risques et, d'autre part, sur le fait qu'un rendement adéquat sur le capital investi est généré à long terme. Dans ce contexte, la CGME vérifie régulièrement l'allocation de ressources limitées aux secteurs d'activité et adapte activement sa stratégie commerciale à l'évolution des conditions de marché afin d'augmenter la valeur de l'entreprise à long terme.

Indicateurs de pilotage

Les principaux piliers du pilotage de la CGME s'appuient sur la comptabilité selon US GAAP. Une partie du pilotage est une analyse régulière de la capacité à supporter les risques ainsi que la détermination et le pilotage des **indicateurs de performance financière** « Operating Efficiency » et « EBT » pour la CGME. Les indicateurs « Return on Assets », « Return on Equity » et « Core Revenue to Assets Ratio » ont été définis pour la première fois comme autres indicateurs de performance financière essentiels pour l'exercice 2024 et les exercices suivants.

En particulier, les indicateurs de performance financière « **EBT** » et « **Operating Efficiency** » sont contrôlés en permanence par le Directoire. Pour optimiser les indicateurs, la CGME poursuit une gestion active des coûts et des revenus.

La **capacité à supporter les risques** est déterminée selon les principes des exigences minimales du système de gestion des risques des banques de l'Office fédéral allemand de surveillance des services financiers (BaFin) du 29 mai 2024 (MaRisk). Les risques identifiés et quantifiés sont comparés au potentiel de couverture des risques. La capacité à supporter les risques est assurée lorsque les principaux risques de la CGME sont constamment couverts par le potentiel de couverture des risques en tenant compte des concentrations de risques. Fixer différentes limites de risque, dont le dépassement est lié à des processus d'escalade, permet de veiller à ce que la capacité à supporter les risques en cours d'exercice corresponde au développement commercial. Les évolutions antagonistes peuvent ainsi être identifiées à temps et des contre-mesures correspondantes peuvent être mises en œuvre.

Un autre élément de pilotage de la CGME, comme l'exercice précédent, est le **positionnement sur le marché** de la CGME dans l'activité épisodique. Le positionnement de marché est défini par le « Dealogic Ranking ». Pour ce faire, la banque prend en considération le marché dans son ensemble et le marché couvert par Citigroup.

La **planification du personnel**, tout comme « Operating Efficiency », la capacité à supporter les risques et le positionnement du marché dans l'activité épisodique, est un élément important de la planification stratégique de la CGME et est liée à l'évolution du secteur bancaire et des marchés financiers. Si des changements importants surviennent à la suite de l'évolution du marché, une adaptation de la planification du personnel a lieu rapidement dans le contexte social existant.

Gouvernance

La culture d'entreprise de Citigroup ou de la CGME repose sur le principe de performance interne existant qui constitue la base du succès commercial. Nous renforçons la mise en œuvre de ce principe par les moyens suivants :

- Fixation d'objectifs et contrôle des performances au niveau individuel et sectoriel
- Rémunération et promotion en fonction des performances
- Promotion de la diversité du personnel

Les décisions stratégiques et opérationnelles sont prises par le Directoire de la CGME et leur mise en œuvre est contrôlée par le Conseil de surveillance. Les réunions du Directoire ont lieu au moins une fois par mois ; celles du Conseil de surveillance régulièrement tous les trimestres ou, si nécessaire, à des intervalles plus courts. De plus, la CGME a mis en place différents comités qui définissent, évaluent et approuvent les processus commerciaux et les processus de contrôle mis en œuvre. Pour les réunions du Directoire, du Conseil de surveillance et d'autres groupes de travail, les membres reçoivent des rapports et des informations détaillés sur les principales activités, les initiatives, les risques et la situation de tous les secteurs d'activité et d'assistance. Les membres du Directoire sont également représentés dans différents comités (par exemple, « Business Risk », « Compliance and Control Committee », « Country Coordinating Committee », « Governance Committee »).

Le Directoire reçoit régulièrement des rapports journaliers, mensuels et trimestriels sur l'état des principaux risques de la CGME rédigés par le service « Risk Controlling ». Nous renvoyons plus particulièrement au rapport sur les risques (cf. section 4 du présent rapport de gestion).

En plus des comités susmentionnés, le comité Asset Liability (« ALCO ») se réunit tous les trimestres en se concentrant sur la gestion du bilan, des liquidités et des risques. ALCO veille également au respect de l'adéquation des capitaux et vérifie le respect des exigences légales et réglementaires en matière de liquidité, de bilan et de trésorerie.

Lors des réunions du « New Product Committee », tous les nouveaux produits de la CGME ainsi que leurs risques sont examinés et approuvés le cas échéant.

D'après le directoire, le **système de pilotage interne** de la CGME répond aux exigences d'une gestion en bonne et due forme.

1.4 Principaux événements de politique commerciale de l'exercice écoulé 2024

Conformément aux décisions prises par le Directoire et le Conseil de surveillance, il est prévu de modifier les comptes annuels et les rapports de gestion correspondants pour les exercices 2020 à 2022 au cours de l'exercice 2025, en vertu desquels il est prévu d'exercer à nouveau les droits d'option de droit commercial d'une comptabilisation de certains instruments financiers à la date de règlement (jusqu'à présent à la date de négociation) ainsi que la compensation autorisée de produits dérivés de gré à gré. Aucun effet sur le résultat n'est attendu.

2 Rapport économique

2.1 Contexte macroéconomique

Croissance économique mondiale modérée en 2024 avec une baisse de l'inflation et des taux d'intérêt

Dans l'ensemble, l'évolution globale de l'économie mondiale en 2024 peut être décrite comme modérée, avec des effets très différents selon les pays et les secteurs. Selon les estimations du Fonds monétaire international, le produit intérieur brut (PIB) mondial a augmenté de 3,2 % en 2024 (2023 : +3,3 %)*. Au vu de ces chiffres de croissance, la demande globale se déplace des biens vers les services. Cela a eu un impact positif sur le secteur des services dans les pays développés et émergents, tandis que la production industrielle a tendance à stagner.

* cf. rapport du Fonds monétaire international, *World Economic Outlook Update*, édition janvier 2025

La croissance économique mondiale a été impactée positivement par l'évolution conjoncturelle aux **États-Unis**. Par la suite, l'économie américaine s'est montrée « robuste », soutenue positivement par la consommation privée et publique ainsi que par les investissements des entreprises encouragés par le gouvernement. Une croissance du produit intérieur brut de 2,7 % est attendue pour 2024. Ainsi, la demande a augmenté tant pour les biens que pour les services, notamment en raison de la hausse des revenus réels.* Fin 2024, le taux de chômage a légèrement baissé, passant de 4,2 % à 4,1 %. Le taux d'inflation global aux États-Unis, mesuré par l'indice dit « PCE », est en hausse à 2,4 % fin 2024 alors que l'inflation sous-jacente PCE est restée inchangée à 2,8 %*.

* cf. rapport économique de la Banque centrale européenne, édition 1/2025, page 11

En 2024, l'inflation mondiale a reculé. En particulier, les prix de l'énergie, qui avaient fortement augmenté suite à la guerre russe contre l'Ukraine et aux effets de la pandémie COVID 19, ont baissé. En outre, le resserrement de la politique monétaire de nombreuses banques centrales a conduit à une évolution des prix plus stable, voire à une baisse. En décembre 2024, les prix à la consommation dans les pays développés ont augmenté en moyenne de 2,8 % par rapport à l'exercice précédent. Douze mois plus tôt, le taux d'inflation était encore de 3,3 % et de 8,6 % en octobre 2022.

* cf. rapport de gestion de la Deutsche Bundesbank 2024, page 16

La situation économique dans la **zone euro** s'est légèrement améliorée en 2024. Cette évolution s'explique principalement par le ralentissement de la hausse des prix, qui a notamment contribué à la stabilisation de la consommation. La consommation a également soutenu les secteurs des services, où l'activité économique a fortement augmenté. Alors que le taux de chômage a légèrement diminué dans l'ensemble, la croissance de la productivité peut être qualifiée de faible et persistante*. En raison notamment de la baisse des prix de l'énergie au niveau mondial et des mesures de politique monétaire des banques centrales, le taux d'inflation a diminué en moyenne annuelle pour atteindre 2,4 % en 2024 (2023 : 5,4 % en moyenne).**

* cf. rapport de gestion de la Deutsche Bundesbank 2024, page 19

** cf. rapport de gestion de la Deutsche Bundesbank 2024, page 20

En **Asie**, l'évolution conjoncturelle a été contrastée. L'activité en **Chine** a rebondi fin 2024 mais la demande intérieure est restée faible. Le produit intérieur brut réel a augmenté à 1,6 % au quatrième trimestre 2024, atteignant ainsi l'objectif de croissance de 5 % pour l'ensemble de l'année 2024*. Malgré l'amélioration à court terme de la situation macroéconomique, la tendance conjoncturelle sous-jacente est restée modérée. Cela s'explique également par l'imposition de droits de douane supplémentaires sur l'ensemble des importations en provenance de Chine par le président américain Trump début février 2025, qui affecteraient de manière significative les exportations chinoises. Le taux d'inflation chinois était légèrement supérieur à 0 % à la fin de 2024. De même, le taux d'inflation sous-jacent reste relativement faible, à 0,4 %*.

* cf. rapport mensuel de la Deutsche Bundesbank, février 2025, page 27

Au **Japon**, la situation conjoncturelle au second semestre 2024 a continué d'être positive malgré un ralentissement de la demande intérieure en fin d'année. Le produit intérieur brut est passé à 0,7 % au quatrième trimestre 2024 et une croissance moyenne du PIB d'environ 0,4 % est attendue pour l'ensemble de l'année 2024*. L'inflation a augmenté à 4,0 % en décembre 2024, contre 3,6 % le mois précédent. Dans l'ensemble, le taux moyen d'augmentation des prix devrait s'élever à 2,8 % en 2024. Le taux de chômage devrait atteindre 2,5 % en 2024 et être relativement faible par rapport aux autres pays industrialisés*.

* cf. rapport mensuel de la Deutsche Bundesbank, février 2025, page 32

Dans la plupart des **autres grandes économies émergentes, la conjoncture a évolué différemment**. En **Inde**, l'expansion devrait se poursuivre à un niveau moins élevé. Globalement, le PIB devrait croître de 6,6 % pour l'exercice 2024/2025. Au **Brésil**, une expansion de l'économie est constatée en 2024, de sorte que la croissance du PIB devrait atteindre 6 %. Avec un niveau d'emploi toujours aussi élevé, le taux de renchérissement a continué de progresser à 4,8 % à la fin de l'année 2024*.

* cf. rapport mensuel de la Deutsche Bundesbank, février 2025, page 29

Évolution des marchés financiers internationaux

La baisse des taux d'inflation au cours de l'année 2024 a eu un impact significatif sur l'évolution des marchés financiers internationaux. Après avoir longtemps hésité, la Banque centrale européenne (BCE) a baissé pour la première fois ses taux directeurs de 0,25 % en juin 2024. Après quatre baisses de taux au total, le taux de dépôt s'est établi à 3,0 % en fin d'année. Parallèlement, les prêts à long terme accordés par les banques commerciales en raison de la crise ont été intégralement remboursés et le réinvestissement des portefeuilles de titres échus a pris fin en fin d'année.

La Réserve fédérale américaine ainsi que la Banque d'Angleterre ont également commencé à abaisser successivement leurs taux directeurs à l'été 2024, de 4,25 % à 4,50 % et 4,75 %*.

* cf. publications sur les sites internet de la Réserve fédérale américaine et de la Banque d'Angleterre.

Suite à la baisse générale des taux directeurs, les **taux d'intérêt du marché des capitaux** en Allemagne et aux États-Unis ont diminué en conséquence pour les échéances à court terme. Les rendements des emprunts fédéraux ont augmenté pour les échéances d'au moins cinq ans. Pour une durée de dix ans, le taux d'intérêt a augmenté d'environ 0,3 % pour atteindre 2,36 % p.a.*. En raison des incertitudes politiques et d'une dégradation correspondante de la notation, les obligations d'État françaises ont été rémunérées à des taux d'intérêt nettement plus élevés, allant jusqu'à 3,63 %**. Le rendement d'une obligation d'État américaine de même échéance s'est apprécié à 4,57 % p.a.***.

* cf. rapport mensuel de la Deutsche Bundesbank, janvier 2025

** cf. publication sur le site internet de la Banque de France, Paris, *Taux de rémunération des dépôts bancaires 2025_01 et Statistiques des taux des avances sur titres et taux monétaires directeurs*

*** cf. publication des rendements des obligations américaines sur le site de la Réserve fédérale américaine (Fed)

En moyenne annuelle, le taux d'intérêt positif du marché des capitaux en Allemagne a légèrement évolué par rapport à l'année précédente, passant d'environ 2,9 % en moyenne à 2,8 %*.

* cf. publication de la Deutsche Bundesbank « Chiffres clés du marché des capitaux » du 08 février 2025 ; « Rendements des émissions par type de titres »

En 2024, les **marchés boursiers** internationaux ont été marqués par la baisse des taux d'intérêt sans risque et par une forte appétence aux risques des investisseurs, ce qui a entraîné une hausse correspondante des cours des actions. De nombreux indices boursiers ont atteint de nouveaux records

historiques au cours de l'année. Le DAX a franchi pour la première fois la barre des 20 000 points en décembre 2024 et termine l'année en hausse d'environ 19 % à 19 909 points*. En revanche, l'indice MDAX des entreprises nationales de taille moyenne a relativement moins performé en 2024, avec une baisse annuelle de 5,7 %. L'indice boursier français CAC 40 a enregistré un léger recul par rapport à l'année précédente, tandis que l'indice américain des valeurs standard S&P 500 a enregistré une hausse d'environ 24 % en 2024 pour atteindre 5 906 points. La valeur de l'indice technologique NASDAQ est supérieure d'environ 30 % à la fin de l'année par rapport à fin 2023**.

* cf. site Internet de la Deutsche Börse AG, Francfort-sur-le-Main, « Évolution de la valeur du DAX »

** cf. site Internet de la Deutsche Börse AG, Francfort-sur-le-Main, « Évolution des actions internationales »

Développement économique en Allemagne

L'activité économique en République fédérale d'Allemagne se trouve depuis environ deux ans dans une situation de stagnation, due à des causes conjoncturelles et structurelles. Selon les calculs provisoires de l'Office fédéral allemand de la statistique, le recul de la performance économique ou du produit intérieur brut en 2024, corrigé de l'évolution des prix et de la conjoncture, était de 0,2 %*. En 2023, la performance économique avait déjà baissé de 0,1 %. Sur le plan conjoncturel, l'économie allemande se redresse plus lentement que prévu face aux conséquences économiques des événements récents. De plus, la République fédérale d'Allemagne connaît un ralentissement structurel de la croissance.**

* cf. Statista Research Department, publication du 15 janvier 2025

** cf. rapport économique annuel 2025 du ministère fédéral allemand de l'économie et de la lutte contre le changement climatique, publié sur le site Internet du gouvernement fédéral allemand le 29 janvier 2025, point A., n° 1

En raison de la baisse de la demande de travaux de construction et de biens d'investissement ainsi que de la forte augmentation globale des coûts de financement, les activités économiques ont fortement diminué dans l'industrie ainsi que dans le secteur de la construction*. Dans la construction, la valeur ajoutée brute a encore légèrement diminué par rapport à l'année précédente (-3,8 %).

* cf. Deutsche Bundesbank Rapport annuel 2024, publication sur le site Internet de la Deutsche Bundesbank le 25 février 2025, section 1, page 16

La formation brute de capital fixe a diminué au total de 2,8 % par rapport à 2023*. Cela s'explique notamment par des coûts de construction toujours élevés.

* cf. Statista Research Department, publication du 15 janvier 2025

Les dépenses de consommation privée n'ont que peu augmenté en 2024 et n'ont progressé que de 0,3 % après correction des prix*.

* cf. Statista Research Department, publication du 15 janvier 2025

La pression sur les prix s'est nettement atténuée en Allemagne en 2024. Selon l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), l'inflation a reculé de 3,8 % à la fin 2023 à 2,8 % en décembre 2024*, en raison notamment d'une « normalisation » importante des prix de l'énergie. Toutefois, le taux d'inflation sous-jacent (3,3 %) n'a connu qu'un léger changement depuis fin décembre 2023.

* cf. Deutsche Bundesbank Rapport annuel 2024, publication sur le site Internet de la Deutsche Bundesbank le 25 février 2025, section 1, page 18

Le commerce extérieur n'est pas non plus amélioré en 2024. Les exportations de biens et services ont baissé de 0,8 %. En revanche, les importations ont légèrement augmenté de 0,2 % par rapport à l'année précédente*.

* cf. Statista Research Department, publication du 15 janvier 2025

La situation économique des **budgets publics** est restée largement inchangée en 2024, avec un taux de déficit de 2,6 % (année précédente : 2,5 %)*. Néanmoins, le déficit public allemand reste relativement élevé. Le taux de déficit public s'est maintenu à 2,6 % l'année dernière et aucun changement majeur ne se dessine pour 2025. L'année dernière a certes été marquée par la suppression d'importantes charges temporaires liées au freinage des prix de l'énergie. Toutefois, certaines dépenses ont fortement augmenté : surtout dans le domaine des assurances sociales, mais aussi pour les intérêts, le personnel, les subventions EEG pour l'électricité respectueuse du climat et l'armée fédérale**.

* cf. Deutsche Bundesbank Rapport annuel 2024, publication sur le site Internet de la Deutsche Bundesbank le 25 février 2025, section 1, page 28

** cf. rapport mensuel de la Deutsche Bundesbank, février 2025, page 16

Développement économique en France, Grande-Bretagne, Italie et Espagne

Dans la zone euro ainsi que dans les pays d'implantation suivants de la CGME, la situation économique a évolué différemment en 2024.

Selon une première estimation, la **France** devrait enregistrer une légère augmentation du produit intérieur brut (PIB) de 1,1 % en moyenne par rapport à l'année précédente*. Au quatrième trimestre 2024, le PIB a chuté à 0,1 %, alors qu'au troisième trimestre 2024, il a encore progressé de 0,4 %, notamment en raison de l'impact des Jeux olympiques d'été. Au cours de l'année 2024, le taux d'inflation a diminué, passant de 3,1 % au début à 1,3 % en décembre 2024**.

* cf. Institut national de la statistique et des études économiques, publication sur le site internet le 30 janvier 2025

** cf. Institut national de la statistique et des études économiques, publication sur le site internet le 31 janvier 2025

Le taux de chômage est passé de 7,5 % au premier trimestre 2024 à 7,4 % au quatrième trimestre 2024*.

* cf. Institut national de la statistique et des études économiques, publication sur le site internet le 11 février 2025

Le climat économique général n'est pas considéré comme positif à la fin de l'année 2024. L'instabilité politique intérieure et l'austérité massive sous laquelle se trouve la France créent une incertitude pour les entreprises nationales et étrangères. En outre, des augmentations d'impôts et/ou des réductions des aides publiques sont attendues. Le gouvernement minoritaire du Premier ministre Barnier doit économiser quelque 60 milliards d'euros rien qu'en 2025.

La baisse du taux d'inflation intervenue en 2024 assure une légère accalmie dans un contexte économique jugé globalement difficile. Le taux d'inflation devrait reculer à 2,5 % en 2024 (2023 : 5,7 %). Pour 2025, la banque centrale prévoit un taux d'inflation de 2,3 % qui pourrait conduire à une amélioration de l'évolution des taux*.

* cf. publication Germany Trade and Invest, « France » du 28 novembre 2024

Au **Royaume-Uni**, la performance économique s'est légèrement améliorée au quatrième trimestre 2024. Le PIB réel, corrigé des prix et des variations saisonnières, a augmenté de 0,1 % par rapport à la période précédente. Le secteur de la construction s'est montré assez dynamique. L'activité des services a connu une légère expansion. Dans le même temps, la production manufacturière a fortement baissé. En accord avec l'évolution conjoncturelle globalement faible, le climat est resté modéré jusqu'à la fin. La situation sur le marché du travail a également continué à se refroidir. La dynamique salariale est toutefois restée vigoureuse. Le taux annuel de croissance des salaires s'est récemment accru à 6,0 %. Le taux de l'IPCH de l'année précédente a aussi augmenté pour atteindre 3,0 % en janvier 2025. Le taux sous-jacent a récemment grimpé à 3,7 %. La Banque d'Angleterre a néanmoins estimé que le processus de désinflation se poursuivait et a abaissé son taux directeur de 25 points de base supplémentaires à 4,5 % début février*.

* cf. rapport mensuel de la Deutsche Bundesbank, février 2025, page 33

En **Italie**, le produit intérieur brut (PIB) réel devrait augmenter de 0,5 % en moyenne annuelle en 2024 par rapport à l'année précédente, tandis que le PIB devrait continuer à augmenter de 0,8 % en 2025 et de 1,1 % et 0,9 % en 2026 et 2027*.

* cf. Banca d'Italia, Projections macroéconomiques pour l'économie italienne du 13 décembre 2024

Fin 2024, la baisse des prix de l'énergie a contribué à ce que l'inflation des prix à la consommation soit nettement inférieure à 2 %. L'inflation sous-jacente reste modérée. En moyenne, un taux d'inflation de 1,1 % est attendu pour 2024 et qui pourrait augmenter pour atteindre 1,5 % en 2025 et 2026, et 2,0 %

en 2027, selon les premières estimations*.
* cf. Banca d'Italia, Bulltein no. 1-2025, publié sur le site Internet le 17 janvier 2025

Le taux de chômage devrait atteindre en moyenne 6,1 % en 2024 et devrait rester au même niveau pour les années suivantes jusqu'en 2027*.
* cf. Banca d'Italia, Bulltein no. 1-2025, publié sur le site Internet le 17 janvier 2025

En 2024, la dynamique de croissance de l'économie en **Espagne** a augmenté. Le produit intérieur brut a augmenté de 3,2 % (ex. préc. : +2,7 %)*. Le développement économique en 2024 a été positif grâce au tourisme toujours en plein essor en Espagne et aux subventions de l'UE au titre du programme Next GenerationEU pour un montant d'environ 77 milliards d'EUR. En incluant les crédits supplémentaires accordés dans le cadre de la facilité de construction et de résilience, l'Espagne peut prévoir un total d'environ 164 milliards d'euros de subventions pour l'économie sur la période 2021-2027. Le taux de chômage a atteint 10,6 % en 2023, un niveau élevé par rapport aux autres pays européens**.
* cf. publication Germany Trade and Invest, « Espagne » du 2 décembre 2024 ; Kreditanstalt für Wiederaufbau, Perspectives conjoncturelles mondiales 2025/2026, publiée sur le site internet du 25 février 2025
** cf. rapport mensuel de la Deutsche Bundesbank, février 2025, page 39

2.2 Évolution de l'activité de la CGME

2.2.1 Développement économique

Dans l'ensemble, l'évolution économique de la CGME pendant l'exercice 2024 peut globalement être jugée satisfaisante. Par rapport aux années précédentes, la situation en matière de bénéfices connaît un renversement de tendance exceptionnellement positif, marqué par une hausse globale des recettes et une baisse significative des coûts. L'exercice a pu être clôturé avec un excédent annuel de 73 millions d'EUR amélioré par rapport à l'exercice précédent d'environ 89 millions d'EUR. Néanmoins, les prévisions pour 2024 n'ont pas été atteintes. L'objectif était d'atteindre un résultat positif avant impôts (« EBT ») de 228 millions d'EUR, ce qui a été réalisé avec une valeur réelle de 125 millions d'EUR. Le résultat positif après impôts prévu de 148 millions d'EUR est à mettre en parallèle avec un excédent annuel positif de 73 millions d'EUR.

Les opérations sur instruments financiers à l'actif et au passif, principalement inscrites au bilan dans les créances ou dettes clients ainsi que dans les portefeuilles de négoce, ont évolué de manière inégale au cours de l'exercice écoulé, même en tenant compte des conditions de marché respectives, mais de manière globalement encore satisfaisante. À la date de clôture du bilan, le total des actifs liés au produit ou aux affaires, d'environ 42 milliards d'EUR, a également diminué de 13 milliards d'EUR par rapport à l'exercice précédent, notamment à la suite de la baisse du nombre et des volumes de transactions sur le marché des capitaux. La baisse des créances sur la clientèle d'environ 20 milliards d'EUR à environ 17 milliards d'EUR à la date de clôture du bilan est essentiellement due à la diminution des opérations de prise en pension ainsi qu'à la première comptabilisation des volumes activés à la date de clôture du bilan dans les portefeuilles de négociation. En conséquence, le portefeuille de négociation à l'actif a augmenté d'environ 8 milliards d'EUR et le portefeuille de négociation au passif d'environ 7 milliards d'EUR.

L'évolution positive du résultat annuel s'explique notamment par l'amélioration du résultat des intérêts et des commissions. Les actions ont enregistré une performance globalement positive en 2024, impactée par une reprise du marché et l'appétence aux risques des investisseurs. La performance du marché s'est donc avérée positive en raison d'une plus grande activité dite « equity cash » et d'une hausse des commissions et des compensations. Pour les titres à revenu fixe, les produits en devises étrangères ainsi que les matières premières, une volatilité moindre a été constatée en 2024, de sorte que les revenus prévus initialement pour ces instruments financiers n'ont pas pu être atteints en 2024.

L'activité « Investment Banking » a connu une évolution globalement positive en 2024. Néanmoins, avec des revenus bruts réels de 128 millions d'EUR, le volume de revenus bruts visé d'environ 172 millions d'EUR n'a pas pu être atteint, car la reprise des marchés des capitaux boursiers n'a pas eu lieu dans la mesure attendue.

Le résultat de l'exercice 2024 a en outre été impacté par des dépenses non prévues pour les indemnités de licenciement du personnel ainsi que par d'autres dépenses de restructuration d'un montant total de 21 millions d'EUR. En outre, une amende fixée par les autorités est due dans le cadre d'une infraction à l'art. 80, al. 2, phrase 3 WpHG pour un montant d'environ 14 millions d'EUR. L'arrêt de l'émission de certificats et de warrants propres au cours de l'exercice précédent a permis de réduire les dépenses d'un montant total d'environ 29 millions d'EUR. Le règlement de la taxe bancaire, pour laquelle un montant de 46 millions d'EUR devait être versé l'exercice précédent, a été supprimé en 2024.

Afin de garantir les liquidités nécessaires et de satisfaire aux exigences réglementaires en matière de capacité de risque, la CGME disposait d'un capital propre inscrit au bilan d'environ 4,6 milliards d'EUR.

Compte tenu notamment de l'évolution exceptionnellement bonne du produit des intérêts, des opérations de négociation et des commissions au cours de l'exercice écoulé, l'indicateur de performance financière « **Operating Efficiency** » s'est nettement amélioré à la fin de l'exercice 2024 par rapport à l'exercice précédent, passant de 100,1 % à 81,7 %. Néanmoins, le niveau prévu de 67 % n'a pas été atteint.

Les autres indicateurs clés de performance à fin 2024 se présentent comme suit :

Indicateur de performance	Objectif 2024	Valeur réelle au 31/12/2024
Return on equity (RoE) - (en %)	3,1	1,6
Return on Assets (RoA) - (en %)	0,3	0,2
Core Revenues to Assets (en %)	1,3	1,6
Earnings before Taxes (EBT) - (en millions d'EUR)	228	125
Net Income - (en millions d'EUR)	148	73
Banking Share of Wallet - (en %)	5,5	4,6
Markets Share of Wallet - (en %)	5,0	5,0
Taux de femmes à des postes de direction - (en %)	30,0	19,6

2.2.2 Secteur d'activité « Markets »

Sur l'exercice 2024, l'évolution économique de la partie « Markets » a été marquée par la faible volatilité persistante sur les marchés des obligations, des devises et des matières premières ainsi que par la reprise des marchés des actions.

Au total, avec des **produits bruts** d'un montant total d'environ 230 millions d'EUR, qui sont directement imputables au sous-domaine « Equities » (ex. préc. : 147 millions d'EUR) et d'environ 70 millions d'EUR (ex. préc. : 84 millions d'EUR) au sous-secteur « Fixed Income Currencies and Commodities », il a été réalisé, après déduction des coûts en cours dans le segment d'environ 265 millions d'EUR, un **résultat négatif** (« Earnings before Taxes » : EBT) d'environ 35 millions d'EUR (/. 54 millions d'EUR). Le résultat a ainsi été inférieur d'environ 87 millions d'EUR aux prévisions. Ce résultat a notamment été affecté par le paiement d'une amende unique en rapport avec une infraction à l'art. 80, al. 2, phrase 3 WpHG, d'un montant total d'environ 14 millions d'EUR.

À l'exception de l'évolution positive du domaine d'activité « Equities », l'évolution économique dans le secteur « Markets » ne peut être jugée satisfaisante.

2.2.3 Secteur d'activité « Investment Banking »

Dans l'ensemble, l'exercice 2024 n'a pas été satisfaisant pour le segment « Investment Banking ». Cette situation s'explique par la réticence de nos clients à l'égard d'éventuelles introductions en bourse (« Initial Public Offering » ; « IPO ») ou de l'acquisition d'entreprises ainsi que des opérations sur les marchés de capitaux en raison des incertitudes existantes concernant l'évolution des taux d'intérêt et le risque associé de hausse des coûts de refinancement ainsi que des autres évolutions économiques mondiales.

Par rapport à l'exercice précédent, la position de la CGME sur le marché de l'activité épisodique, mesurée par le classement Dealogic (Citi Internal View), est restée inchangée. En ce qui concerne les produits épisodiques, nos activités ont de nouveau reculé en raison des facteurs externes qui ont impacté le secteur d'activité. Néanmoins, le **résultat brut des commissions** s'est amélioré en 2024, passant d'environ 116 millions d'EUR l'exercice précédent à 128 millions d'EUR au total. Alors que les produits de l'activité « DCM » s'expliquent entre autres par l'amélioration de l'environnement des marchés de capitaux en actions, les rendements du secteur « M&A » sont en baisse, principalement en raison de la nature épisodique des mandats.

Plus précisément, le **résultat brut des commissions** se répartit entre les principaux produits suivants dans le secteur « Investment Banking » :

Produit/Gamme de produits « Investment Banking »	2024 (millions d'EUR)	2023 (millions d'EUR)	Variation (millions d'EUR)
Produits de dette (Debt Capital Markets ; DCM)	75	28	47
Fusions et acquisitions (M&A)	36	72	-36
Produits de fonds propres (Equity Capital Markets; ECM)	17	16	1
Total	128	116	12

Au cours de l'exercice écoulé, l'évolution de l'activité dans le secteur des produits « DCM » s'est avérée satisfaisante, les attentes des émetteurs et des investisseurs quant à l'évolution des marchés obligataires européens étant également optimistes malgré l'incertitude globale sur l'évolution macroéconomique. Dans l'ensemble, nous estimons donc que le marché européen des obligations d'entreprises a connu une évolution plus positive que l'exercice précédent.

Les « **activités M&A** » des clients dans l'Espace Économique Européen (EEE) en 2024 ont été très réservées, notamment en raison des incertitudes concernant l'évolution des taux d'intérêt sur le marché des capitaux et des développements économiques mondiaux en général. Par conséquent, le résultat global des établissements établis dans l'EEE a diminué d'environ 50 % par rapport au niveau des honoraires de l'exercice précédent. Néanmoins, à la fin de l'exercice écoulé, une augmentation des activités de fusions et acquisitions des acteurs du marché, tant de nos clients que dans l'ensemble de l'EEE, a pu être constatée et les commissions devraient augmenter en 2025.

Les activités de marché dans le domaine des produits « **ECM** » ont globalement stagné en 2024, comme l'exercice précédent, de sorte que le résultat des commissions d'environ 17 millions d'EUR (2023 : 16 millions d'EUR) était également inférieur en 2024 aux prévisions de la CGME.

Avec ses clients dans l'ensemble de l'espace monétaire européen (EEE), la CGME a perdu de faibles parts de marché et n'a occupé que la 6^e place en 2024 (2023 : 3^e rang) avec une part de marché de 4,6 % (./ 25 points de base). La part de marché de la CGME sur le marché allemand a également baissé en 2024 par rapport à l'exercice précédent. Les établissements secondaires d'Espagne et d'Italie ont également perdu des parts de marché en 2024, tandis que la CGME a regagné une partie des parts de marché perdues en 2023 grâce à son établissement secondaire en France*.

* cf. Dealogic (Citi Internal View) au 31 décembre 2024 pour l'Espace économique européen, l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne.

2.2.4 Résultats

Le résultat de l'exercice 2024 a évolué par rapport à l'exercice précédent de la manière suivante :

	2024 (millions d'EUR)	2023 (millions d'EUR)	Variation (millions d'EUR)
Résultat d'intérêts	146	61	85
Résultat des commissions	376	315	61
Résultat des négociations	34	41	-7
Provisions pour risque dans l'activité de crédit	-1	-6	5
Autres produits d'exploitation	129	187	-58
Charges administratives	-533	-589	56
Autres produits et charges	-26	-12	-14
Résultat avant impôts	125	-3	128
Impôts sur les bénéfices	52	13	39
Excédent annuel / Déficit annuel	73	-16	89

Résultat d'intérêts à nouveau en nette amélioration

Par rapport à l'exercice précédent, le **résultat d'intérêts** s'est encore amélioré de 86 millions d'EUR pour s'établir à +147 millions d'EUR. Les produits d'intérêts sont ainsi passés de 1 293 millions d'EUR à 1 422 millions d'EUR, tandis que les charges d'intérêts sont passées de 1 212 millions d'EUR à 1 275 millions d'EUR. L'augmentation des composantes des produits d'intérêts est notamment à l'origine de l'augmentation des stocks rémunérés provenant des opérations de prêt et de mise en pension de titres ainsi que de la situation globalement positive, quoique légèrement en baisse, des taux d'intérêt sur les marchés des capitaux.

Évolution globalement satisfaisante du résultat positif des commissions

Le **résultat des commissions** a augmenté de 61 millions d'EUR au cours de l'exercice écoulé pour atteindre un total de 376 millions d'EUR, dont 596 millions d'EUR de commissions perçues (2023 : 579 millions d'EUR). Les commissions versées de 221 millions d'EUR ont diminué d'environ 42 millions d'EUR par rapport à l'exercice précédent, dont 166 millions d'EUR (ex. préc. : 168 millions d'EUR) ont concerné les répartitions imputées au groupe.

Les **commissions perçues** proviennent à hauteur de 303 millions d'EUR, soit env. 51 % (2023 : 206 millions d'EUR ou environ 35%) du secteur d'activité « **Investment Banking** », dont environ 153 millions d'EUR (2023 : 132 millions d'EUR) de revenus ont été obtenus dans le secteur « Mergers & Acquisitions », notamment dans le cadre du suivi des clients à l'échelle européenne grâce à la facturation intragroupe des prestations (GRA). D'autres produits d'un montant de 84 millions d'EUR (ex. préc. : 13 millions d'EUR) ont été réalisés dans le cadre de l'activité d'intermédiation.

Les secteurs de produits « Equity Capital Markets » (« ECM ») et « Debt Capital Markets » (« DCM ») ont connu une évolution globalement positive au cours de l'exercice écoulé, les attentes des émetteurs et des investisseurs concernant l'évolution des marchés obligataires européens ayant notamment été satisfaites dans le secteur « DCM ». Les commissions perçues qui ont été comptabilisées dans le cadre de la compensation du groupe dans ces secteurs de produits ont augmenté à un total de 67 millions d'EUR (2023 : 60 millions d'EUR).

Des commissions d'env. 294 millions d'EUR (2023 : 373 millions d'EUR) ont été perçues dans le cadre des activités du segment « **Markets** ».

Les établissements secondaires de France, d'Italie et d'Espagne assurent, avec leur représentation dans les pays respectifs, le contact direct, l'entretien de la relation commerciale et l'acquisition de nouveaux clients. Dans ce contexte, les établissements ont contribué en 2024 au résultat des commissions (en millions d'EUR) comme suit :

Établissement	Commissions perçues	Commissions versées	Résultat des commissions
France	104,0	6,9	97,1
Espagne	24,6	2,1	22,5
Italie	31,3	13,3	18,0
Total	159,9	22,3	137,6

Légère baisse du résultat positif de négociation, en cas d'extension de la négociation sur les instruments financiers

Le **résultat net positif du portefeuille de négociation** pour 34 millions d'EUR (2023 : 41 millions d'EUR) résulte presque exclusivement du négoce de produits dérivés d'actions, d'indices et de produits à terme ainsi que des dividendes sur les portefeuilles d'actions, dont les revenus - avant ajustements d'évaluation - à hauteur de 32 193 millions d'EUR (ex. préc. : 12 304 millions d'EUR) étant compensés par des charges de 32 174 millions d'EUR (ex. préc. : 12 246 millions d'EUR). La baisse du résultat des négociations, qui s'est produit malgré l'augmentation des activités de négoce au cours de l'exercice écoulé par rapport à l'exercice précédent, résulte essentiellement de l'impact des incertitudes présentes sur les marchés de l'énergie et des capitaux.

Plus précisément, les instruments financiers ont contribué aux résultats en 2024 comme suit :

	2024 (millions d'EUR)	2023 (millions d'EUR)
Résultat du portefeuille de négociation « Risques d'actions et d'indices », « Certificats » et « Dérivés de crédit »	-37	-219
Résultat du portefeuille de négociation « Risques de change »	47	271
Résultat d'intérêts et de dividendes des portefeuilles de négociation	9	6
Ajustements d'évaluation	15	-17
Total	34	41

Les **ajustements d'évaluation** (15 millions d'EUR ; ex. préc. : ./ 17 millions d'EUR) sont dus à la VaR conformément à l'art. 340e, al. 3 HGB (8 millions d'EUR ; ex. préc. : ./ 5 millions d'EUR) ainsi qu'aux corrections d'évaluation supplémentaires effectuées pour couvrir le risque de défaillance du débiteur inhérent aux instruments financiers et le risque de crédit propre à la CGME, y compris les coûts de refinancement liés aux produits dérivés non garantis (7 millions d'EUR ; ex. préc. : ./ 8 millions d'EUR).

Baisse du coût des crédits et provisions pour risques dans les opérations de crédit

La correction de valeur forfaitaire destinée à couvrir les risques généraux de crédit a augmenté d'environ 1 million d'EUR au cours de l'exercice écoulé pour atteindre environ 2 millions d'EUR. Le calcul des corrections de valeur forfaitaires a été effectué en tenant compte des informations actuelles et des attentes relatives à la situation de risque future des volumes de crédit concernés dans le cadre du « modèle par étapes IFRS 9 » (cf. également IDW RS BFA 7). Dans ce contexte, il est précisé que la Banque n'effectue pas une opération de crédit « classique ». L'actif du bilan se compose donc presque exclusivement des créances à court terme, des opérations sur titres garanties (opérations de prise en pension) et du portefeuille de négociation et ne présente donc pas de risque significatif de contrepartie.

Baisse des autres produits d'exploitation

Les **autres produits d'exploitation** d'un montant de 129 millions d'EUR (ex. préc. : 187 millions d'EUR) comprennent principalement les produits issus de la refacturation des frais à l'actionnaire unique et aux entreprises affiliées de Citigroup ainsi que les produits issus de la participation aux résultats dans le cadre des opérations d'actions et autres opérations de négoce pour un total de 76 millions d'EUR (ex. préc. : 132 millions d'EUR). Les refacturations des frais concernent principalement les frais de transaction et de bourse.

Le poste comprend par ailleurs des frais de compensation, de courtage, de règlement et de conservation facturés à des tiers pour un montant de 25 millions d'EUR (ex. préc. : 22 millions d'EUR).

En outre, au cours de l'exercice écoulé, des revenus liés aux engagements de retraite d'un montant d'environ 4 millions d'EUR (ex. préc. : 5 millions d'EUR) ainsi qu'une plus-value de cession des parts de la Bourse de Stuttgart AG, Stuttgart (1 million d'EUR) ont été perçus.

Réduction des charges administratives générales

Les **charges administratives générales** ont diminué d'environ 56 millions d'EUR par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 533 millions d'EUR au total, dont les charges de personnel d'environ 260 millions d'EUR (2023 : 257 millions d'EUR) et les autres charges administratives d'environ 273 millions d'EUR (2023 : 332 millions d'EUR).

L'augmentation des **charges de personnel** (+3 millions d'EUR) résulte principalement de l'augmentation des effectifs en 2024 ainsi que des augmentations de salaires, des primes ajustées et des indemnités de licenciement du personnel dans le cadre de la restructuration globale.

La baisse des **autres charges administratives** (./ 59 millions d'EUR) concerne essentiellement la suppression du versement de la taxe bancaire en 2024 (./ 46 millions d'EUR) ainsi que les frais réduits de transaction SWIFT et autres (./ 20 millions d'EUR) et les droits de compensation et de garde réduits de 10 millions d'euros à 31 millions d'EUR, suite à l'arrêt en 2024 de l'activité d'émission propre de certificats et de warrants.

Par rapport à l'exercice précédent, les charges liées à la TVA et aux autres impôts indépendants des résultats ont en revanche augmenté de 18 millions d'EUR pour atteindre 35 millions d'EUR. En outre, les charges locatives ont augmenté de 12 millions d'EUR pour atteindre 27 millions d'EUR, notamment en raison du déménagement du siège social à Francfort-sur-le-Main dans de nouveaux bureaux.

Autre résultat négatif des produits et charges fortement influencé par des charges non récurrentes.

L'**autre résultat des produits et des charges** de ./ 26 millions d'EUR (ex. préc. : ./ 12 millions d'EUR) correspond en partie aux amortissements et corrections de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles pour un montant total de 12 millions d'EUR (ex. préc. : 12 millions d'EUR), qui comprennent, entre autres, des amortissements programmés de 9 millions d'EUR sur les montants de goodwill identifiés comme apport des établissements secondaires en contrepartie des relations clients reprises.

Par ailleurs, l'autre résultat comprend un paiement d'une amende déterminée par l'Office fédéral de surveillance des services financiers dans le cadre d'une infraction à l'art. 80, al. 2, phrase 3 WpHG pour un montant d'environ 14 millions d'EUR.

2.2.5 Situation financière

La CGME se finance principalement au sein du groupe Citigroup et peut disposer d'une ligne de crédit de 15 milliards d'USD si nécessaire.

Les placements monétaires et autres actifs financiers se font exclusivement à court et moyen terme.

Au cours de l'exercice écoulé, CGME a été en mesure d'honorer ses obligations de paiement à tout moment. Par ailleurs, toutes les exigences légales en matière de liquidité ont été satisfaites à tout moment. Aucun investissement substantiel qui pourrait affecter la liquidité n'est prévu.

Compte tenu de son modèle économique, la CGME ne s'engage généralement pas dans des transformations de délais.

Au 31 décembre 2024, le **ratio de capital dur** et le ratio de capital global de la CGME s'élevaient respectivement à 31,62 % (31 décembre 2023 : 23,67 %). La CGME continue ainsi à disposer d'une très bonne dotation en fonds propres.

Par ailleurs, nous renvoyons au **tableau des flux de trésorerie** de l'exercice 2024 présenté en annexe.

2.2.6 Situation patrimoniale

Par rapport à la date de clôture précédente, la **situation patrimoniale** de la CGME a évolué comme suit au 31 décembre 2024 :

Actif	31/12/2024 (millions d'EUR)	31/12/2023 (millions d'EUR)	Variation (millions d'EUR)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	126	-126
Créances sur les établissements de crédit	2 989	2 858	131
Créances sur la clientèle	16 805	36 771	-19 966
Portefeuille de négociation à l'actif	21 294	12 959	8 335
Participations	0	1	-1
Actifs fiduciaires	192	93	99
Immobilisations incorporelles	38	47	-9
Immobilisations corporelles	19	20	-1
Autres actifs	551	1 641	-1 090
Comptes de régularisation à l'actif	2	1	1
Total	41 890	54 517	-12 627

Passif	31/12/2024 (millions d'EUR)	31/12/2023 (millions d'EUR)	Variation (millions d'EUR)
Dettes envers les établissements de crédit	3 324	1 652	1 672
Dettes envers la clientèle	14 290	34 891	-20 601
Portefeuille de négociation au passif	18 575	11 570	7 005
Dettes fiduciaires	192	93	99
Autres dettes	513	1 402	-889
Comptes de régularisation au passif	4	2	2
Provisions	236	225	11
Fonds pour risques bancaires généraux	36	36	–
Capitaux propres	4 720	4 646	74
Total	41 890	54 517	-12 627

Diminution du total du bilan liée à la date de clôture en cas de poursuite de la progression des contrats commerciaux

Au cours de l'exercice 2024 qui vient de s'achever, la situation patrimoniale de la CGME reste marquée par un recentrage de la Banque sur les activités de services à la clientèle ainsi que sur les opérations de négoce d'instruments financiers. Par rapport à l'exercice précédent, le **total du bilan** a diminué d'environ 13,0 milliards d'EUR pour s'établir à 41,9 milliards d'EUR. Cela est essentiellement dû à la baisse respective des créances clients d'environ 20,0 milliards d'EUR au total à 16,8 milliards d'EUR et des dettes envers la clientèle d'environ 20,6 milliards d'EUR à 14,3 milliards d'EUR, principalement due à l'affectation des opérations de pension et de mise en pension de titres dans le portefeuille de négociation au cours de l'exercice sous revue. En conséquence, le volume des portefeuilles de négociation a augmenté à la date de clôture du bilan et représente, avec environ 21,3 milliards d'EUR, soit environ 51 % de l'actif, et avec 18,6 milliards d'EUR, soit environ 44 %, la part la plus importante du total du bilan passif. À la date de clôture du bilan, les opérations de pension et de mise en pension de titres sont comptabilisées pour la première fois à hauteur d'environ 9,8 milliards d'EUR à l'actif et d'environ 8,3 milliards d'EUR au passif du portefeuille de négociation.

Par ailleurs, la baisse du total du bilan est due à la réduction progressive des activités d'émission de certificats et de warrants, les nouvelles activités en Europe ayant été arrêtées en 2024.

Comme l'exercice précédent, il a été fait usage, dans le cadre de l'établissement du bilan, du droit d'option permettant de compenser les justes valeurs positives de certains instruments financiers dérivés avec les justes valeurs négatives d'instruments financiers et en tenant compte des garanties en espèces existantes, dans la mesure où les conditions nécessaires à cet effet sont remplies (par ex. conclusion d'un contrat-cadre avec les contreparties, ajustement quotidien des garanties en espèces en fonction du volume). La compensation tient compte de l'approche économique selon laquelle une position nette existante peut être considérée, sous certaines conditions, comme fictivement remplie par les garanties fournies en espèces. Au total, la compensation correspondante des actifs et des dettes, effectuée à la date de clôture du bilan entraîne une diminution de 28,1 milliards d'EUR (ex. préc. : 27,8 milliards d'EUR), du portefeuille de négociation à l'actif et une diminution de 29,6 milliards d'EUR (ex. préc. : 29,4 milliards d'EUR) du portefeuille de négociation au passif.

Légère augmentation du volume, principalement à court terme, des créances sur les établissements de crédit

Concernant les **créances sur les établissements de crédit** (environ 2 989 millions d'EUR ; ex. préc. : 2 858 millions d'EUR) 594 millions d'EUR au total (ex. préc. : 652 millions d'EUR), présentent une **échéance journalière**. Elles existent essentiellement vis-à-vis d'entreprises affiliées (428 millions ; ex. préc. : 596 millions d'EUR), notamment dans le cadre de l'activité de courtier/négociant. En outre, 166 millions d'EUR supplémentaires (ex. préc. : 54 millions d'EUR) concernent des avoirs quotidiens liés à l'activité de courtier/négociant avec des établissements de crédit extérieurs au groupe.

Les **créances à terme ou à préavis** (2 395 millions d'EUR ; ex. préc. : 2 206 millions d'EUR) existent presque exclusivement au sein des établissements de crédit extérieurs au groupe (2 204 millions d'EUR ; ex. préc. : 2 202 millions d'EUR) et résultent de l'activité de courtier/négociant pour 1 951 millions d'EUR ; ex. préc. : 1 836 millions d'EUR) et d'opérations de prêt et de mise en pension de titres (253 millions d'EUR ; ex. préc. : 366 millions d'EUR).

Baisse des créances clients provenant de l'activité de courtier/négociant lors de la comptabilisation initiale des opérations de pension ou de mise en pension dans le portefeuille de négociation

À la fin de l'exercice 2024, quelque 40 % du total du bilan, soit 16 805 millions d'EUR (ex. préc. : 36 771 millions d'EUR) concernent des **créances sur la clientèle**, qui se décomposent comme suit par rapport à l'ex. préc. :

Secteur d'activité	31/12/2024			31/12/2023
	Établissements extérieurs au groupe (millions d'EUR)	Entreprises affiliées (millions d'EUR)	Total (millions d'EUR)	Total (millions d'EUR)
Opérations de prêts et mise en pension de titres	1 382	8 004	9 386	25 197
Opérations de courtier/négociant	3 669	3 943	7 612	9 664
Autres opérations bancaires	-264	71	-193	30
Total	4 787	12 018	16 805	34 891

Les **opérations de prêt et de mise en pension de titres** (opérations de reverse repo) conclues avec les clients servent en principe à la gestion liquidités à court terme, principalement avec des échéances inférieures à un an. Le recul d'environ 16 milliards d'EUR à environ 9 milliards d'EUR, dû à la date de clôture, s'explique par la baisse du volume d'affaires ainsi que par la première affectation de certaines opérations de pension au portefeuille de négociation.

Les **opérations de courtier/négociant** réalisées par la CGME en son nom propre et pour son propre compte, avec des échéances principalement à court terme sont traitées dans le cadre d'opérations dites de back-to-back. Par conséquent, au 31 décembre 2024, les **dettes envers la clientèle** se sont également réduites.

Augmentation du volume des ventes et du volume du portefeuille de négociation

Par rapport à l'exercice précédent, les portefeuilles de négociation se composent au 31 décembre 2024 comme suit :

	Portefeuille de négociation			
	à l'actif 31/12/2024 (millions d'EUR)	au passif 31/12/2024 (millions d'EUR)	à l'actif 31/12/2023 (millions d'EUR)	au passif 31/12/2023 (millions d'EUR)
1. Instruments financiers dérivés				
• Opérations induites FX				
o Opérations d'options de change OTC et swaps	4 815	4 810	4 553	4 577
o Bons d'options de change de propre émission	124	125	145	149
o Opérations de change au comptant	624	622	626	642
• Bons d'options sur actions de propre émission	6 858	7 001	5 503	5 727
• Options sur actions et indices OTC et swaps	2 230	2 204	1 863	1 856
• Bons d'options sur indices de propre émission	1 423	1 431	2 583	2 624
• Opérations d'options sur actions & indices négociés en bourse	104	17	180	4
• Options sur taux d'intérêt OTC et swaps	22 721	22 790	23 507	23 530
• Bons d'option sur matières premières- Émissions propres	11	11	144	146
• Options sur matières premières OTC et swaps	570	570	1 157	1 164
Total intermédiaire	39 480	39 581	40 261	40 419
2. Titres de créances et titres à revenu fixe	80	225	264	526
<i>dont négociables</i>	80	225	264	526
<i>dont cotés en bourse</i>	80	225	264	526
3. Actions et autres titres à revenu variable	77	81	222	72
<i>dont négociables</i>	77	81	222	72
<i>dont cotés en bourse</i>	77	81	222	72
4. Opérations de mise en pension de titres	9 783	8 304	-	-
5. Total (brut en portefeuille)	49 420	48 191	40 747	41 017
- Value at Risk	-5	-	14	-
- other Market Value Adjustment	-8	-2	1	1
- Netting	-28 113	-29 614	-27 775	-29 448
Total	21 294	18 575	12 959	11 570

Comme l'exercice précédent, la majeure partie des portefeuilles de négociation concerne les options sur taux d'intérêt OTC, qui représentent, à l'actif et au passif, avant compensation et règlement d'env. 23 milliards d'EUR (ex. préc. : env. 24 milliards d'EUR) à la date de clôture du bilan, env. 47 % (ex. préc. : environ 58 %) du volume du portefeuille brut à l'actif d'env. 49 milliards d'EUR (ex. préc. : env. 41 milliards d'EUR) et 48 % (ex. préc. : env. 58 %) du volume du portefeuille brut au passif de 48 milliards d'EUR (ex. préc. : env. 41 milliards d'EUR).

Par ailleurs, au cours de l'exercice 2024, une augmentation des opérations de prise en pension de titres (pensions et reverse-reverse-repo) a été attribuée au portefeuille de négociation pour autant que celles-ci remplissent les conditions requises pour ce faire. Au 31 décembre 2024, cela concerne un portefeuille brut à l'actif (au passif) d'env. 10 milliards EUR/env. 8 milliards d'EUR, représentant environ 20 % (environ 17 %) du portefeuille total brut concerné.

Les volumes des autres instruments financiers du portefeuille de négociation n'ont pas sensiblement évolué par rapport à l'exercice précédent.

Dans le cadre de l'évaluation du portefeuille de négociation, une **décote** (Value-at-Risk ; « VaR ») de 5 millions d'EUR (ex. préc. : 14 millions d'EUR) a été appliquée au 31 décembre 2024.

Augmentation du volume des opérations dites « FDC » à la date de clôture (« Futures and Derivatives Clearing-Business »)

Un autre élément essentiel de l'activité de service concerne le commerce d'instruments financiers dérivés en nom propre mais pour le compte des clients (dit « **FDC Business** » ; « **Futures and Derivatives Clearing-Business** »). Dans le cadre du traitement des affaires, les clients doivent déposer des garanties pour les transactions à terme qui sont reçues par la CGME et transmises directement aux chambres de compensation chargées du règlement des opérations. Les accords contractuels conclus à cet effet prévoient une certaine séparation des actifs des clients des actifs de la CGME, afin notamment de protéger les actifs des clients contre tout accès de tiers en cas d'insolvabilité de la CGME « gérant » les actifs. Les actifs des clients sont donc détenus à titre fiduciaire. Par conséquent, à la fin de l'exercice 2024, CGME a déclaré des **actifs fiduciaires** ainsi que des **dettes fiduciaires** qui existent envers les clients de respectivement 192 millions d'EUR (ex. préc. : 93 millions d'EUR).

Baisse des autres immobilisations incorporelles et autres actifs

Les **immobilisations incorporelles** (38 millions d'EUR ; ex. préc. : 47 millions d'EUR), concernent comme l'exercice précédent, les écarts d'acquisition qui ont été découverts respectivement en contrepartie des relations clients qui existent dans les établissements secondaires de Paris, Milan et Madrid et qui ont été transférés à la CGME début 2019 dans le cadre d'une augmentation de capital en contrepartie d'un apport en nature. Les différents écarts d'acquisition sont amortis comme prévu sur une durée d'utilisation normale de 10 ans.

Par rapport au 31 décembre 2023, les **autres actifs** se sont réduits d'environ 1 090 millions d'EUR à environ 551 millions d'EUR. L'inscription au bilan concerne essentiellement le portefeuille restant des garanties à fournir dans le cadre du règlement des opérations de courtier/négociant (opérations de gré à gré) et des marges initiales ou variables (470 millions d'EUR). En outre, le poste du bilan comprend, entre autres, des demandes de remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée et de l'impôt sur les revenus de capitaux pour un montant de 61 millions d'EUR (ex. préc. : 26 millions d'EUR), concernant majoritairement la TVA (48 millions d'EUR).

Baisse des dettes envers les établissements de crédit et la clientèle découlant des opérations de courtier/négociant et de mise en pension de titres

Les dettes envers les **établissements de crédit et les clients** résultent essentiellement des opérations de courtier/négociant et de prise en pension de titres et représentent 17 614 millions d'EUR (ex. préc. : 36 543 millions d'EUR) au 31 décembre 2024, environ 42 % du total du bilan (31 décembre 2023 : environ 67%). Comme pour les créances sur les établissements de crédit ou sur la clientèle, la baisse s'explique essentiellement par une diminution du volume des opérations de prise en pension dans le portefeuille bancaire.

Parmi les **dettes envers les établissements de crédit** à hauteur de 3 324 millions d'EUR (ex. préc. : 1 652 millions d'euros), un total de 180 millions d'EUR (ex. préc. : 189 millions d'EUR) est dû quotidiennement au 31 décembre 2024. À la date de clôture du bilan, les dettes à terme ou à préavis (3 144 millions d'EUR ; ex. préc. : 1 463 millions d'EUR), soit environ 2 940 millions d'EUR (ex. préc. : 1 122 millions d'EUR), concernent principalement des engagements existants résultant des opérations de courtier/négociant et pour 204 millions d'EUR (ex. préc. : 341 millions d'EUR) des engagements liés aux opérations de prêt de titres ou de mise en pension de titres.

En ce qui concerne les **dettes envers la clientèle** au terme de l'exercice écoulé (14 290 millions d'EUR ; ex. préc. : 34 891 millions d'EUR), 6 115 millions d'EUR (ex. préc. : 25 197 millions d'EUR) relèvent notamment des opérations de prêt et de mise en pension de titres et 6 751 millions d'EUR (ex. préc. : 9 694 millions d'EUR) des opérations de courtier/négociant.

Baisse des autres dettes

Les **autres dettes** (513 millions d'EUR ex. préc. : 1 402 millions d'EUR) concernent principalement des marges initiales ou variables reçues (359 millions d'EUR ; ex. préc. : 1 330 millions d'EUR) en lien avec les opérations de courtier/négociant. En outre, les dettes liées à la TVA restant à verser ont diminué de 8 millions d'EUR par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 47 millions d'EUR.

Légère augmentation des provisions

En ce qui concerne les **provisions** de 236 millions d'EUR (ex. préc. : 225 millions d'EUR), 44 millions d'EUR (ex. préc. : 46 millions d'EUR) relèvent des **provisions pour retraites et engagements similaires**. Le montant total des engagements d'env. 182 millions d'EUR (ex. préc. : 173 millions d'EUR) est garanti par des actifs de couverture mis à disposition et gérés fiduciairement pour un montant total de 138 millions d'EUR (ex. préc. : 129 millions d'EUR). Les justes valeurs actuelles des actifs de couverture ont été déduites du montant de règlement des engagements à la date de clôture du bilan.

Les **autres provisions** à hauteur de 170 millions d'EUR (ex. préc. : 173 millions d'EUR) concernent essentiellement les primes à verser au personnel pour un montant d'env. 104 millions d'EUR (ex. préc. : env. 104 millions d'EUR).

Les **provisions pour impôts** (22 Mio EUR ; ex. préc. : 6 millions d'EUR) proviennent principalement des paiements d'impôts sur les bénéfices nationaux et internationaux qui devraient encore être versés au titre de l'exercice écoulé.

Volume toujours élevé du fonds pour risques bancaires généraux

Le fonds pour risques bancaires généraux conformément à l'art. 340g HGB s'élève toujours à 36 millions d'EUR à la fin de l'exercice sous revue.

Poursuite de l'amélioration des fonds propres

Les **capitaux propres au bilan** de la CGME ont augmenté au total de 73 millions d'EUR pour atteindre 4 719 millions d'EUR au 31 décembre 2024 par rapport à la date de clôture de l'exercice précédent.

Conformément à la proposition d'affectation des résultats du Directoire, l'**excédent annuel** de l'exercice écoulé doit être intégralement affecté aux autres réserves sur bénéfices.

Dans l'ensemble, la situation patrimoniale est bonne au 31 décembre 2024, compte tenu également du niveau des capitaux propres que nous considérons comme adéquat.

3 Rapport sur les prévisions et les opportunités**3.1 Prévisions et opportunités des secteurs d'activité****3.1.1 Évolution macroéconomique**

Malgré les défis majeurs, l'économie mondiale et les marchés financiers ont mieux maîtrisé l'année 2024 que prévu. Les principales exceptions étaient l'Allemagne et le Japon, dont les économies semblent s'être légèrement contractées. Compte tenu de la poursuite de l'attaque russe contre l'Ukraine et de la victoire électorale de Trump, l'incertitude est comparativement très élevée à la fin de l'année 2024.

L'évolution de l'économie mondiale devrait être relativement stable au cours des deux prochaines années, avec une croissance du PIB de 3,1 % en 2025 et de 3,2 % en 2026*. Ce, en supposant que les mesures de politique économique des États-Unis ne déclenchent pas une guerre commerciale mondiale de grande ampleur. La menace de taxes douanières sur les importations américaines par l'administration Trump pourrait assombrir les perspectives économiques, en particulier pour la Chine, l'Allemagne et d'autres pays européens. Mais cela impliquerait également une hausse du taux d'inflation aux États-Unis.

* cf. Kreditanstalt für Wiederaufbau, perspectives 2025/2026 du 25 février 2025 publiées sur le site internet

En ce qui concerne l'évolution du taux d'inflation dans les autres pays développés, les prévisions tablent sur une nouvelle stabilisation en 2025, avec une moyenne de 2,3 % à 3 %.

Nous estimons toutefois que les perspectives d'évolution économique dans la zone euro restent très incertaines. Les principales raisons d'inquiétude demeurent l'impact et les conséquences économiques de la guerre en Ukraine et l'extension du conflit au Moyen-Orient à l'économie mondiale dans son ensemble. En outre, les effets économiques de la politique de l'administration Trump, tels que l'augmentation des droits de douane, les représailles de la part des pays concernés, les politiques d'immigration et l'érosion des institutions juridiques et politiques, y compris la revendication de droits territoriaux régionaux vis-à-vis d'autres pays, ne peuvent pas être évalués de manière définitive à l'heure actuelle.

En ce qui concerne le développement économique en **Allemagne**, le produit intérieur brut (PIB) réel devrait augmenter de 0,3 % en 2025 et de 1,1 % en 2026*. Pour les autres principaux pays d'implantation de la CGME, la croissance du PIB en 2025 devrait être de 0,8 % (France), 0,7 % (Italie) et 2,3 % (Espagne). Globalement, cette croissance du PIB de la zone euro devrait atteindre 0,6 % en 2025. Selon nous, un assouplissement de la politique monétaire permettrait d'intensifier encore la consommation privée ainsi que les investissements.

* cf. Fonds monétaire international (FMI), Perspectives de l'économie mondiale, janvier 2025, publié sur le site Internet

En ce qui concerne l'évolution des marchés financiers et des capitaux, nous prévoyons en 2025 une nouvelle décontraction en rapport avec les conditions financières et le besoin d'un volume de crédit supplémentaire. Début mars 2025, la Banque centrale européenne a décidé de baisser les taux d'intérêt pour la sixième fois depuis l'été 2024, soit de 25 points de base à 2,5 %.

3.1.2 Prévision et opportunités de l'évolution de l'activité

Contexte économique et organisationnel

L'évolution de l'activité 2025 de la CGME et les prévisions en la matière sont, selon nos attentes, essentiellement influencées par des facteurs internes et externes. Dans le cadre de la détermination des résultats prévisionnels, les critères de la planification stratégique sont pris en compte en plus des variables macroéconomiques. Par ailleurs, les effets prévisibles sur le résultat de la décision prise en 2024 de mettre fin à l'activité d'émission de certificats et de warrants ou de les liquider d'ici fin 2026 sont pris en compte.

Les résultats prévisionnels sont calculés en tenant compte du fait que l'amélioration prévue de la part de marché de la banque d'investissement au cours de la période considérée, le renouvellement des activités de marché pour les titres à revenu fixe et la relance par de nouvelles activités de marché en rapport avec la Desk Mapping Review (DMR) réalisée compenseront la baisse prévue des revenus d'intérêts en 2025 et au cours des deux années suivantes.

Néanmoins, des incertitudes géopolitiques accrues pèsent sur l'évolution des activités des clients et des conditions de marché externes, notamment en ce qui concerne les répercussions de la guerre en Ukraine déclenchée par la Russie et les conflits croissants au Proche-Orient. En outre, il faut s'attendre à ce que la crise climatique et le durcissement des réglementations des marchés financiers et des capitaux ainsi que des autorités de surveillance aient une influence déterminante sur les activités futures. En outre, il ne peut être exclu que les conséquences du résultat des élections américaines et les changements politiques et économiques qui en découlent aient un impact mondial sur les économies nationales et les marchés des capitaux.

Ainsi, compte tenu de l'environnement économique européen et mondial et de la situation géopolitique au cours des trois prochaines années, des scénarios économiques tendanciels pourraient se produire dans les pays développés et émergents, qui pourraient impacter le moral des investisseurs, les activités des clients et les volumes de transactions dans le cadre de notre modèle d'affaires avec une baisse des revenus. Nous considérons que les principaux facteurs ou événements négatifs potentiels sont les suivants :

- Performances économiques toujours relativement faibles
- Volatilité des taux de change
- Risques de politique commerciale résultant des mesures de politique économique prises par le gouvernement américain (par ex. : imposition de droits de douane, y compris les contre-mesures prises par les pays concernés par ces mesures)
- Changement rapide de la politique monétaire des banques centrales et des banques d'émission, avec une incidence significative sur les marchés des capitaux
- Impact négatif potentiel des mesures réglementaires et/ou juridiques adoptées au sein de l'Union européenne
- Terrorisme et problèmes de sécurité susceptibles de nuire à la confiance des investisseurs, au commerce mondial et au tourisme
- Augmentation des risques de crédit résultant de l'augmentation de l'endettement ou de la charge financière des emprunteurs
- Incertitudes politiques
- Exigences réglementaires supplémentaires liées à la mise en œuvre des missions liées à l'ESG.

Indicateurs économiques prévisionnels et de performance financière

Selon les prévisions actuelles, un EBT positif d'environ 96 millions d'EUR est attendu pour 2025 pour les **produits bruts** d'environ 527 millions d'EUR et pour les **charges brutes** d'environ 430 millions d'EUR. Le résultat après impôts de la CGME devrait s'élever à 57 millions d'EUR en 2025.

Les prévisions se fondent notamment sur des hypothèses et des attentes liées aux évolutions probables, entre autres, des marchés financiers et des capitaux, aux conséquences économiques du conflit ukrainien et aux autres tensions politiques au Proche-Orient. Toutefois, en ce qui concerne le modèle commercial de la CGME caractérisé par des facteurs d'influence parfois très volatils des marchés financiers, sur lequel la Banque n'a fondamentalement aucune influence, des écarts notables peuvent toutefois apparaître par rapport aux prévisions d'activité et de résultat, qui sont donc liées à des incertitudes individuelles. Les prévisions supposent un taux d'inflation ne dépassant pas 2 % et un taux d'intérêt de l'EURO de 2,0 %.

Pour les deux domaines d'activité « **Investment Banking** » et « **Markets** » y compris les autres composantes du résultat des opérations bancaires, nous tablons sur les **résultats opérationnels** suivants pour l'année 2025 :

	Investment Banking (millions d'EUR)	Markets (millions d'EUR)	Autres secteurs (millions d'EUR)	Total (millions d'EUR)
Produits bruts prévisionnels	166	279	82	527
Charges brutes prévisionnelles	142	258	30	430
Earnings before Taxes (EBT)	24	21	52	96
Plan-Operating Efficiency (%)	86	93	-	82
Personnel	163	212	206	581

Le **secteur d'activité « Investment Banking »** devrait connaître une évolution positive, notamment dans le domaine « **M&A** » avec un produit prévu d'environ 69 millions d'EUR (produit réel 2024 env. 36 millions d'EUR) et un produit de 73 millions d'EUR en 2025 pour l'activité « **DCM** » similaire à celui de 2024. Pour le sous-secteur « **ECM** », le plan prévisionnel pour 2025 prévoit un produit de 24 millions d'EUR (produits réels 2024 : 17 millions d'EUR).

Les principaux indicateurs de résultat positifs attendus en 2025 dans le segment « **Marchés** » sont les produits « **Equities** » (produit prévu d'env. 159 millions d'EUR) et « **Fixed Income** » (produit prévu d'env. 120 millions d'EUR).

Les produits prévus pour les **autres secteurs** (82 millions d'EUR) comprennent entre autres un résultat net d'intérêts qui devrait être réalisé dans le cadre de placements de capitaux très liquides. En outre, les produits issus de la compensation du groupe probablement générés en relation avec des frais de refinancement sont inclus dans la planification. Les charges brutes provisionnelles imputées aux autres secteurs concernent notamment les frais d'audit et de conseil, les montants de TVA non déductibles et les charges liées aux engagements de pension.

L'indicateur de performance financière « **Operating Efficiency** » de la CGME vise 82 % pour 2025.

Sur la base des prévisions, les valeurs suivantes ont été définies pour **d'autres indicateurs de performance définis** pour la période de planification 2025 :

Indicateur de performance	2025
Return on Equity (RoE) - (en %)	1,2
Return on Assets (RoA) - (en %)	0,12
Core Revenue to Assets - (en %)	1,1
Earnings before Taxes (EBT) - (en millions d'EUR)	96
Net Income (in Mio. EUR)	57
Banking Share of Wallet - (en %)	5,0
Markets Share of Wallet - (en %)	5,0
Taux de femmes à des postes de direction - (en %)	30,0
Satisfaction du personnel selon différentes catégories - (en %)	77,0 - 88,0
Traitement rapide des constatations d'audit réglementaires - (en %)	85,0

À l'avenir, les exigences quantitatives en matière de liquidité selon la CRR et les ratios de liquidité « **Liquidity Coverage Ratio (LCR)** » et « **Net Stable Funding Ratio (NSFR)** » détermineront la situation des liquidités pour la CGME, dont le respect est contrôlé en interne dans différents comités. Les scénarios de stress internes définis, par exemple à 30 jours, servent de base à cet égard, afin de disposer d'un tampon de liquidités suffisant sur cette période, conformément aux exigences de LCR. Compte tenu de son modèle d'affaires, la CGME continuera à détenir des actifs très liquides qui sont généralement affectés à des fins spécifiques. En outre, les niveaux de liquidité seront à l'avenir aussi déterminés par les montants de marge initiale et de marge variable payés ou à payer au titre de certains instruments financiers.

Conformément aux prévisions en matière de personnel, l'**effectif** total prévu en 2025 est de 581 personnes.

3.2 Prévision globale de l'évolution prévisible

Avec le début de la crise ukrainienne en 2022 et les conséquences qui en découlent pour les économies nationales et les marchés financiers et des capitaux, ainsi que les conséquences géopolitiques et économiques probables des résultats électoraux aux États-Unis, un niveau d'incertitude relativement élevé s'est produit dans tous les domaines de l'économie mondiale, avec des effets économiques différents.

Néanmoins, nous prévoyons que l'évolution des taux d'inflation se stabilisera à un niveau maximal de 2 %. Par conséquent, nous nous attendons à un assouplissement continu de la politique des taux d'intérêt par la Réserve fédérale, et en particulier par la BCE, au cours de l'année 2025, ce qui contribuera à une nouvelle amélioration de la situation sur les marchés des capitaux, notamment par une baisse des taux directeurs. Cela aura un effet global positif sur l'étendue de nos activités commerciales avec nos clients, notamment en ce qui concerne les instruments financiers du portefeuille de négociation et les autres produits rémunérés.

L'activité « **Markets** » prévoit en principe une hausse des produits en 2025. Le potentiel de croissance réside notamment dans la poursuite de la croissance stratégique des « **Trading Desks** ». Dans l'ensemble, l'évolution du secteur d'activité « **Markets** » est caractérisée par de fortes incertitudes en termes d'évolution macroéconomique, d'évolution de l'inflation, de poursuite des conflits géopolitiques existants ainsi que de politique de taux d'intérêt des banques centrales, avec leurs répercussions sur les marchés des actions, des obligations, des matières premières et de l'immobilier.

Compte tenu de l'évolution des exigences de l'environnement de marché, nous nous attendons à ce que le volume d'affaires en 2025 reste au même niveau que l'exercice précédent. Compte tenu de l'environnement macroéconomique, nous envisageons de proposer une offre de produits et de services répondant pleinement aux exigences des clients.

Dans le **secteur « Investment Banking »**, l'accent sera mis en 2025, comme l'exercice précédent, sur la fidélisation des clients existants ainsi que sur le développement de nos parts de marché dans le segment non coverage. En ce qui concerne la branche, nous continuerons à nous concentrer sur les clients des secteurs de l'industrie et de la technologie ainsi que sur les sociétés de private equity.

Pour 2025, nous tablons sur une amélioration des activités M&A et ECM. Dans l'ensemble, nous nous attendons à une performance stable dans le secteur des produits « **DCM** » et à un niveau d'émissions similaire à celui de 2024. Selon nos estimations, le marché des obligations d'entreprises évoluera de manière stable, même si nous pensons que les émetteurs seront plus réticents face à la volatilité attendue.

Toutefois, l'environnement de marché devrait rester caractérisé par une forte concurrence entre les établissements de crédit nationaux et internationaux et les prestataires de niche. Dans ce contexte, une coopération étroite et bien coordonnée au sein de Citigroup est également indispensable pour continuer à renforcer notre position sur le marché et pouvoir proposer aux clients une offre optimale de produits et de services financiers en fonction de leurs exigences.

4 Rapport sur les risques

4.1 Principe général de notre gestion des risques

L'élément clé de nos activités en tant qu'établissement de crédit combiné à l'une des principales compétences dans ce domaine, est la capacité à évaluer correctement les risques associés et à les gérer de manière ciblée. La gestion des risques sous tous les aspects importants est donc un facteur essentiel de la réussite économique durable de notre entreprise. Cela exige une gestion adéquate des risques, qui est continuellement développée, tout en tenant compte des exigences prudentielles importantes en matière de gestion des risques.

Au cours de l'exercice 2024 écoulé, nous avons donc poursuivi la mise en place de nos **procédures sur l'identification, la mesure, la limitation et la gestion** des risques liés à notre activité. Des améliorations ont ainsi été apportées, entre autres, à la mise en œuvre du Guide de la Banque centrale européenne sur le processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres (ICAAP), le Guide d'évaluation interne de l'adéquation des liquidités (ILAAP) de la BCE sur les nouvelles méthodes de quantification et le renforcement de la gouvernance des modèles. En outre, les processus de conformité aux lignes directrices de l'ABE sur la gouvernance interne ont été renforcés et la fonction de gestion des risques a largement soutenu la mise en œuvre du Desk Mapping Review (« **DMR** »). Via le processus DMR, qui sera achevé au cours de l'exercice 2025, les risques de marché de certains portefeuilles de négociation seront coordonnés sous la seule responsabilité de la CGME, ce qui correspond à l'abandon du modèle de réservation dit « **back-to-back** » pour ces transactions du portefeuille de négociation, selon lequel les risques de marché sont transférés à d'autres entités du groupe.

En outre, le **processus d'identification des risques et d'évaluation des risques majeurs** a été développé et l'approche globale a été adaptée, dans la mesure où cela était possible dans le respect des exigences prudentielles locales et en tenant compte du modèle commercial spécifique à la CGME. Dans ce contexte, le processus d'identification des effets réciproques des risques de durabilité sur d'autres catégories de risques importantes a été développé méthodiquement. En collaboration avec les départements de la 1st Line of Defense et les experts des différents services de gestion des risques, les risques ESG ont été systématiquement identifiés à l'aide d'une procédure de tableau de bord, les effets sur d'autres catégories de risques ont été analysés et le caractère essentiel des risques de durabilité a été déterminé. En outre, les méthodes de quantification utilisées pour calculer l'exigence économique de fonds propres, les tests de stress adverse et d'autres méthodes de calcul ont été développées et soumises à une validation globale des modèles afin de garantir l'adéquation des procédures. Alors que l'utilisation du modèle IMM pour quantifier les exigences réglementaires en matière de fonds propres pour les risques de crédit a été approuvée par les autorités de surveillance en 2021, la Banque a également reçu l'autorisation d'utiliser le modèle IMA en 2023, de sorte que les exigences en matière de fonds propres résultant des risques de marché peuvent désormais être quantifiées via cette méthode. Au cours de l'exercice écoulé, d'autres améliorations conceptuelles ont été apportées au développement des modèles et à la gouvernance. Par conséquent, le taux de couverture des besoins en capital calculés par les modèles a été durablement renforcé. D'autres développements dans la gouvernance de l'externalisation, la fonction de contrôle des risques, la prise en compte des risques de durabilité dans le reporting et la révision générale du règlement écrit clôturent les adaptations les plus importantes dans la gestion de la banque.

En raison des crises géopolitiques et des effets négatifs qui en découlent sur la situation économique globale, qui se traduit par un ralentissement de la dynamique de croissance macroéconomique et une pression sur les marchés financiers mondiaux, la Banque a procédé à des simulations de stress ad hoc sur les principaux facteurs de risque afin d'identifier à tout moment les effets possibles sur la CGME et de prendre des mesures appropriées. Les principaux scénarios étaient des simulations concernant les effets de la crise au Proche-Orient et l'incertitude quant au résultat des élections aux États-Unis d'Amérique. À aucun moment, les procédures d'analyse décrites ci-dessus n'ont permis d'identifier des risques supplémentaires importants au cours de l'exercice écoulé, et aucune perte potentielle ne s'est matérialisée.

4.2 Organisation de la gestion des risques

La responsabilité globale de la gestion et de la surveillance des risques incombe au Directoire et au Conseil de surveillance de la CGME. Les différentes responsabilités au niveau des unités organisationnelles sont présentées ci-après :

Responsabilité globale : Directoire et Conseil de surveillance de la CGME		
Type de risque	Gestion des risques	Surveillance des risques
Risques de marché	Asset Liability Committee, Risk Management Committee et Desks de négoce	Risk Controlling
Risques de liquidité	Asset Liability Committee et Corporate Treasury	Risk Controlling
Risques de défaillance du débiteur	Risk Management Committee et Desks de négoce	Risk Controlling
Risques opérationnels et de conformité	Business Risk, Compliance and Control Committee (BRCC)	Risk Controlling
Risques commerciaux et stratégiques	Business Strategy and Risk Strategy	Risk Controlling
Autres risques (notamment « risques de pension » et « risques de réputation »)	Business Strategy and Risk Strategy Country Coordination Committee (CCC), Risk Management Committee	Risk Controlling
Surveillance indépendante des processus par le service d'audit interne de la CGME		

Le Directoire définit la stratégie commerciale et la stratégie de risques et fixe les conditions-cadres dans un dit « Risk Appetite Statement » (« RAS »). Il s'agit de décrire, sur la base de la « prise de risque », l'exposition maximale de la CGME aux risques que la direction souhaite prendre. La détermination de l'appétence aux risques se fait en partant du principe que la continuité de l'activité n'est pas menacée, même en cas de survenance de risques.

Pour identifier, évaluer et gérer les risques, la CGME utilise, de manière analogue à l'approche globale, le dit « Lines of Defense Model ». Pour l'unité commerciale respective (« First Line of Defence »), le RAS fixe le cadre pour une gestion autonome et responsable des risques existants.

Le secteur de **Contrôle des risques** (« Second Line of Defence ») évalue et rend compte régulièrement de l'optimisation quantitative de la limite des risques définie. En outre, l'audit interne de la CGME (« Third Line of Defence ») examine périodiquement l'organisation de la structure et du déroulement et les processus liés aux risques, y compris la mise en œuvre du RAS, et évalue leur pertinence. En outre, les processus de travail internes de la CGME prévoient que la fonction Conformité est également impliquée en tant que fonction de Second Line of Defence dans les faits liés à la conformité. Le RAS fournit également des garde-fous en termes de qualité qui doivent être respectés par les fonctions responsables des procédures et les domaines d'activité de la First Line of Defence. Le respect de ces prescriptions déterminées par le directoire de la CGME est géré par le biais du processus de Managers Control Assessment (« MCA »).

En ce qui concerne la gestion des risques, les **comités** suivants sont mis en place :

Committee	Missions principales	Membres
Business Risk, Compliance et Control Committee (BRCC)	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation et établissement de rapports sur le niveau de risque global relatif aux risques opérationnels de la CGME Organe de contrôle de la 2e Line of Defense 	<ul style="list-style-type: none"> Membres du Directoire Représentants des services opérationnels de la CGME (ex : Finance, Risk Controlling, Legal, Compliance) Audit interne Directeurs des établissements secondaires de CNA et de CEP à Francfort-sur-le-Main et de KG
Asset Liability Committee (ALCO)	<ul style="list-style-type: none"> Surveillance continue des risques de liquidité et de prix du marché ainsi que de la situation de financement 	<ul style="list-style-type: none"> Membres du Directoire Risk Controlling Corporate Treasury
Directoire	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation et établissement de rapports sur le niveau de risque global, en tenant compte de toutes les catégories de risque essentielles Approbation de toutes les analyses et tous les documents stratégiques (ex : stratégie commerciale et de risque, RAS, I-CAAP) 	<ul style="list-style-type: none"> Membres du Directoire
Model Control and Review Committee (EMCRC)	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation de l'adéquation du modèle IMM 	<ul style="list-style-type: none"> Chief Risk Officer Chief Financial Officer Autres fonctions au sein de Risk et Finance
Internal Model Control Committee (IMACC)	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation de l'adéquation du modèle IMA 	<ul style="list-style-type: none"> Chief Risk Officer Chief Financial Officer Autres fonctions au sein de Risk et Finance

ICAAP and Stress Testing Model Control and Review Committee (ISTMCRC)	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation de l'adéquation des modèles ICAAP et Stress Testing 	<ul style="list-style-type: none"> Chief Risk Officer Chief Financial Officer Autres fonctions au sein de Risk et Finance
Risk Management Committee (RMC)	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation du niveau de risque global essentiellement par rapport aux risques de prix du marché et aux risques de contrepartie. Préparation des décisions par le Directoire de la CGME 	<ul style="list-style-type: none"> Chief Executive Officer (co-chair) Chief Risk Officer (co-chair) Autres membres du Directoire des secteurs d'activité et de fonctionnement Autres fonctions

Le **Chief Risk Officer (« CRO »)**, en tant que membre du Directoire, est activement impliqué dans le processus d'approbation des lignes directrices sur la politique des risques pour les risques identifiés, définies par le Directoire de la CGME et est responsable de leur mise en œuvre. Le Operational Risk Manager rend compte régulièrement au CRO ainsi qu'au Business Risk, Compliance and Control Committee (« BRCC ») des contrôles et des résultats concernant la situation des risques, notamment opérationnels, de la CGME. Les réunions du BRCC ont lieu régulièrement tous les trimestres. Par ailleurs, le CRO rend des comptes au Conseil de surveillance lors des réunions trimestrielles régulières des instances ou, le cas échéant, lors de survenances d'événements particuliers.

Ce reporting est effectué sur la base de prescriptions internes mises en place dans le respect des exigences réglementaires locales en matière de système de rapport d'une banque (voir BT 3 de MaRisk dans sa version du 29 mai 2024).

4.3 Définition des risques et stratégie des risques

La CGME désigne par **risque**, les développements ou événements futurs potentiels susceptibles d'entraîner un écart de prévision ou d'objectif défavorable pour la CGME.

La gestion des risques distingue de manière générale les **types de risques quantitatifs et qualitatifs**. Les risques quantitatifs comprennent régulièrement le risque de défaillance du débiteur (risque de contrepartie), le risque de prix du marché et le risque de liquidité, qui peuvent être évalués régulièrement et, si nécessaire, au moyen de méthodes de mesure appropriées. Les risques dits qualitatifs peuvent être quantifiables (ex. risques opérationnels). De plus, il existe des risques qualitatifs pour lesquels une évaluation objective ne peut être effectuée (ex. le risque de réputation ou le risque stratégique).

La stratégie commerciale définie par le Directoire et approuvée par le Conseil de surveillance constitue le cadre de la gestion des risques. Sur cette base, la stratégie globale en matière de risques, y compris les stratégies individuelles de gestion des risques, est définie pour les types de risque essentiels identifiés, en tenant compte de la capacité à supporter les risques de la CGME. Les stratégies s'appuient sur le principe de garantir une gestion professionnelle et consciente des risques existants dans tous les domaines d'activité et de fonction. Afin de mettre en œuvre les stratégies et de garantir pleinement la capacité à supporter les risques de la CGME, des processus appropriés de gestion des risques et de contrôle des risques ont été mis en œuvre.

Le **RAS** définit la « prise de risque » comme étant le risque maximal que la CGME est prête à prendre dans la réalisation de ses objectifs commerciaux et qu'elle peut prendre sans prendre de risques existentiels. Cela implique également la définition d'un « Management Buffer » par le biais duquel le Directoire tient compte des risques et incertitudes stratégiques de planification. Le principe directeur est de garantir un niveau adéquat de liquidité et de fonds propres dans la vision normative et économique de la CGME. Le RAS doit donc être considéré comme partie intégrante du processus stratégique de la CGME, qui doit aider le Directoire à gérer l'appétence aux risques de la CGME afin de garantir la protection de la CGME contre toute appétence aux risques disproportionnée.

Le RAS consigne le concept de gestion des risques mis en œuvre par la CGME dans le sens d'un processus prévisionnel en définissant les attentes quant au profil de risque consolidé de la CGME, liées à la stratégie commerciale générale et aux principales ressources de la banque comme le capital et la liquidité. Les éléments essentiels du processus global résultent du processus d'identification et d'évaluation régulier des risques, effectué conformément aux exigences de la section AT 2.2 de MaRisk. Ce processus est à la base de la stratégie de risque de la CGME, du calcul de la capacité à supporter les risques et d'une projection de capital à trois ans.

Le risque maximal ou la « prise de risque » est défini sous forme de seuils quantitatifs et de limites qualitatives et consigné dans le RAS. La « prise de risque » ne décrit pas un niveau de risque souhaité, mais des limites appropriées, définies et approuvées par le Directoire. Les transactions et/ou les décisions commerciales doivent donc respecter tous les composants des « limites de l'appétence aux risques ».

La stratégie globale de risque ainsi que les stratégies individuelles qui en découlent pour les principaux types de risque sont examinées au moins une fois par an. Chaque membre du Directoire peut demander une révision ad hoc. La capacité à supporter les risques est également validée au moins une fois par an. Il s'agit notamment d'évaluer l'adéquation des méthodes de mesure des risques, des processus et de chaque niveau de risque (adéquation du volant de sécurité en capital fixé par le directoire). Les calculs de la capacité à supporter les risques en cours d'année sont effectués mensuellement. Les résultats font partie intégrante des rapports mensuels au Directoire. Sur une base trimestrielle, la Banque calcule également une analyse dite de la variance ICAAP, qui garantit une comparaison avec l'ICAAP annuel approuvé par le Directoire.

En cas de dépassement imminent des limites, la CGME a mis en place des processus d'escalade et de décision. Le domaine « Risiko-Controlling » assure une communication rapide et indépendante des risques au Directoire et aux comités existants « BRCC », « ALCO » et « Risk Management Committee ». En outre, les questions liées à l'utilisation des modèles IMA, IMM et ICAAP se multiplient dans les instances et comités mis en place (IMACC, EMCRC et ISTMCRC).

Un autre élément essentiel du processus stratégique de la CGME est le système de contrôle interne mis en œuvre (IKS). Les mesures de contrôle mises en place dans ce contexte sont décrites dans le règlement écrit des différents processus des services respectifs. Les contrôles internes sont effectués en amont, en parallèle ou en aval aux différents processus de travail. Le IKS comprend ainsi l'ensemble de toutes les mesures de contrôle et vise à garantir les normes qualitatives et quantitatives prédéfinies, y compris les prescriptions légales, réglementaires et le respect de la limite de risque fixée.

4.4 Capacité à supporter les risques et limitation des risques

Planification économique du capital

La **capacité à supporter les risques** constitue l'un des facteurs les plus importants pour définir la gestion des risques. Parmi les éléments clés d'une gestion adéquate et efficace des risques figure l'évaluation des processus internes des banques pour garantir la capacité à supporter les risques (« Internal Capital Adequacy Assessment Process » ; « ICAAP »). Afin d'assurer la capacité à supporter les risques à tout moment, la CGME adopte une approche de pilotage double. La gestion des risques dans le calcul économique du capital est basée sur l'approche qui garantit que les risques ne sont pris que dans la mesure où la continuité de la Banque est garantie, même si les risques existants entrent réellement en vigueur et entraînent une contrainte économique. Dans le cadre du calcul économique du capital, il s'agit avant tout d'identifier et de quantifier les risques qui ne sont pas couverts par le calcul normatif du capital pour garantir la sauvegarde à long terme de la substance de l'entreprise. Les calculs de la planification économique du capital reposent essentiellement sur un niveau de confiance de 99.9 %, bien que des exceptions justifiées soient autorisées.

Selon cette approche, le **potentiel de couverture des risques** est déterminé sur la base des postes du bilan ou du compte de résultat établis conformément aux règles commerciales, qui sont également les composants fondamentaux des fonds propres réglementaires. Les fonds propres sont ainsi comptabilisés comme potentiel de couverture des risques, disponible pour compenser les pertes potentielles ou encourues, sans que cela ne viole

les exigences minimales de Capital Requirement Regulation (CRR). Au regard des exigences de planification du capital prévues par la « Ligne directrice SREP » (« Supervisory Review and Evaluation Process », « SREP »), qui est effectuée sur la base des fonds propres réglementaires, une période de trois ans est prévue.

La CGME a identifié les risques suivants comme étant des risques importants devant être couverts par du capital économique en plus de l'approche standardisée :

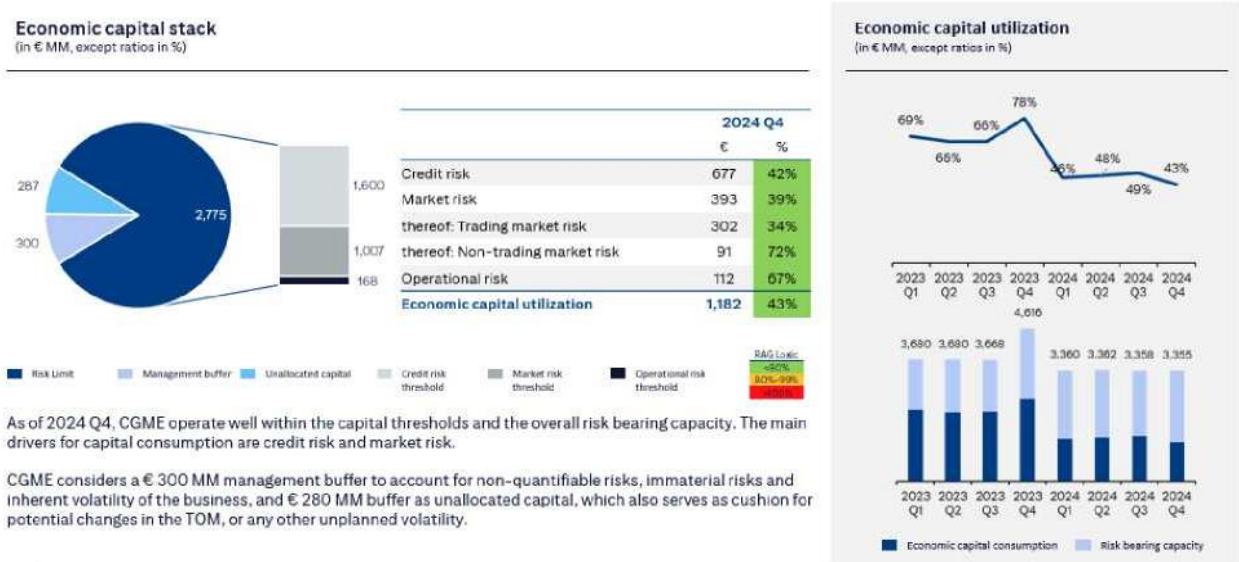
- les risques de concentration sur les risques de contrepartie
- les risques de membership CCP
- les risques opérationnels
- les risques liés aux fonds de pension et
- les risques de réputation et les risques stratégiques comme simulation de stress pour déterminer la marge de capital

Un inventaire des risques, réalisé au moins une fois par an ou à l'occasion d'un événement particulier, en constitue la base et est mis en œuvre dans le cadre du développement conceptuel du concept ICAAP.

Le risque de liquidité, qui doit être qualifié de « significatif » n'est pas inclus dans le concept de la capacité à supporter les risques, car aucune exigence de capital économique ne peut être déduite de ce concept de risque. La surveillance adéquate du risque de liquidité est assurée à tout moment à l'aide des systèmes de pilotage mis en œuvre et du contrôle régulier par le Asset und Liability Committee.

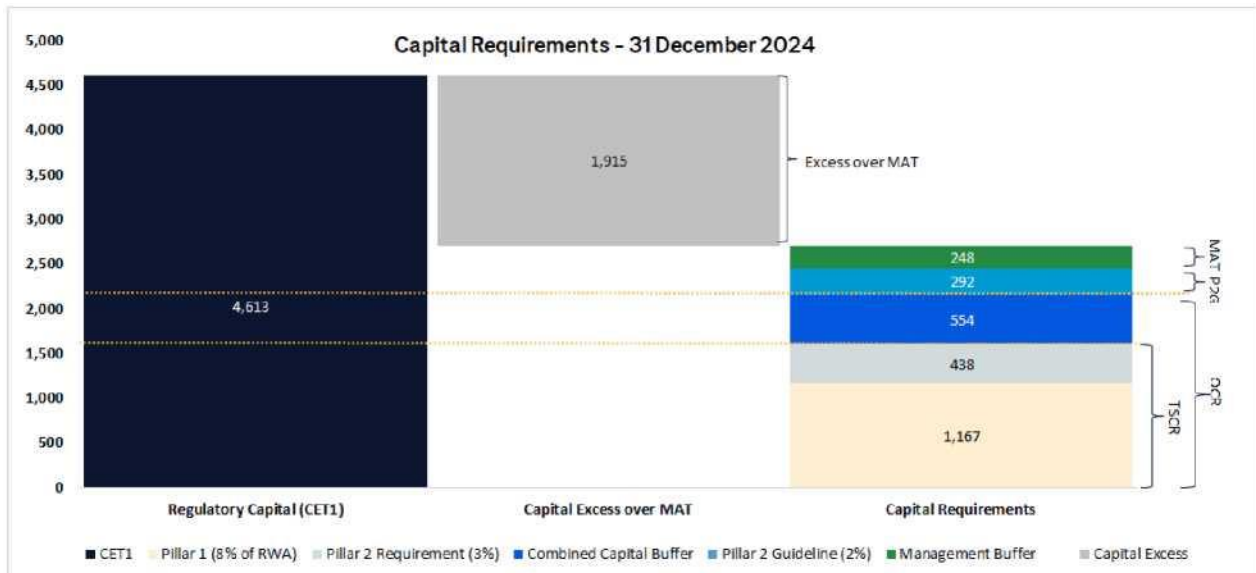
La quantification des risques significatifs se fait sur la base de procédures statistiques (modèles) ou d'évaluations d'experts. Les calculs sont complétés par des simulations de stress effectuées régulièrement pour toutes les principales catégories de risques quantifiables.

Au 31 décembre 2024, le potentiel de couverture des risques (Tier 1) s'élève au total à 4 613 millions d'EUR. Les diagrammes ci-dessous donnent des informations sur la situation économique des fonds propres à la fin de l'exercice 2024 et représentent également les chiffres déclarés à la Banque centrale européenne dans le cadre de la livraison ICAAP 2025.



Dans le cadre de la gestion normative du capital dans le scénario de base, les exigences de respect des ratios réglementaires ont été respectées pour toute l'année 2024. Outre la planification, une révision trimestrielle des hypothèses de planification et de l'évolution réelle des risques a été réalisée dans le cadre de l'analyse des écarts ICAAP et a été rapportée au directoire conformément à l'art. 25 KWG. Outre les exigences de capital pur, les ratios réglementaires requis, tels que le ratio de levier et les limites de grands risques, ont également été respectés et contrôlés. La gestion normative des capitaux tient ici compte du développement commercial sur une période de trois ans et il faut toujours respecter et contrôler le respect de tous les indicateurs réglementaires. Les exigences allant au-delà du premier pilier sont prises en compte dans l'analyse économique.

D'un point de vue normatif, les contraintes stratégiques de risque et réglementaires ont été respectées au 31 décembre 2024. À la fin de l'année, le niveau des capitaux propres était adéquat, avec un excédent de capital de 1 915 millions d'EUR, une capitalisation CET1 de 4 613 millions d'EUR et un ratio CET1 résultant de 31,62 %. Dans le cadre des exigences réglementaires en matière de fonds propres, la Banque a respecté un Pillar 2 Requirement (P2R) de 3% et un Pillar 2 Guidance (P2G) de 2% à chaque date de calcul au cours de l'exercice écoulé. D'autres ratios de capital plus importants tels que le ratio de levier de 9,96 % ont été respectés en plus des exigences réglementaires, y compris le Management Action Trigger (MAT) interne de 1,5 % RWA (Risk Weighted Assets). Dans le cadre de la planification stratégique, le Directoire a fixé un ratio CET1 de 18,5 %. L'objectif est de soutenir la croissance prévue conformément à la Stratégie 2025-2027 de la CGME et au nouveau Target Operating Model.



4.5 Identification ainsi que détermination et gestion des risques

4.5.1 Informations générales

Dans le cadre d'un inventaire annuel des risques, les principaux risques suivants ont été identifiés dans le contexte du modèle d'activité de la CGME :

- Risque de crédit (risque de crédit de contrepartie et risque d'émetteur) ;
- Risque de prix du marché
- Risque de liquidité (aucune quantification au sens d'une exigence de capital économique) ;
- Risque opérationnel ;
- Risque de conformité ;
- Risque stratégique ;
- Risque de réputation et

d'autres risques identifiés comme sous-fonction des principales catégories de risques énumérées ci-dessus sont surveillés dans des cercles de contrôle distincts. Il s'agit notamment de risques technologiques, de cyber-risques et de risques de modèle. Dans ce contexte, les risques de durabilité (« ESG ») et de concentration (concentrations inter et intrasurrisques) sont considérés comme des risques **inter-risques**, qui sont analysés et contrôlés quant à leur effet interdépendant sur d'autres risques.

4.5.2 Risques de défaillance du débiteur

L'activité commerciale de la CGME donne lieu aux **risques de défaillance du débiteur** liés aux clients suivants. Il s'agit de sous-catégories de risques de crédit pour lesquelles des processus de surveillance et de contrôle dédiés ont été mis en œuvre :

- Risque d'émetteur (obligations et actions)
- Risque de contrepartie, y compris concentrations de risque
- Risque pays

En outre, il existe des risques de défaillance du débiteur liés aux activités en cours avec les sociétés Citigroup.

Le principe fondamental pour l'organisation des processus dans les activités de la CGME avec des risques de défaillance du débiteur s'appuie sur une distinction claire entre les secteurs du marché et de suivi du marché jusqu'au niveau du Directoire inclus. Les missions de suivi du marché sont réalisées par les domaines indépendants « Operations » et « Contrôle des risques ». Le domaine du contrôle des risques veille en permanence au respect des lignes de crédit accordées aux clients, y compris la limite de contrepartie pour les opérations de négoce, ainsi que les risques d'émetteur. La surveillance des différents risques est assurée par un domaine indépendant du front office (commerce, banque).

Les missions et responsabilités des processus de travail sont fixées sous forme de directives organisationnelles. Des processus clairement définis ont été mis en œuvre pour tout ajustement nécessaire.

La gestion des risques et la réalisation de transactions avec des risques de défaillance du débiteur sont gérées par les Trading Desks spécifiques aux produits. Le contrôle et la confirmation des opérations de négociation vis-à-vis des contreparties ainsi que le déroulement des opérations relèvent du domaine « Operations ». Celui-ci examine également l'adéquation au marché des transactions conclues.

Afin d'évaluer le risque de défaillance du débiteur, toutes les contreparties et tous les émetteurs dans l'activité de négociation sont soumis à une notation par Independent Credit Risk à tour de rôle ou selon les besoins. La notation constitue un indicateur important pour la fixation du seuil relatif aux contreparties ou aux émetteurs.

Les présentations et descriptions ci-dessous concernent essentiellement les risques d'émetteur et de contrepartie.

Pour les contreparties individuelles qui sont regroupées conformément aux règles prudentielles en unités de crédit en vertu de l'art. 19 al. 2 KWG, des limites sont fixées pour les différents types de crédit et approuvées par les pouvoirs compétents nécessaires.

Des rapports basés sur le système concernant les risques de contrepartie et les risques d'émetteur respectifs sont préparés et évalués quotidiennement. Si des violations des limites concédées sont constatées, les négociants compétents ainsi que le responsable du domaine commercial doivent être immédiatement informés. En outre, le Directoire est informé de cette situation dans le cadre des rapports réguliers et en considération des valeurs seuils.

À la fin de l'exercice 2024, la **somme de toutes les limites de contrepartie** (Pre-Settlement ; « PSE-Limite ») de la CGME s'élevait à 41 718 millions d'US-\$, soit 40 156 millions d'EUR* face à un total de 460 contreparties. Au total, près de 8 018 millions d'US-\$ ou 7 718 millions d'EUR ont été utilisés. Le taux d'utilisation des limites s'est stabilisé au cours de l'exercice clôturé après une augmentation significative de l'exposition ces dernières années en raison des migrations de clients liées au BREXIT.

* 1,00 US-\$ = 0,9626 EUR

Par **catégorie de notation**, le risque de défaillance du débiteur (risques de contrepartie et d'exposition au crédit) de la CGME à fin décembre 2024 se présente en termes de recours comme suit :

		Dec'22	Dec'23	Sep'24	Nov'24	Dec'24
Exposure by FRR	1	1,565.2	1,417.8	834.5	946.0	823.3
	2	1,769.9	2,619.0	2,886.0	2,857.5	2,684.5
	3	2,776.6	3,281.0	2,457.1	2,043.4	2,272.8
	4	3,109.8	2,215.7	2,862.4	2,590.5	1,829.9
	5	269.6	319.3	433.1	401.6	403.9
	6	39.9	62.2	160.9	114.3	114.0
	7	22.9	5.8	0.0	0.0	
	Unrated	64.7	89.8	154.6	7.9	0.0
Grand Total		9,618.6	10,010.6	9,788.6	8,961.2	8,128.5
Weighted Avg FRR		4	4+	5+	4-	4-

La grande majorité des recours (proportion de près de 94 %) sont ainsi classés dans les catégories 1 à 4.

Pour réduire le risque de défaillance du débiteur dans les risques de contrepartie et d'émetteur dans l'activité commerciale, des contrats-cadres pour les instruments financiers à terme* sont généralement conclus et utilisés pour les opérations de pension de titres (Repos) qui prévoient des « conventions de netting » mutuels pour réduire le risque de défaillance du débiteur. Les contrats-cadres pour les instruments financiers à terme utilisés par la CGME contiennent des conventions de compensation au niveau des opérations individuelles (dit « netting de paiement ») ainsi que dans le cas de la résiliation de toutes les opérations individuelles d'un contrat-cadre (dit « close-out-netting »).

* Les contrats-cadres pour les instruments financiers à terme comprennent également le contrat-cadre (ISDA Master Agreement) émis par International Swaps and Derivatives Association Inc (ISDA). Il s'agit de contrats standards, recommandés notamment par les fédérations centrales des banques allemandes (ex. BdB).

En principe, tous les contrats-cadres sont soumis au principe du contrat unique. En cas de résiliation, les droits de créance réciproques respectifs sont réglés et seul le solde de créance consécutif peut être réclamé à la contrepartie défaillante. Pour ce faire, il faut que la créance soit valide et exécutoire et que les systèmes judiciaires concernés reconnaissent le principe du contrat unique et que le solde de la créance soit ainsi protégé contre tout risque d'accès par l'administrateur judiciaire.

Le « close-out-netting » peut présenter des risques juridiques (internationaux). Celui-ci est compensé en recueillant des avis juridiques.

La CGME gère les opérations de pension de titres de manière bilatérale tout comme par le biais d'EUREX Clearing AG en tant que contrepartie centrale. Pour les opérations de pension de titres, le « netting de paiement et de livraison » est effectué en fonction de la contrepartie respective. De plus, le risque de défaillance du débiteur est réduit par le règlement d'opérations dérivées par le biais de contreparties centrales telles que EUREX Clearing AG et LCH Clearnet Ltd.

Pour les opérations dérivées, seules les garanties en numéraire qui sont régulièrement transférées en fonction des accords contractuels respectifs sont acceptées. Pour les opérations Repo, des garanties sur titres sont fournies.

La gestion des risques a également pour objet l'évaluation et la surveillance des risques de pays. Nous entendons par là le risque de défaillance d'un État ou d'institutions gouvernementales, ainsi que le risque qu'une contrepartie prête à payer ou solvable ne puisse pas remplir ses obligations de paiement à la suite de mesures gouvernementales (risque de transfert). La gestion du risque de pays se fait de manière transversale sur la base de la limite de pays définie à la suite de l'évaluation du risque de pays.

En outre, la Banque dispose d'instruments adéquats pour quantifier de manière appropriée les concentrations de risques associées aux risques de contrepartie et les intégrer dans le système de reporting. En particulier, la concentration des risques de contrepartie est couverte par des fonds propres économiques.

4.5.3 Risque de prix de marché

Des **risques de prix de marché** ont été identifiés pour les principaux types d'opérations de négoce suivants de la CGME :

- Opérations de bons de souscription sur actions, matières premières et devises et les opérations de couverture correspondantes
- Émission et négoce de certificats d'investissement sur actions, matières premières et devises et les opérations de couverture correspondantes
- Repos et reverse repos avec les sociétés du groupe (refinancement).
- Fixed Income Finance

Dans ce contexte, les prix de marché sont les suivants :

- Cours des actions (ex. risques de cours des actions)
- Taux d'intérêt (ex. risques de variation des taux d'intérêt, risques de courbe de rendement, risques d'option)
- Prix des matières premières
- Taux de change (ex. risques basés sur la variation des taux de change spot ou forward).

Dans le cadre du Desk Mapping Reviews (« DMR »), la Banque a accéléré la préparation à l'élargissement du portefeuille de produits au cours de l'exercice écoulé. Pour les produits prédéfinis, la CGME jouera désormais le rôle de « Risk Taker » et gèrera de manière autonome les risques résiduels de prix de marché issus de ces portefeuilles de négociation. Au quatrième trimestre, les premières opérations basées sur des actions ont été négociées. Les étapes finales de mise en œuvre de la DMR seront finalisées au premier semestre 2025. Pour soutenir le profil de risque élargi, l'infrastructure et la gouvernance des risques ont été renforcées, avec le recrutement de trois nouveaux gestionnaires des risques de marché. En outre, l'appétence aux risques autorisée par la Direction a été ajustée, notamment pour les risques de marché, afin de tenir compte de la nouvelle orientation stratégique commerciale de la Banque.

De manière générale, les **risques se concentrent** essentiellement sur le domaine du négoce de bons d'option, car les risques résultent essentiellement des produits « Equity Warrants », alors que les domaines « Commodity Warrants » et « FX-Warrants » présentent des risques bien moindres. En outre, il existe également des concentrations de risques dues à l'utilisation élevée de la limite de VaR dans le secteur de négoce Fixed Income Finance. Cette concentration de risques a été durablement réduite au cours de l'année 2024, car la décision a été prise de se retirer du négoce des warrants. Les risques résultant du négoce de warrants étaient donc, à la fin de l'exercice, significativement inférieurs à ceux de l'année précédente.

Pour déterminer la position de risque dans le domaine commercial, toutes les transactions individuelles sont évaluées quotidiennement aux prix actuels du marché. Les prix sous-jacents à l'évaluation sont calculés directement à partir de sources externes indépendantes ou dans le cadre de l'utilisation de modèles d'évaluation. Les paramètres de marché utilisés à cet effet sont soit transmis automatiquement aux systèmes d'évaluation, soit enregistrés manuellement par les négociants. Les paramètres du marché sont strictement contrôlés par l'ordre du marché en cas de comparaison avec des sources indépendantes externes. Sur cette base, les valeurs de marché actuelles et les gains et pertes quotidiens sont déterminés indépendamment du négoce.

La quantification des risques pour les portefeuilles de négociation est effectuée quotidiennement par des **analyses de sensibilité des facteurs** qui déterminent toutes les transactions du négoce relatives à leurs facteurs de marché influençant les prix (cours au comptant de devises, actions et indices boursiers, courbes de rendement et volatilités des taux, devises, matières premières) et à la variation de valeur lors d'un mouvement de marché standardisé. Elle fournit un aperçu du profil de risque des différents portefeuilles de négoce ainsi que de l'ensemble du portefeuille.

En outre, les potentiels de pertes pour chaque facteur de marché sont quantifiés, ainsi que le « **Value at Risk** » (« VaR ») en tenant compte des corrélations entre les facteurs de marché. L'approche VaR s'est imposée comme la méthode déterminante pour évaluer les risques économiques du marché. La VaR reflète la perte maximale attendue d'un portefeuille de négociation pendant une période de détention donnée (par exemple 1 jour) avec une probabilité donnée (par exemple, un niveau de confiance de 99%). Les risques spécifiques aux actions individuelles (risque bêta) sont également inclus dans le calcul.

Le calcul de la VaR est effectué à l'aide d'une simulation Monte-Carlo réalisée sur la base de critères de mesure uniformes pour toutes les activités de négoce. Les volatilités des différents facteurs de marché et leurs corrélations sont déterminées empiriquement.

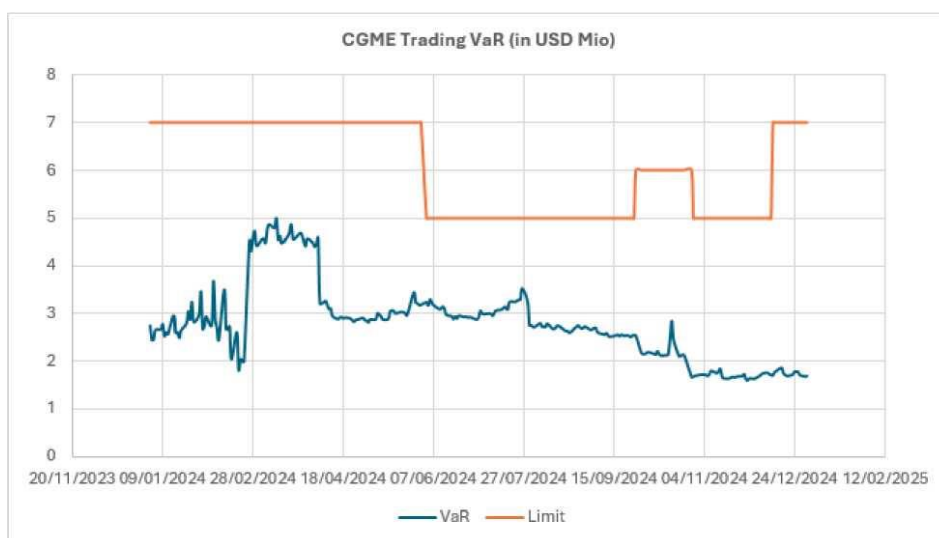
Le modèle de VaR du groupe est soumis à un processus annuel local de validation du modèle afin de s'assurer que les paramètres du modèle à l'échelle du groupe correspondent au profil de risque local du marché. Les éléments clés du processus de validation sont l'hypothétique procédure de backtesting effectuée quotidiennement et l'analyse trimestrielle « Risk not in VaR » qui sert à identifier et quantifier les risques non couverts par le calcul du modèle.

En outre, pour simuler des évolutions extrêmes du marché, des analyses des scénarios de stress sont effectuées à intervalles réguliers, ainsi que dans certaines situations ad hoc, indépendamment du négoce.

Pour les différents portefeuilles de négociation et le risque de variation des taux d'intérêt de la fiche d'investissement, des structures de limites sont établies grâce auxquelles le directoire établit activement l'appétit pour le risque pour chaque portefeuille de négociation et la banque dans son ensemble.

Pour mesurer les activités de négoce dérivé, la CGME est liée au système de surveillance des risques du groupe. Dans ce processus, tous les risques liés aux prix du marché sont présentés indépendamment de la négociation pour tous les produits, toutes les devises et tous les marchés et les positions de risque à différents niveaux sont comparées aux limites correspondantes. Les rapports établis quotidiennement par le système sur les risques du marché (qui mettent également en évidence spécifiquement les dépassements de limites) sont mis tous les jours à la disposition du service du contrôle des risques d'un département de Londres responsable à cet égard. Le respect des limites et l'escalade des Management Action Trigger sont contrôlés quotidiennement par le service du contrôle des risques indépendant du négoce. Les rapports consolidés sont soumis au directoire et aux responsables des domaines de négoce.

L'évolution de la VaR en 2024 est la suivante :



En raison du faible taux d'utilisation des limites, la limite de VaR a été réduite à plusieurs reprises au cours de l'exercice 2024, mais elle est revenue au niveau initial de 7 millions d'USD dans le cadre de la préparation au DMR. Le Risk Appetite Statement a été mis à jour en conséquence et approuvé par le Directoire de la CGME.*

* L'augmentation de février était due à des raisons techniques et celle de juillet à septembre à une augmentation de l'activité des clients.

Les risques suivants ont également été les principaux facteurs de risque de l'exercice 2024 :

- Risques liés au cours des actions résultant de l'activité du portefeuille de négociation du secteur « Public Listed Product » ainsi que des opérations de couverture correspondantes

- Risques de variation des taux d'intérêt résultant des activités du portefeuille de négociation du secteur « Rates and Currencies » Les positions résultent essentiellement de la méthode de comptabilisation appliquée (« back-to-back ») et des produits qui ne correspondent pas nécessairement à la garantie
- Risques d'évaluation (« XVA ») résultant de l'adaptation des produits dérivés à la « juste valeur »

L'exercice 2024 a été marqué par une augmentation de l'activité de négoce dans le Fixed Income Finance Desk, ce qui a conduit à une augmentation de la Value at Risk Exposure dans ce secteur. Parallèlement, l'exposition à la VaR dans le domaine des Public Listed Products a été durablement réduite, suite à la mise en place, dès décembre 2024, d'une stratégie de couverture dynamique des portefeuilles de négociation afin d'assurer une meilleure protection contre les graves fluctuations des marchés.

La volatilité accrue des marchés résultant de la situation géopolitique autour de la crise ukraino-russe et de la crise du Moyen-Orient n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat du portefeuille de négociation de la CGME.

La distribution de nouveaux produits de négoce introduits dans le cadre de la préparation régionale de la banque à un BREXIT n'entraîne pas de positions de portefeuille de négociation supplémentaires substantielles, puisque toutes les opérations sont entièrement couvertes par d'autres entités du groupe, les dits « Risk Hubs ». Les sensibilités liées aux Credit Valuation Adjustments (CVA), comme les risques de spread de crédit, constituent toutefois une exception. Pour surveiller ces risques, des limites spécifiques ont été introduites, qui sont suivies et communiquées à la direction de la même manière que les risques spécifiés plus haut.

Lors de la mise en œuvre du processus d'inventaire des risques 2024, il a été décidé de distinguer les risques de marché selon qu'ils résultent d'une position du portefeuille de négociation ou qu'ils ont une autre origine (exemple : risques de fonds de pension dans le portefeuille bancaire). La modification a donc été prise en compte dans l'ensemble du système de gestion de la banque (y compris l'ICAAP et le Risk Appetite Statement).

4.5.4 Risques de liquidité

La gestion du **risque de liquidité** relève du domaine « Corporate Treasury » qui veille à ce que les futurs engagements de paiement soient couverts à tout moment par des liquidités suffisantes. Sur l'exercice 2024, la CGME a participé pour la première fois au processus ILAAP de la Banque Centrale européenne. Le concept a été soumis avec succès aux autorités de contrôle.

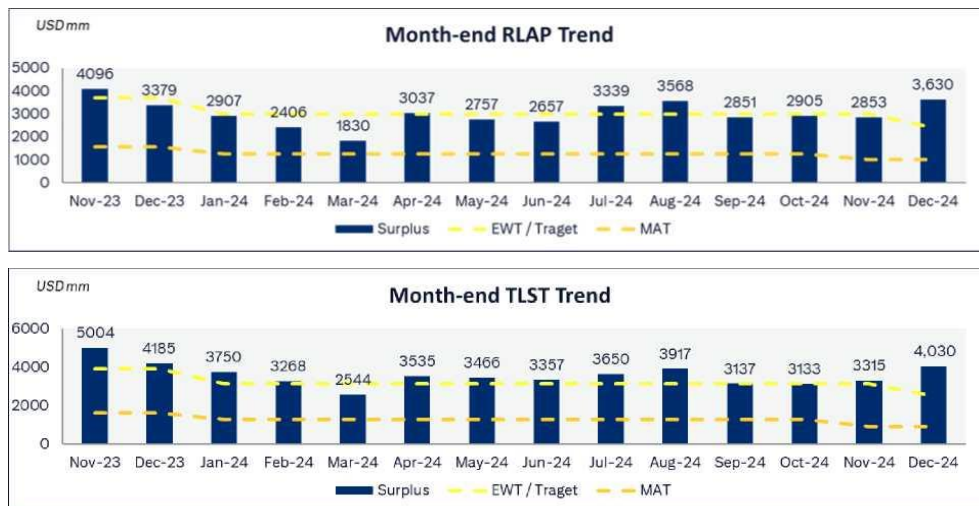
La surveillance et le contrôle des risques sont basés sur des analyses de tous les flux de paiements par produit et par devise et comprennent la surveillance et la limitation des entrées et sorties de fonds consolidés. Des métriques internes et externes sont utilisées quotidiennement pour surveiller les risques de liquidité. Les métriques internes sont principalement le TLST (Term Liquidity Stress Test, avec une hypothèse de plan à un an) et le RLAP (Resolution Liquidity Adequacy and Positioning, avec une hypothèse de plan à 30 jours). En outre, des indicateurs externes réglementaires tels que le Net-Stable-Funding-Ratio ou le Liquidity-Coverage-Ratio sont calculés et surveillés.

La surveillance de la réserve de liquidités intrajournalière a été intégrée dans le règlement écrit et les processus de contrôle de la banque. Le contrôle du respect des limites correspondantes relève du domaine « Risk Controlling ». Le Directoire reçoit régulièrement et rapidement un rapport sur la situation en termes de liquidité de la CGME.

En outre, la CGME a constitué une réserve de liquidité pour compenser les turbulences potentielles sur les marchés de capitaux et les pénuries de liquidités qui pourraient en résulter. La réserve de liquidité se compose, conformément aux lignes directrices de l'EBA correspondantes, de « High Quality Liquid Assets » (HQLA) et est dédiée à la pure gestion des liquidités. La gestion active de la réserve de liquidités est assurée par le secteur « Corporate Treasury ».

La CGME présente un important excédent structurel de liquidité sur toutes les échéances définies dans le bilan d'échéance des liquidités. Au cours de l'exercice 2024, il n'y a pas eu de dépassement de limite (lux négatifs) dans ce bilan d'échéance de liquidité.

Les flux de trésorerie cumulés respectifs de la CGME se répartissent respectivement en différentes échéances à la fin de l'exercice 2024 comme suit :



Le contrôle du risque de liquidité se fait sur la base des indicateurs d'alerte précoce et des limites énumérées ci-dessous. En principe, les flux de trésorerie négatifs ne sont pas acceptés.

Internal Liquidity Metrics	Q1'24	Q2'24	Q3'24	Oct'24	Nov'24	Dec'24	No Action Trigger	Management Action Trigger	Limit	Target
TLST (Low Point Surplus; \$mm)	2,544	3,357	3,137	3,133	3,315	4,030	>=\$894mm	≥\$530mn to <\$894mn	<\$530mm	\$2,500
TLST (Low Point Surplus Tenor)	M1	Week3	O/N	M3	O/N	M1				
RLAP (Low Point Surplus; \$mm)	1,830	2,657	2,851	2,905	2,853	3,630	>=\$1,008mm	≥\$570mn to <\$1,008mn	<\$570mn	\$2,400
RLAP (Low Point Surplus Tenor)	CD29	O/N	O/N	CD29	O/N	CD29				
Local Regulatory Liquidity Metrics	Q1'24	Q2'24	Q3'24	Oct'24	Nov'24	Dec'24	No Action Trigger	Management Action Trigger	Limit	Target
Liquidity Coverage Ratio Surplus (€mm)	5,578	4,278	4,140	4,538	5,156	5,812	>=€1,600mm	≥€790mn to <€1,600mn	<€790mm	€2,600
Net Stable Funding Ratio Surplus (€mm)	2,645	1,405	1,870	1,812	2,818	2,624	>=€1,253mm	≥€693mn to <€1,253mn	<€693mn	€2,200

Le système de limites et de Management Action Trigger présenté a été introduit au deuxième trimestre 2023. Au cours de l'exercice 2024, les métriques se situaient à toutes les fins de mois au-dessus des seuils Management Action Trigger qui leur étaient alors applicables.

Par la suite, la CGME dispose d'une liquidité suffisante sur toutes les échéances d'un an au plus.

Le risque de refinancement et le risque de liquidité du marché sont pris en compte sur une base journalière, avec des limites appropriées et leur suivi. Le risque de liquidité du marché, qui résulte essentiellement du commerce des bons de souscription et des certificats, est surveillé par le biais de limites d'émission pour les sous-jacents des produits dérivés. Dans ce cas, une perte de 100% du sous-jacent est simulée (Jump-to-Default).

En outre, la CGME dispose d'une liquidité excédentaire structurelle et actuellement inutilisée ainsi que de ressources en capital suffisantes pour faire face à des événements négatifs affectant les liquidités.

4.5.5 Risques opérationnels

Au sein de la CGME, les **risques opérationnels** sont définis comme les risques de pertes causés par l'inadéquation ou l'échec de procédures internes, de personnes et de systèmes et/ou d'événements externes. Les principaux éléments et composantes du processus de gestion des risques opérationnels sont les suivants :

- Organisation régulière d'un inventaire des risques sur la base d'une estimation de la probabilité de survenance et de la charge de risque attendue pour quantifier le risque opérationnel
- Auto-évaluation pour identifier les indicateurs d'éventuels risques au sein de l'organisation organisationnelle et fonctionnelle de la CGME
- Base de données des sinistres pour saisir les incidents et documenter la gestion des préjudices potentiels survenus (CitiRisk Loss Capture System). La base de données des sinistres doit contenir tous les sinistres survenus à partir d'un volume de 20 KUS-\$, ainsi que les cas potentiels non encore survenus (« near-miss events ») avec un volume de sinistres prévu de 1 000 KUS-\$. Pour la période du 01/01/2024 au 31/12/2024, des sinistres survenus (« Actual Net Loss ») pour un montant total de 14 370.157,04 USD et trois cas non avérés (« Near-Miss-Events ») ont été consignés pour la CGME.

Afin de se préparer à une éventuelle pénurie d'énergie due à la situation géopolitique, la Banque a participé à une simulation interrégionale en temps réel pour se préparer à un scénario de « Power-Outage ».

En ce qui concerne l'externalisation de certaines prestations de services et infrastructures, il existe un risque inhérent dans la mesure qui, dans le cadre de la gestion des risques, est pleinement prise en compte par des processus de contrôle appropriés mis en place. La CGME a continué à développer les processus de gouvernance sous-jacents pour la gestion des « risques Outsourcing » au cours de l'exercice écoulé, en établissant un design de contrôle uniforme, en introduisant une réunion mensuelle sur la gouvernance de l'externalisation et en développant en permanence le règlement écrit, y compris les contrats avec les prestataires de services.

La responsabilité des mesures de mise en œuvre concernant la gestion des risques opérationnels incombe aux chefs de département ou aux Business Manager à un niveau inférieur à celui du directoire. Ils sont responsables de la mise en place, de la documentation et de la mise à jour continue de tous les modes opératoires et procédures de contrôle. La surveillance générale des risques opérationnels et les rapports correspondants sont sous la responsabilité du « Operational Risk Management » (« ORM »).

Les tâches et responsabilités ainsi que les documentations sont régies par les politiques CGME en vigueur. Le Directoire est dûment informé des risques décrits ci-dessus par le biais des rapports journaliers, mensuels et trimestriels.

Une base de données (Loss Capture System) est utilisée pour consigner les événements à risque quantifiables et sert également de base de reporting au Directoire.

La quantification des risques opérationnels dans le cadre du calcul du capital économique est effectuée par une simulation statistique alimentée par des événements antérieurs de perte. Dans la perspective normative, l'approche standard est utilisée.

En tenant compte de tous les domaines d'activité et des services centraux, la CGME réalise sur une base annuelle un inventaire des risques pour identifier et évaluer les risques opérationnels sur la base de scénarios prédéfinis. Les critères principaux sont la probabilité de survenance et le potentiel de perte supposée.

Le transfert de processus vers des prestataires internes et externes a accru le risque opérationnel. La CGME a mis en place une infrastructure pour évaluer et contrôler les risques potentiels liés à l'externalisation. En tenant ainsi compte de nombreux facteurs, l'importance des mesures d'externalisation est évaluée une fois par an par le Outsourcing Steering Committee en charge. Par ailleurs, il est de la responsabilité de tous les Outsourcing Manager de vérifier régulièrement la qualité des prestations de services fournies. Les problèmes identifiés doivent être signalés au Directoire en temps utile et au plus tard dans le cadre du rapport mensuel.

Les risques de conformité sont des risques qui peuvent affecter négativement la rentabilité de la banque et sa stabilité en raison de violations des exigences et dispositions réglementaires. Dans ce contexte, il faut notamment envisager de respecter des normes éthiques et des instructions internes. Étant donné que les causes et les caractéristiques de ces risques de conformité sont souvent identiques à celles des risques opérationnels, les activités de contrôle et de gouvernance mises en place sont essentiellement standardisées. Aucune infraction majeure n'a été commise durant l'exercice 2024.

4.5.6 Autres risques importants

Risque de réputation

Étant donné que le risque de réputation peut résulter de tous les autres risques, il est traité séparément du risque opérationnel. Pour la raison précitée, le contrôle et la surveillance des risques de réputation s'effectuent implicitement par le biais du contrôle de toutes les catégories de risques pouvant entraîner un risque de réputation. Une surveillance explicite des risques de réputation est effectuée par les domaines « Legal » et « Corporate Communication », car des risques de réputation peuvent résulter de plaintes et de procès ou de communiqués de presse négatifs. Selon la taxonomie des risques de la CGME, le risque de réputation est une catégorie de risque supérieure pour laquelle une enveloppe de risque correspondante a été déterminée et approuvée par la direction.

Aucun impact matériel lié à un risque de réputation n'a été identifié au cours de l'exercice 2024.

Risques stratégiques

Les risques stratégiques sont essentiellement des pertes potentielles anticipées qui pourraient compromettre la rentabilité et la solidité du capital de la banque à la suite de mauvaises décisions commerciales. Les risques stratégiques peuvent être influencés par des facteurs internes et externes. La Banque a pris d'importantes mesures pour minimiser la probabilité de survenance des risques stratégiques et pour minimiser l'impact économique en cas de survenance.

Les risques stratégiques sont couverts par le capital économique lors de la détermination du tampon de capital dans le cadre du concept de capital-risque. Cela se fait par l'intégration des résultats d'un test de stress idiosyncratique qui simule la rentabilité de la Banque suite à un choc de revenus.

Risques fiscaux

Dans le cadre d'un contrôle fiscal externe de la CGME pour les périodes d'imposition 2009 à 2012, qui n'est pas encore terminé, l'administration fiscale est d'avis que l'impôt sur les revenus de capitaux imputé ainsi que la taxe de solidarité y afférente pour les années 2009 à 2011 ne sont pas entièrement imputables. Si une imputation des montants correspondants est (partiellement) refusée par l'administration fiscale, les éventuelles obligations de remboursement d'impôts ne devraient pas être effectuées par la CGME, mais par les actionnaires de Citigroup Global Markets Finance Corporation & Co. beschränkt haftende KG, Francfort-sur-le-Main, qui était actionnaire de la CGME pendant la période de contrôle fiscal mentionnée et avec laquelle il existait une intégration fiscale en matière d'impôt sur les bénéfices. Ces associés sont Citigroup Global Markets Finance LLC, Delaware/États-Unis (commanditaires) et Citi Overseas Investments Bahamas Inc., Commonwealth of The Bahamas (commanditaire). Sur la base des informations actuellement disponibles, il n'est pas prévu que la CGME soit mise à contribution. Les risques fiscaux pour la CGME sont donc toujours considérés comme faibles.

Suite aux résultats de certains contrôles fiscaux effectués auprès de clients de la CGME, l'administration fiscale estime que ces clients (également appelés « débiteurs primaires ») ont effectué des transactions en actions jusqu'en 2011 et ont imputé de manière incorrecte l'impôt sur les plus-values, majoré de la taxe de solidarité, dû sur les dividendes versés. L'administration fiscale estime qu'il existe une « responsabilité secondaire » de la part de la CGME, dans la mesure où les débiteurs primaires ne remplissent pas leurs obligations fiscales de remboursement. L'administration fiscale a ainsi émis des avis de recouvrement à l'encontre de la CGME au cours des années 2015 à 2022. La CGME a fait appel de ces avis de recouvrement et a déposé des demandes de suspension de l'exécution conformément à l'art. 361 al. 2 AO. Il a été fait droit à ces demandes en novembre 2024. Selon une expertise juridique, il n'est pas probable que la CGME ait une responsabilité secondaire à l'égard des dettes fiscales correspondantes des clients, sur la base de laquelle elle pourrait être poursuivie.

Les risques fiscaux de la CGME sont donc toujours considérés comme faibles à cet égard.

Pour les contrôles fiscaux ordonnés en 2019, en 2022 et en 2024 concernant l'impôt sur les sociétés, la taxe professionnelle ainsi que la TVA pour les périodes 2013 à 2015, 2016 à 2018 et 2019 à 2022, il existe des constatations d'audit isolées qui ne sont pas matériellement significatives.

Les contrôles fiscaux de l'impôt sur les salaires effectués pour les périodes d'imposition 2014 à 2017 et 2018 à 2024 inclus ont été clôturés au cours de l'exercice 2024. Conformément aux résultats de l'audit, des arriérés d'impôts sur les salaires, d'impôts du culte et de cotisations de sécurité sociale seront payés, pour lesquels des provisions d'un montant total d'environ 1 million d'euros ont été constituées au 31 décembre 2024.

Risques liés aux établissements secondaires

Les risques de défaillance du débiteur, de prix de marché et de liquidité ainsi que les risques opérationnels liés aux activités des établissements secondaires de Madrid, Milan, Paris et Londres sont pris en compte dans le cadre de la gestion des risques et lors de l'évaluation de la capacité à supporter les risques de la CGME.

4.6 Présentation succincte du niveau de risque

La CGME dispose de ressources de trésorerie et de capital suffisantes pour couvrir tous les risques identifiés mentionnés et soutenir un développement commercial durable à tout moment. C'est également le cas pour les scénarios respectifs des tests de stress effectués. Au cours de l'exercice 2024, les exigences réglementaires en matière de fonds propres ont été respectées à tout moment et le potentiel de couverture des risques dans le cadre de l'exigence de capital économique a toujours été approprié au cours de l'exercice afin de soutenir le profil de risque résultant des activités de la banque.

L'impact des crises géopolitiques liées à la guerre Ukraine-Russie et au conflit militaire au Moyen-Orient a toujours été étroitement surveillé au cours de l'exercice écoulé. Dans ce contexte, les effets sur le portefeuille de négociation et les risques de contrepartie ont été examinés par le biais de simulations de portefeuille et de tests de stress afin de pouvoir procéder à des corrections si nécessaire. Les effets, y compris les effets de second ordre, tels que l'augmentation du taux d'inflation résultant de la crise énergétique, ont été étudiés et les résultats ont été transmis aux organes de décision. Le profil de risque de la Banque n'a pas été durablement modifié par la crise géopolitique et aucun potentiel de perte matérielle n'a été matérialisé. Cela concerne également d'autres situations géopolitiques, telles que l'incertitude politique dans les principales économies de la zone euro et des États-Unis. Des tests de résistance et des simulations de portefeuille ont été effectués afin d'identifier à tout moment des effets potentiels sur la CGME.

Au cours de l'exercice 2024, les extensions des activités commerciales initiées dans le cadre de la « Desk Mapping Review » (« DMR ») ont continué à être concrétisées et ont déjà été partiellement mises en œuvre. Des mesures d'accompagnement en termes d'appétence aux risques, de procédures de contrôle et de gouvernance ont été prises.

Dans ce contexte, la Banque continuera à faire face à un environnement en croissance dynamique au cours du prochain exercice 2025. Cela résulte notamment du développement prévu des activités commerciales dans le domaine des marchés et du transfert d'autres domaines de risques de marché à la CGME.

5 Déclaration sur la direction de l'entreprise selon l'art. 289f al. 4 HGB en lien avec l'art. 289f al. 2 n° 4 HGB

La direction de l'entreprise de la CGME vise toujours un objectif d'au moins 30 % de femmes au Conseil de surveillance et au Directoire. Le Directoire de la CGME a fixé des taux cibles équivalents en vertu de la loi du 30 avril 2015 sur l'égalité de participation des femmes et des hommes aux postes de direction. À cet égard, un taux cible minimum unique de 30 % a été établi pour les premier et deuxième niveaux de cadres en dessous du Directoire. Dans la mesure où la cible minimale ne correspond pas à un nombre total de personnes, la Banque arrondit au nombre entier suivant. La CGME s'est fixé pour objectif que ces taux cibles soient atteints d'ici la fin de l'année 2025 et vérifie la réalisation des objectifs tous les trimestres.

Le taux cible de femmes au sein du **Conseil de Surveillance** a été atteint avec 40 % à la clôture de l'exercice 2024.

Lors de la nomination des membres du Conseil de surveillance, des exigences supérieures à la moyenne sont imposées aux compétences techniques et à l'expérience professionnelle du membre du Conseil de surveillance, en fonction de l'importance de la fonction. Il s'agit de garantir une couverture complète de tous les sujets et faits pour pouvoir conseiller, soutenir et surveiller le Directoire. Chaque membre du Conseil de surveillance doit disposer, dans la mesure du possible, de compétences techniques qui garantissent, en ce qui concerne le modèle d'affaires de la CGME, l'exécution exhaustive des missions et des devoirs du Conseil de surveillance. Lors de propositions de candidats au Conseil de surveillance de la CGME, il est impératif de veiller à une composition équilibrée afin de satisfaire pleinement aux exigences relatives aux compétences en partie différentes du Conseil de surveillance. Par ailleurs, la présidente du Conseil de surveillance devrait connaître le secteur d'activité de la CGME tout comme la situation réglementaire.

À l'issue de l'exercice 2024, le **Directoire** était composé de trois membres féminins et de trois membres masculins. La proportion de femmes au sein du Directoire était ainsi de 50 %, nettement supérieure au quota cible. À la fin de l'exercice 2024, la proportion de femmes au premier et au second niveau de cadres en dessous du Directoire était inférieure à 30 %.

6 Déclaration non financière

6.1 Introduction

En tant que filiale de Citigroup Inc. (« Citi »), CGME est soumise à la stratégie, aux directives et aux objectifs de Citi relatifs aux questions environnementales, sociales et de gouvernance (« Environmental, Social and Governance » - « ESG »). L'approche de Citi en matière ESG, y compris sa gestion des droits de l'homme et de la criminalité financière, est exposée dans ses « Environmental, Social and Governance Report », « Citi Climate Report » et « Environmental and Social Policy Framework », tous disponibles sur le site Citi à l'adresse <http://www.citigroup.com/citi/about/esg/>.

En accord avec Citi, la CGME développe en permanence ses processus environnementaux et sociaux locaux ainsi que les informations qui s'y rapportent. Cela se fait dans le respect des réglementations et des lignes directrices en vigueur pour une finance durable. Il s'agit notamment du guide de la BCE sur les risques climatiques et environnementaux, de la feuille de route de l'EBA sur la finance durable, de la fiche d'information sur la gestion des risques de durabilité de la BaFin, des exigences minimales allemandes en matière de gestion des risques (MaRisk), de la directive sur le reporting non financier (NFRD), de la directive européenne sur le reporting de durabilité des entreprises, de la taxonomie européenne, du règlement sur les fonds propres (CRR) et des modifications de la MiFID II sur la durabilité*.

* Règlement délégué (UE) 2021/1253 du 21 avril 2021 modifiant le règlement délégué (UE) 2017/565 en ce qui concerne l'intégration des facteurs, des risques et des préférences en matière de durabilité dans certaines exigences organisationnelles et dans les conditions d'exercice des entreprises d'investissement.

Cette déclaration non financière fait partie du rapport de gestion de la CGME et permet de répondre aux exigences de reporting non financier. Les questions d'ESG ainsi que la mise en œuvre des exigences réglementaires et prudentielles en matière d'ESG ont une priorité pour la CGME. Dans ce cadre, la CGME reconnaît que les risques ESG sont les moteurs des catégories de risques financiers et non financiers existants, tels que décrits dans la définition des « risques ESG » du guide de la BCE sur les risques climatiques et environnementaux et dans la notice sur la gestion des risques de durabilité de la BaFin, et qu'ils peuvent avoir un impact direct ou indirect sur la CGME.

La CGME s'efforce de faire évoluer ses communications ESG dans le cadre de révisions futures afin de répondre à l'évolution des attentes réglementaires et aux besoins des différentes parties prenantes (« stakeholders »). La disponibilité et la qualité des données et des indicateurs ESG plus complets en matière de rapports non financiers restent un défi. Dans ce contexte, Citi contribue à l'élaboration de méthodes d'évaluation des risques et des données climatiques, y compris la mesure des émissions de gaz à effet de serre (« émissions de CO₂ ») et des optimisations méthodologiques. L'amélioration des données sous-jacentes devrait permettre de développer ces compétences.

Les déclarations non financières sont régies par la directive 2014/95/UE (Directive sur le reporting non financier - « NFRD ») modifiant la directive 2013/34/UE et transposées en droit national en Allemagne par son code de commerce (HGB). La déclaration extra-financière de la CGME contient des informations sur les questions environnementales, sociales et relatives aux salariés, sur la lutte contre la corruption et les pots-de-vin ainsi que sur le respect des droits de l'homme, conformément à la NFRD et aux articles 289b et 289c HGB. Les informations relatives au climat sont classées dans la catégorie « Considérations environnementales ». Cette déclaration contient des données qualitatives et quantitatives qui permettent de comprendre l'évolution, la performance, la situation et l'impact de la CGME par rapport à ces activités.

6.2 La durabilité chez la CGME

6.2.1 Stratégie ESG

Stratégie de groupe

Citi s'efforce en permanence d'approfondir sa compréhension des questions de durabilité, y compris le changement climatique, et reconnaît le rôle du secteur financier dans le cadre d'une réponse plus large de l'industrie à ces défis. En tant que filiale de Citi, la CGME suit les politiques de gestion des risques du groupe et s'efforce de soutenir les objectifs stratégiques de Citi dans la mesure où ils s'appliquent à la CGME.

Chez Citi, les priorités ESG sont cohérentes avec les priorités commerciales. Grâce à ses services et ses produits, Citi accompagne ses clients dans la transition vers une économie à faible intensité de carbone afin qu'ils puissent atteindre leurs objectifs de durabilité par le biais de différents axes de transformation suivis dans le cadre du réseau mondial de clients.

En tant que société mère, Citi s'est engagée à l'échelle du groupe à atteindre zéro émission nette de gaz à effet de serre d'ici 2030 pour les émissions liées à l'exploitation et d'ici 2050 pour les émissions liées au financement. Dans ses efforts pour atteindre cet objectif net zéro, Citi se concentre sur ses activités bancaires, où des objectifs intermédiaires ont été fixés pour les émissions financées des portefeuilles de prêts dans dix secteurs clés. Pour surveiller cet objectif, Citi a effectué pour la première fois en 2024, en plus des calculs des émissions financées, des calculs des émissions soutenues par les activités de marché des capitaux dans les secteurs de l'énergie, de l'approvisionnement en énergie et de l'automobile. Cela a eu lieu sur la base d'une méthode dite de « Partnership for Carbon Accounting Financials » (« PCAF ») publiée en décembre 2023. Les valeurs ainsi obtenues ont été intégrées dans les objectifs intermédiaires sectoriels de Citi. Citi s'est concentrée sur le reporting concernant les émissions financées et facilitées par les prêts aux entreprises et les activités sur les marchés des capitaux pour certains secteurs à forte intensité de carbone et n'a pas encore fait de reporting pour tous les secteurs conformément au PCAF à la date du présent rapport. Par ailleurs, en 2021, Citi s'est fixé l'objectif d'investir un billion de dollars US dans des financements durables d'ici 2030 et continue de travailler à la réalisation de cet objectif.

Stratégie de la CGME

En tant que filiale de Citi, la CGME fait partie des engagements susmentionnés à l'échelle du groupe, même si aucun objectif propre n'a été fixé à la CGME ou à d'autres filiales individuelles de Citi pour qu'elles contribuent à ces engagements.

Pour la CGME, la durabilité signifie que les engagements et priorités ESG pertinents sont intégrés dans la stratégie commerciale, tout en respectant rigoureusement la stratégie et les objectifs du Groupe, ainsi que le cadre de gestion des risques à l'échelle de l'entreprise et les politiques associées.

L'approche de la CGME en matière d'opportunités et de risques liés au climat reflète la stratégie commerciale globale de la CGME.

- **Investment Banking :** Dans le secteur « Investment Banking », Citi continue de collaborer avec des clients de différents secteurs et d'explorer des opportunités pour soutenir le développement et la croissance de technologies d'énergie propre. Le domaine « Debt Capital Markets » continue d'aider les clients à émettre des obligations avec un label de durabilité (« sustainability-labeled bonds »), qui contribuent à l'objectif de 1 billion de dollars de Citi en matière de financement durable.
- **Markets :** Citi poursuit sa collaboration et son dialogue avec ses clients afin de répondre aux défis et opportunités liés à la transition vers une économie à faible intensité de carbone. Les produits et services proposés dans le cadre du secteur d'activité « Markets » par l'intermédiaire de la CGME, ainsi que la tenue de marché, contribuent de manière significative à permettre aux clients d'atteindre leurs objectifs. Le secteur d'activité « Markets » offre des opportunités qui vont de la fourniture de produits aux investisseurs institutionnels, notamment pour participer aux tendances de décarbonisation ou pour aligner leurs portefeuilles sur des objectifs de durabilité, à l'aide aux entreprises clientes pour la couverture des risques dans le segment de l'électricité et des prix des métaux pour les véhicules électriques ou pour répondre aux obligations de marché en matière CO₂.

Le domaine « Markets » dispose d'une équipe ESG centralisée qui accompagne les équipes de distribution et de négoce dans l'identification et la mise en œuvre d'opportunités commerciales dans toutes les classes de produits et d'actifs « Markets ». L'une des missions principales de cette équipe est de développer des solutions innovantes pour accompagner les clients dans leur transition vers une économie à faible intensité de carbone et favoriser le développement de produits durables et conformes aux normes ESG. Les équipes de distribution et de négoce dans le domaine « Markets », y compris celles de la CGME, disposent de l'expertise nécessaire pour identifier les risques d'ESG, de durabilité et de changement climatique ainsi que les opportunités correspondantes dans les produits et dans différentes classes d'actifs. Le dialogue régulier avec les clients permet d'aborder activement ces questions.

Vous trouverez plus amples informations sur le modèle commercial de la CGME à la section « 1.1 Modèle commercial ».

6.2.2 Gouvernance ESG

Gouvernance de groupe

Le Directoire de Citi (le « Directoire de Citi ») assure la supervision ultime, au niveau de la société mère, des activités d'identification, d'évaluation et d'intégration des risques et opportunités environnementaux et sociaux. Cela inclut le plan net zéro, les progrès réalisés dans l'atteinte des objectifs liés au climat, ainsi que les efforts en matière de diversité, d'égalité et d'inclusion et de gestion des talents. Le rapport ESG de Citi définit le cadre de gouvernance pour les questions d'ESG. Les personnes en charge rendent compte régulièrement au Directoire des progrès réalisés et des sujets clés.

Un certain nombre de comités du Directoire de Citi sont également responsables de certaines activités liées à l'ESG qui sont déléguées selon la responsabilité et l'expertise de chacun de ces comités définis dans leurs statuts. Il s'agit du Nomination-, Governance - and Public Affairs Committee (comité de nomination, de la gouvernance et des affaires publiques), du Audit Committee (comité d'audit), du Risk Management Committee (comité de gestion des risques) et du Board's Transformation Oversight Committee (comité du conseil de surveillance de la transformation).

Au niveau de la direction, le Global ESG Council offre à la haute direction de Citi un forum de suivi des engagements et des priorités ESG.

Au sein des secteurs d'activité, les groupes de produits ont également adapté leurs structures organisationnelles afin d'aider les clients à répondre à leurs besoins en matière de financement durable.

« Markets » (une unité opérationnelle centrale au sein de la CGME) a mis en place une unité spécialisée dans le contrôle et la gouvernance des risques ESG pour le secteur d'activité Global Markets. Ce service couvre la partie des marchés représentée par la CGME et se concentre sur la gouvernance ESG et les questions réglementaires. En collaboration avec les parties prenantes des domaines Business Execution, Sales Controls, Legal, Compliance et Environmental and Social Risk Management, cette unité veille à une gouvernance adéquate des transactions ESG.

Gouvernance CGME

Pour la CGME, les rôles et responsabilités pour la gestion des risques ESG sont attribués au sein de la structure organisationnelle. Il s'agit notamment du Directoire, du Conseil de surveillance ainsi que du Europe ESG Working Group, qui est composé de représentants des trois lignes de défense de la CGME.

Europe ESG Working Group compte parmi ses membres la première ligne de défense en charge de la gestion des risques ESG, des produits et services durables, des ressources et de la formation, la gestion des risques, la gestion indépendante des risques de conformité et l'audit interne. En complément des rôles et responsabilités au niveau des entités, la CGME collabore avec différents experts et équipes au sein de Citi pour assurer une mise en œuvre globale de la gouvernance ESG.

Le rôle des fonctions centrales au sein de la structure organisationnelle de la CGME et responsables de la gestion des risques ESG se présente comme suit :

- Le Conseil de surveillance de la CGME est responsable de la surveillance de l'intégration des aspects, opportunités et risques ESG dans la stratégie commerciale, à la gouvernance d'entreprise et la gestion des risques de la CGME.
- Le Directoire de la CGME assume la responsabilité globale de la mise en place d'une gouvernance ESG appropriée ainsi que de la mise en œuvre des exigences ESG au sein de la CGME. Cela inclut, entre autres, la définition et la gestion des priorités ESG ainsi que l'intégration des risques ESG dans le mécanisme de gestion des risques. Par ailleurs, le Directoire joue un rôle central dans l'intégration des risques ESG dans la stratégie commerciale et de risque.
- Europe ESG Working Group sert de forum transversal regroupant l'expertise des parties prenantes de l'ensemble de la CGME. L'objectif est d'accélérer l'intégration des risques ESG dans l'entreprise et de coordonner et préparer la mise en œuvre des exigences réglementaires et des attentes dans le contexte ESG. Si nécessaire, les questions ESG stratégiques ou importantes peuvent être confiées à un comité de pilotage compétent (Steering Committee) afin de soutenir le processus de décision au niveau des entités juridiques.

Pour satisfaire aux exigences réglementaires, répondre aux demandes des clients et des parties prenantes, et gérer et atténuer les risques liés aux questions ESG, la CGME intègre, si nécessaire, les aspects ESG dans les produits et les processus commerciaux pertinents. Dans le cadre de sa gouvernance, la CGME suit certains indicateurs de performance clés (KPI) pour les catégories de risques ESG afin de contrôler les tendances de développement correspondantes. Le risque global de la CGME contre les risques physiques et le Green Asset Ratio en font notamment partie.

6.2.3 Analyse de l'importance relative

En 2024, une analyse interne des thèmes essentiels de la durabilité a été réalisée et a ensuite été utilisée par la CGME pour identifier les aspects de durabilité pertinents pour la présente déclaration. Cette analyse a pris en compte les lignes directrices publiées par la Commission européenne en matière de reporting d'informations non financières, ainsi que d'autres cadres, dont les exigences énoncées dans les normes européennes de reporting sur le développement durable (ESRS), en tenant compte des art. 289c et 289d HGB.

Le processus appliqué dans cette analyse ainsi que les résultats obtenus ont été examinés par le Conseil de surveillance et le Directoire de la CGME ainsi que par Europe ESG Working Group. L'examen a conclu que les thèmes de durabilité identifiés devaient être considérés comme essentiels pour le rapport et la publication dans le cadre de la gestion ESG de la CGME.

En conséquence, une liste des sujets ESG essentiels pour la CGME a été établie :

Facteurs ESG	Principaux sujets ESG	Sujet essentiel de la durabilité - Sous-sujet essentiel	Chapitre de référence
Environnement	Changement climatique	Protection du climat	6.3.1.1 Questions environnementales
		Adaptation au changement climatique	6.3.1.1 Questions environnementales
		Énergie	6.3.1.2 Questions environnementales
Social	Effectifs propres	Égalité de traitement et égalité des chances pour tous	6.3.2.1.1 Questions sociales
		Conditions de travail	6.3.2.1.2 Questions sociales
		Autres droits liés au travail	6.3.2.1.3 Questions sociales
	Consommateurs et utilisateurs finaux (y compris les communautés locales)	Impact en matière d'information pour les consommateurs et/ou les utilisateurs finaux (y compris les communautés locales)	6.3.2.2.1 Questions sociales
Gouvernance	Conduite des affaires	Culture d'entreprise	6.3.3.1 Questions de gouvernance
		Corruption et trafic d'influence	6.3.3.2 Questions de gouvernance

6.2.4 Risques et gestion des risques ESG

Les risques ESG comprennent les risques liés aux effets du changement climatique, à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique, aux pratiques de gestion environnementale et aux obligations de diligence, aux conditions de travail et de sécurité, au respect des droits de l'homme, à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ainsi qu'au respect des lois et réglementations pertinentes.

Les risques environnementaux sont divisés en risques climatiques et autres risques environnementaux. Les risques climatiques découlent du changement climatique et se divisent en risques physiques et en risques de transition.

Les autres risques environnementaux concernent des activités susceptibles d'avoir un impact sur la nature et la biodiversité, y compris les impacts sur des espèces essentielles à la résilience des écosystèmes mondiaux et biorégionaux. Il s'agit également d'activités qui peuvent être influencées par les événements environnementaux qui en découlent.

Les risques sociaux sont des risques découlant de l'engagement des institutions envers des contreparties qui peuvent potentiellement être influencées négativement par des facteurs sociaux. Ces facteurs comprennent les droits, le bien-être et les intérêts des personnes et des communautés qui peuvent avoir une influence sur les activités économiques des contreparties. Des aspects tels que l'(in)égalité, la santé, l'inclusion, les relations de travail et l'investissement dans les employés et les communautés locales sont de plus en plus pris en compte dans les stratégies commerciales et les cadres opérationnels des entreprises, des institutions et de leurs contreparties. Les risques sociaux comprennent les « Questions sociales », les « questions liées aux salariés » et les « droits de l'homme » au sens de l'art. 289c, al. 2 HGB.

Les risques de gouvernance sont des risques découlant de l'engagement des institutions envers des contreparties qui peuvent potentiellement être influencées négativement par des facteurs de gouvernance. L'évaluation des contreparties devrait tenir compte de critères de bonne gouvernance d'entreprise, tels que des structures de gestion viables, des relations de travail sables, une rémunération adéquate du personnel et le respect des règles fiscales. Parmi les risques de gouvernance figure la lutte contre la corruption et le trafic d'influence au sens de l'art. 289c, al. 2 HGB.

Afin de promouvoir une prise en compte plus large des risques ESG au sein de l'entreprise, la CGME a intégré les risques ESG, en mettant l'accent sur les risques climatiques et environnementaux, dans le processus d'identification et d'évaluation des risques (« Risk Identification and Assessment Process » - « RIAP »), l'appétence aux risques (« Risk Appetite Statements » - « RAS ») ainsi que dans la stratégie de risque, le processus d'évaluation du caractère approprié du capital interne et de la liquidité (« ICAAP » et « ILAAP ») et le mécanisme de gestion des risques à l'échelle de l'entreprise (« Enterprise Risk Management Framework »). En outre, les indicateurs de risque ESG sont intégrés trimestriellement par le service de gestion des risques de la CGME dans le rapport sur les risques destiné au Directoire.

Conformément à sa stratégie ESG, la CGME vise à maintenir une gestion des risques ESG forte et cohérente.

Au niveau du groupe, Citi a développé un cadre global de gestion du risque climatique (« Climate Risk Management Framework » - « CRMF »). En plus du CRMF, la politique de longue date de Citi en matière de gestion des risques environnementaux et sociaux (Environmental and Social Risk Management - ESRM) s'applique à toutes les entreprises Citi dans le monde. Elle fournit un cadre pour identifier, évaluer et gérer efficacement les risques environnementaux et sociaux potentiels liés aux clients qui pourraient entraîner des risques de crédit ou de réputation pour Citi.

Gestion des risques climatiques

Gestion des risques climatiques à l'échelle du groupe

Dans le cadre de ses efforts de gestion des risques climatiques, Citi continue à développer ses compétences en matière d'identification, d'évaluation et de mesure des risques. Les aspects liés au climat continuent d'être intégrés dans le cadre général de gestion des risques.

L'approche de Citi en matière de gestion des risques climatiques est détaillée dans le CRMF.

Le CRMF

- vise à promouvoir une approche globale uniforme de Citi en matière de gestion des risques climatiques.
- définit la gouvernance, les rôles et les responsabilités ainsi que les principes d'aide à l'identification, à la mesure, au suivi, au contrôle et à la communication des risques climatiques.
- est en constante évolution afin d'illustrer les nouveaux instruments et processus ainsi que les normes sectorielles et les bonnes pratiques en matière de gestion des risques climatiques.

Identification des risques de Citi et compréhension de l'exposition au risque

Dans le cadre du processus interne d'identification des risques de Citi, le risque climatique reste considéré comme un risque global pouvant se manifester par des types de risques existants. Les facteurs de risque climatique concernent toutes les catégories de taxonomie de risque, notamment les risques stratégiques, de réputation et de crédit.

La CGME continue à intégrer dans ses processus les outils et compétences développés au niveau du groupe en matière d'identification, d'analyse et d'évaluation des risques liés au climat. Ces risques sont désormais intégrés dans les processus d'identification des risques à l'échelle de l'entreprise ainsi que dans les procédures de la CGME. Cela implique également le développement continu d'un modèle d'évaluation basé sur des heatmap de risques pour les portefeuilles d'entreprises et d'assurances, qui doit permettre une meilleure compréhension des secteurs et domaines d'activité particulièrement exposés. Les risques liés au climat sont identifiés annuellement chez CGME.

Analyses des risques climatiques de Citi

Comme indiqué dans le rapport précédent, un outil baptisé « Climate Risk Assessment and Scorecard » (CRAS) a été développé pour aider Citi à mieux appréhender les profils des risques climatiques de chaque client de l'entreprise. Le CRAS a été intégré dans le processus de souscription, tout d'abord en se concentrant sur les clients dans des secteurs considérés comme particulièrement vulnérables au climat selon la heatmap interne de Citi. Bien qu'il s'agisse d'une initiative globale, l'outil intègre également plusieurs clients de la CGME dans des secteurs vulnérables au changement climatique.

Le CRAS a pour objectif d'identifier les principaux risques climatiques côté clients et de mieux cerner leurs stratégies d'adaptation et de réduction de ces risques. Il tient compte à la fois des informations quantitatives et qualitatives. L'objectif est d'évaluer la vulnérabilité des clients aux risques climatiques, la faisabilité de leurs plans de transition vers une économie à faible intensité de carbone, ainsi que la qualité de leur gouvernance et de leur divulgation. Les informations fournies par les clients, qu'elles soient publiques ou internes, sont complétées par les résultats d'outils externes, les heatmap sectorielles internes de Citi et certains indicateurs de risque climatique. Les modifications de la méthodologie ainsi que les évolutions dans d'autres secteurs ou portefeuilles au niveau du groupe sont prises en compte si nécessaire dans les activités bancaires de la CGME.

Analyse de scénarios et tests de stress

Citi utilise des analyses de scénarios de risques climatiques, y compris des tests de stress, pour évaluer l'impact potentiel des facteurs de risques liés au climat sur le profil de risque de l'entreprise dans différents scénarios. Il est supposé que les conséquences du changement climatique auront un impact sur l'économie par le biais de deux canaux principaux - les risques de transition et les risques physiques -, ces deux canaux étant caractérisés par une incertitude considérable et des effets non linéaires :

- Les risques de transition découlent du processus de transition vers une économie à faible intensité de carbone. Elles comprennent des changements politiques et technologiques, ainsi que les modifications du sentiment du marché et des consommateurs et des préférences de la société.
- Les risques physiques découlent d'événements climatiques aigus tels que les vagues de chaleur, les inondations, les incendies de forêt et les tempêtes, ainsi que de changements climatiques chroniques à long terme, tels que l'élévation du niveau des mers, l'évolution des précipitations, l'augmentation des températures moyennes et les variations météorologiques extrêmes.

Les données de base et les approches de conception de scénarios et de modélisation ont été développées au niveau du groupe chez Citi, où elles sont continuellement améliorées.

Afin de réaliser des analyses de scénarios de risques climatiques, la CGME utilise les compétences de Citi à l'échelle du groupe afin de mieux comprendre les effets potentiels des facteurs de risque liés au climat sur son propre profil de risque et son portefeuille. En évolution par rapport à 2023, la CGME a réalisé un test de stress interne sur la base d'un scénario climatique spécifiquement adapté. Lors de la conception de ce scénario, les simulations de crise existantes sur les risques réglementaires ont été utilisées comme référence pour la gravité du scénario. Le scénario climatique de la CGME prend à la fois en compte les risques de transition et les risques physiques.

Gestion des risques climatiques de CGME

La CGME applique le Climate Risk Management Framework (CRMF) de Citi et consigne les structures de gouvernance applicables aux entités juridiques ainsi que les rôles et les responsabilités dans le cadre de son propre cadre de gestion des risques. Des réflexions sur le risque climatique ont été intégrées dans les déclarations de Risk Appetite approuvées par le Directoire. La CGME revoit régulièrement son appétence aux risques en vue des évolutions éventuelles, car les méthodes d'identification et d'évaluation des risques climatiques sont de plus en plus sophistiquées. Citi dispose désormais d'un tableau de bord automatisé pour les risques climatiques au niveau des entités juridiques, qui sert à fournir des rapports internes sur les indicateurs clés de risques climatiques et est régulièrement transmis à la direction générale de la CGME. Comme Citi, la CGME considère également les risques climatiques comme des risques transversaux qui peuvent se manifester dans toutes les catégories de risques au sein de la taxonomie des risques de Citi. En tant que courtier négociant, le secteur « Markets » de la CGME intègre actuellement les risques climatiques dans le cadre de la gestion régulière des risques, y compris la gestion de la volatilité des prix liée au climat.

Gestion des risques environnementaux et sociaux

Gestion des risques environnementaux et sociaux à l'échelle du groupe

La directive Citi sur la gestion des risques environnementaux et sociaux (« ESRM ») s'applique à toutes les sociétés de Citi dans le monde. Elle fournit un cadre pour l'identification, l'évaluation et la gestion des risques potentiels pour l'entreprise, y compris les risques de crédit et de réputation, liés aux risques environnementaux et sociaux résultant des activités des clients. La directive ESRM est régulièrement révisée afin de pouvoir réagir aux risques émergents.

Cette directive sert de base pour traiter avec les clients les risques environnementaux et sociaux liés aux financements dans les secteurs d'activité « Banking », « Markets » et « Services ». Introduite en 2003, elle couvre un large éventail de produits financiers et de secteurs de clientèle. L'objectif est de soutenir l'évaluation des impacts et des risques potentiels liés à des questions telles que la qualité de l'air et de l'eau, le changement climatique, la biodiversité, les communautés locales, les conditions de travail, les droits de l'homme et d'autres aspects environnementaux et sociaux.

Une équipe spécialisée en gestion des risques environnementaux et sociaux au sein de la fonction de gestion des risques accompagne le développement et la mise en œuvre de la directive. La directive ESRM examine les transactions liées à des projets et les clients dans certains secteurs qui sont généralement associés à des risques environnementaux et sociaux accrus. En outre, la directive identifie des domaines dans lesquels une prudence particulière s'impose. Ils servent d'indicateurs de risques potentiellement élevés, pour lesquels une escalade vers l'équipe ESRM est effectuée dans certaines conditions. Cela s'applique indépendamment du produit financier ou du secteur concerné.

La directive contient certaines exigences sectorielles, comme pour l'industrie houillère. Citi ne fournit pas de financement lié à des projets pour de nouvelles mines de charbon ou pour l'expansion significative d'installations existantes. Par ailleurs, Citi s'est fixé pour objectif de ne plus faire de conseil en fusions et acquisitions, de transactions sur les marchés des capitaux ou de relations de crédit d'ici 2030 avec des entreprises qui génèrent plus de 25 % de leurs revenus de l'exploitation minière.

Les exigences relatives à la production d'électricité à partir de charbon ont également été ajustées au fil du temps, car le risque de crédit et de réputation associé à ce secteur a augmenté. Citi ne fournit pas de financement pour de nouvelles centrales à charbon ou l'extension d'installations existantes dans le monde entier, et a progressivement introduit des exigences supplémentaires pour ses clients dans ce secteur.

Gestion des risques environnementaux et sociaux de CGME

La CGME a implémenté la directive ESRM et la norme ESRM correspondante. La mise en œuvre a été effectuée en tant que responsabilité commune à toutes les lignes de défense. La première ligne de défense est chargée d'identifier les transactions et les clients qui relèvent de la directive et de fournir des informations pertinentes sur les impacts environnementaux et sociaux en vue de leur examen, vérification et approbation par la deuxième ligne de défense. L'unité ESRM de la deuxième ligne assume également la fonction de service interne spécialisé dans les risques environnementaux et sociaux.

Identification des risques

L'identification des risques ESG repose sur un ensemble de facteurs de risque ESG standardisés, liés à la taxonomie des risques de la CGME, aux canaux de transmission respectifs et à l'évaluation de l'impact des risques sur différents horizons temporels. Les risques ESG sont considérés par la CGME comme des facteurs de risque transversaux pouvant avoir des impacts sur d'autres types de risques dans le cadre du processus de certification et d'évaluation des risques.

La CGME tient compte des évolutions de Citi dans le domaine de l'identification et de l'évaluation des risques climatiques et a étendu cette approche à d'autres risques environnementaux, sociaux et de gouvernance conformément aux exigences réglementaires. Ces risques sont enregistrés selon une perspective transversale dans la taxonomie de risques actuelle de la CGME. En ce qui concerne leur impact potentiel sur les risques financiers et non financiers existants, il s'agit de ce qui suit :

- Risques climatiques
- Autres risques environnementaux
- Risques sociaux
- Risques de gouvernance

Les résultats sont utilisés à des fins d'information pour les processus en aval tels que la communication des risques, la conception des scénarios et les tests de stress. Le résultat de cet exercice est intégré à la mesure des risques et à l'analyse de l'importance relative et vice versa. La CGME effectue un Horizon Scanning semestriel qui surveille les évolutions réglementaires et l'environnement externe afin d'identifier et d'évaluer les impacts potentiels sur la stratégie commerciale et la gestion des risques. Les résultats sont intégrés dans des processus en aval tels que le reporting des risques, le développement de scénarios et les tests de stress. Ils sont également intégrés dans la mesure des risques et dans l'analyse de l'importance relative. Les conclusions de ces analyses peuvent à leur tour contribuer à développer et à affiner le processus de Horizon Scanning lui-même.

Mesure des risques et analyse de l'importance relative

La CGME considère les risques ESG comme une catégorie de risque transversale qui peut se manifester via des canaux de transmission définis ou amplifier les types de risques existants au sein de la taxonomie de risque de la CGME. Les canaux de transmission forment des chaînes de causalité qui montrent comment les facteurs de risque ESG peuvent agir directement ou indirectement comme déclencheurs de risques financiers ou non financiers. Les risques ESG sont intégrés aux activités de gestion des risques de la CGME tout au long du cycle de vie de la gestion des risques (de l'identification des risques à la mesure, à la surveillance et au contrôle).

Au moins une fois par an, la CGME effectue une analyse d'importance relative dans tous les domaines de risques afin d'aider le processus d'identification des risques et d'évaluation. Cette analyse repose sur une combinaison d'approches qualitatives et quantitatives.

La méthodologie de l'analyse d'importance relative suit les étapes suivantes :

1. Identification des inducteurs de risques et des canaux de transmission qui sont pertinents pour le modèle d'entreprise actuel de la CGME et qui correspondent aux catégories de risques définies dans la taxonomie des risques de la CGME.
2. Attribution des facteurs de risque ESG potentiels et des canaux de transmission aux risques financiers et non financiers existants de la CGME, en utilisant une approche basée sur le jugement d'experts.
3. Analyse des risques de la CGME et de ses effets potentiels sur les catégories de risques par le biais de canaux de transmission définis. Une évaluation quantitative des concentrations des risques climatiques est effectuée à l'aide d'outils développés par Citi, dont la heatmap sectorielle des risques climatiques. Cette évaluation est complétée par une analyse qualitative. Pour les autres risques environnementaux, sociaux et de gouvernance, l'évaluation est actuellement effectuée sur la base d'évaluations qualitatives et de jugements d'experts.

L'analyse de l'importance relative se base sur les résultats d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs, dans la mesure où ils sont applicables à un domaine de risque spécifique. Les résultats de l'analyse sont intégrés dans le développement de la stratégie commerciale, de l'appétence aux risques et des processus ICAAP/ILAAP.

Rapports sur les risques

La CGME a mis en place un tableau de bord trimestriel pour rendre compte des principaux indicateurs de risque. Le Risk Appetite Framework contient des déclarations et des chiffres clés qui sont adaptés aux risques essentiels et qui aident à surveiller le respect de l'appétence aux risques. Les risques ESG sont inclus dans le Risk Appetite Statement et s'inspirent de l'analyse de l'importance relative. La CGME a intégré les risques climatiques et environnementaux dans un Risk Appetite Statement qualitatif et a ajouté un indicateur pour représenter l'exposition de la CGME aux risques climatiques. Cet indicateur exprime le rapport entre l'exposition aux secteurs à risque climatique et le volume total de risque de crédit de la CGME. Les secteurs vulnérables au changement climatique sont ceux qui sont identifiés dans la heatmap développée par Citi. Cet outil permet d'approfondir la compréhension des secteurs et des domaines d'activité particulièrement vulnérables au sein de Citi.

En 2024, Citi a développé sa méthodologie de heatmap* des risques climatiques. Sur la base de l'exposition postérieure à la heatmap, les risques sont classés en périodes à court terme/à long terme et en domaines de risque systémiques**/idiosyncratiques***. À partir de 2023, cette procédure a été améliorée en classant les risques par secteur d'activité sous un des quatre scores de vulnérabilité : élevé, moyen, faible ou non évalué.

* La vulnérabilité aux facteurs de transition et aux canaux de transmission comprend désormais une évaluation de l'impact des efforts de décarbonisation sur le profil de la demande à long terme du produit final du secteur (y compris si un secteur peut s'attendre à une destruction de la demande, à une demande de remplacement ou à un impact limité sur la demande), ainsi qu'une évaluation des facteurs sous-jacents d'un point de vue technologique, politique et des parties prenantes.

** La transition vers une économie à faible intensité de carbone entraîne une destruction de la demande du produit clé du secteur, avec une demande difficile à remplacer.

*** La transition vers une économie à faible intensité de carbone entraîne une demande de remplacement du produit clé du secteur, ce qui nécessite des changements importants dans le modèle commercial/les produits du secteur.

En outre, plusieurs indicateurs existants pour le risque opérationnel, le risque stratégique, le risque de réputation et le risque de conformité ont été associés à des canaux de transmission pour les risques climatiques, conformément aux résultats de l'identification des risques. Comme de nouveaux indicateurs sont continuellement convenus, ils sont intégrés dans le processus de surveillance et de reporting.

Les indicateurs de risque ESG définis dans le Risk Appetite Statement, les nouveaux indicateurs introduits en cours d'année et les autres mises à jour importantes sont intégrés au moins une fois par trimestre dans le rapport mensuel sur les risques adressé au Directoire de la CGME, qui est coordonné par l'Enterprise Risk Management pour les différentes catégories de risques. Le même rapport est transmis trimestriellement au comité des risques du Conseil de surveillance (Supervisory Board Risk Committee).

6.3 Rapport sur les principaux aspects de durabilité

6.3.1 Questions environnementales

6.3.1.1 Adaptation au changement climatique et atténuation de celui-ci

Engagement net zéro

Le changement climatique est une priorité majeure chez Citi et la CGME, ainsi que chez de nombreux clients. L'objectif de Citi de financer et de promouvoir des activités qui accélèrent la transition vers une économie à faible émission de carbone constitue un élément clé de l'objectif global de Citi en matière de financement durable décrit ci-dessous et de l'engagement global de Citi de réduire à zéro les émissions nettes de gaz à effet de serre pour les financements de Citi d'ici 2050.

La CGME est consciente de la complexité des solutions à ces défis qui nécessitent une combinaison de conditions politiques et réglementaires efficaces, de gouvernance d'entreprise, d'engagement des parties prenantes et de mesures individuelles.

En tant que filiale de Citi, la CGME fait partie des engagements susmentionnés à l'échelle du groupe, même si aucun objectif propre n'a été fixé à la CGME ou à d'autres filiales individuelles de Citi pour qu'elles contribuent à ces engagements.

La stratégie ESG de la CGME est alignée sur les directives et initiatives de Citi, y compris l'engagement net zéro. Toutefois, Citi étant une entreprise intégrée au niveau mondial, cela est présenté au niveau de la société mère et non au niveau des entités juridiques.

Financement durable

Citi continue sur la voie de son objectif d'investir 1 billion de dollars US dans des financements durables d'ici 2030. Les transactions prises en compte dans l'objectif de 1 000 milliards de dollars répondent à des critères environnementaux tels que les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, les technologies propres et le transport durable, ou à des critères sociaux tels que le logement abordable, les soins de santé, l'inclusion économique et la sécurité alimentaire. Conformément au « Sustainable Finance Goal » de Citi, le secteur « Investment Banking » de la CGME peut effectuer des transactions qui s'inscrivent dans l'objectif de financement durable, y compris des obligations vertes, sociales et durables, des obligations liées à la durabilité et des transactions de fusions et acquisitions axées sur la durabilité.

Toutefois, Citi étant une entreprise intégrée au niveau mondial, cela est présenté au niveau de la société mère et non au niveau des entités juridiques.

Chiffres clés

Citi surveille et rapporte les indicateurs clés liés à ses objectifs, tels que son engagement net zéro et l'objectif de 1 000 milliards de dollars US de financements durables au niveau de la société mère. La stratégie et les performances de Citi en matière de climat sont influencées et alimentées par des informations quantitatives, notamment des indicateurs et des objectifs liés au climat. Au niveau mondial, Citi déclare les émissions financées et générées par les prêts aux entreprises et les activités sur les marchés des capitaux pour certains secteurs à forte intensité de carbone.

Conformément aux pratiques du secteur, les activités de trading des courtiers-négociants comme la CGME ne sont généralement pas soumises à la déclaration des émissions du scope 3, c'est-à-dire les émissions indirectes liées aux activités en amont et en aval. La raison en est qu'il n'existe pas à ce jour de méthode reconnue pour attribuer clairement les émissions de carbone aux activités sur le marché secondaire.

Concernant la CGME, les indicateurs suivants ont été établis afin de surveiller l'intensité en CO₂ des actifs hors portefeuille de négociation. Ces KPI ont été sélectionnés et calculés sur la base des recommandations des lignes directrices pour le reporting des informations non financières* et en accord avec la stratégie ESG de la CGME.

* Complément de reporting sur les informations climatiques (2019/C 209/01) qui est un complément aux lignes directrices de reporting non financières publiées par la Commission européenne en 2017 (C/2017 4234 final).

Montant ou pourcentage des actifs à forte émission de CO₂ :

Le montant ou le pourcentage des actifs liés aux émissions de carbone indique l'exposition aux secteurs qui contribuent fortement au changement climatique, conformément au règlement délégué (UE) 2020/1818. Pour les besoins des KPI de gestion, le volume des actifs à fortes émissions de CO₂ est calculé sur

- les opérations de financement sur titres*, qui constituent au 31 décembre 2024 le plus gros portefeuille au sein des créances sur les établissements de crédit et les clients de la CGME, et
* Y compris repos, reverse repos, etc.
- Instruments dérivés représentant 56 % des actifs financiers détenus à des fins de négociation au 31 décembre 2024 (2023 : 96 %).

KPI	Description	Unité	Opérations de financement sur titres		Instruments dérivés	
			2024	2023	2024	2023
Montant des actifs à forte émission de CO ₂	Volume de risque par rapport aux secteurs fortement contributeurs au changement climatique (NACE A-H, catégories L*) calculé sur la base des opérations de financement sur titres (portefeuille bancaire) et des produits dérivés (portefeuille de négociation)	millions d'EUR	–	–	243	565
Part des actifs avec des émissions de CO ₂ élevées dans la valeur actuelle du portefeuille		%	0	0	2	5

* Secteurs visés par le règlement délégué (UE) 2020/1818 de la Commission du 17 juillet 2020 complétant le règlement (UE) 2016/1011 en ce qui concerne les normes minimales relatives aux valeurs de référence de l'UE pour le changement climatique et aux valeurs de référence approuvées par Paris - Règlement sur les valeurs de référence pour la lutte contre le changement climatique - Considérant 6 : Les secteurs énumérés à l'annexe I, sections A à H, et section L, du règlement (CE) n° 1893/2006.

Volume de risque par secteur de la contrepartie concernée.

Le niveau de volume de risque par secteur de la contrepartie concerné fournit des informations sur les expositions au risque liées aux secteurs à forte et à faible intensité de carbone.

En 2024, Citi a développé sa méthodologie de heatmap* des risques climatiques. Sur la base de la vulnérabilité aux risques climatiques telle que définie par la heatmap, les risques sont répartis en périodes à court terme/long terme et secteurs de risques systémiques**/idiosyncratiques***

* La vulnérabilité aux facteurs de transition et aux canaux de transmission comprend désormais une évaluation de l'impact des efforts de décarbonisation sur le profil de la demande à long terme du produit final du secteur (y compris si un secteur peut s'attendre à une destruction de la demande, à une demande de remplacement ou à un impact limité sur la demande), ainsi qu'une évaluation des facteurs sous-jacents d'un point de vue technologique, politique et des parties prenantes.

** La transition vers une économie à faible intensité de carbone entraîne une destruction de la demande du produit clé du secteur, avec une demande difficile à remplacer.

*** La transition vers une économie à faible intensité de carbone entraîne une demande de remplacement du produit clé du secteur, ce qui nécessite des changements importants dans le modèle commercial/les produits du secteur.

Opérations de financement sur titres dans le portefeuille bancaire (valeur comptable brute) :

	Court terme (<5 ans)		Long terme (<5 ans)	
	Solde en millions d'EUR	%	Solde en millions d'EUR	%
Vulnérabilité aux risques climatiques	2024	2024	2024	2024
Systémique	–	0	–	0
Idiosyncratique	–	0	–	0
Autre	9 559	100	9 559	100
Total	9 559	100	9 559	100

Produits dérivés dans le portefeuille de négociation (valeur de marché) :

	Court terme (<5 ans)		Long terme (<5 ans)	
	Solde en millions d'EUR	%	Solde en millions d'EUR	%
Vulnérabilité aux risques climatiques	2024	2024	2024	2024
Systémique	–	0	1	0
Idiosyncratique	94	1	143	1
Autre	11 774	99	11 723	99
Total	11 868	100	11 868	100

Auparavant, les risques étaient classés en secteurs à impact élevé et modéré/modéré sur la base de leur vulnérabilité aux risques climatiques, conformément à la heatmap* de Citi. Ceux-ci ont été calculés à l'aide des instruments décrits ci-dessus pour le montant ou le pourcentage des actifs à fortes émissions de CO₂. Conformément aux données de l'exercice précédent, nous avons repris ces valeurs comparatives et n'avons pas mis à jour la heatmap actuelle, qui n'a été mise en place qu'en 2024.

* Secteurs à fort impact selon la heatmap 2023 de Citi : Pétrole et gaz, constructeurs automobiles et motocycles, Secteurs à impact modéré selon la heatmap 2023 : Chimie, immobilier commercial, immobilier résidentiel, fournisseurs multiples et fournisseurs d'électricité, produits agricoles, compagnies aériennes et voyagistes, sociétés financières liées à l'automobile, boissons, matériaux de construction et produits connexes, réassurance, métaux et mines, alimentation, papier, produits forestiers et emballages, transport maritime et logistique maritime hors offshore, négociants en matières premières.

Opérations de financement sur titres dans le portefeuille bancaire (valeur comptable brute) :

Vulnérabilité aux risques climatiques	Solde en millions d'EUR	%
	2023	2023
Élevée	–	0
Modérée	–	0
Autre	30 781	100
Total	30 781	100

Produits dérivés dans le portefeuille de négociation (valeur de marché) :

Vulnérabilité aux risques climatiques	Solde en MEUR	%
	2023	2023
Élevée	49	0
Modérée	455	4
Autre	11 982	96
Total	12 487	100

La stratégie ESG de la CGME vise à s'aligner sur les directives et initiatives de Citi, tout en respectant les exigences réglementaires européennes. La CGME est consciente du volume de risques dans les secteurs à forte vulnérabilité aux risques climatiques et s'efforce de surveiller l'évolution future de ce volume et de mettre en place des mesures appropriées de gestion des risques.

Risques de crédit avec indication des pays/régions présentant des risques physiques élevés :

	Unité	Opérations de financement sur titres		Produits dérivés	
		2024	2023	2024	2023
Volumes de risque dans les pays et secteurs sensibles aux risques climatiques - risques physiques	millions d'EUR	–	–	115	150
Volume de risque dans les pays et les secteurs sensibles au risque climatique - risque physique en pourcentage de la valeur totale du portefeuille	%	0	0	49	28

Les valeurs montrent la concentration des volumes de risque et des sûretés dans des pays et régions fortement exposés aux risques physiques. La CGME utilise un portail et une base de données dédiés, recommandés par les directives de l'Autorité bancaire européenne (ABE), définissant des zones géographiques exposées à des événements aigus et chroniques liés au changement climatique. Pour les publications 2024 et 2023, la CGME a utilisé les données de référence de la cartographie des risques physiques de Thinkhazard. Selon les données de référence, six pays relevant du domaine de compétence de la CGME sont particulièrement exposés aux risques climatiques physiques : Espagne, France, Italie, Grèce, Portugal et Roumanie. Ce classement correspond au niveau de 2023. Le volume de risque soumis à de tels risques physiques est ensuite analysé sur la base des lieux d'activité primaires des contreparties concernées. L'évaluation se fait par secteur et se concentre sur les secteurs économiques qui, comme définis ci-dessus, contribuent fortement au changement climatique (NACE A-I, L).

6.3.1.2 Énergie

Empreinte de CO2 opérationnelle et émissions de gaz à effet de serre

En tant que partie intégrante de Citi, la CGME travaille à atteindre l'objectif de réduction de l'empreinte CO2 de l'entreprise d'ici 2025, afin de parvenir à une réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'entreprise et de la consommation d'énergie, de la consommation d'eau, de la réduction et du détournement des déchets et de la planification durable des constructions.

Les émissions de Citi sont calculées conformément au « Greenhouse Gas Protocol Corporate Accounting and Reporting Standard » (refonte). Les limites de l'inventaire des gaz à effet de serre sont définies à l'aide de l'approche de contrôle opérationnelle (Operational Control Approach) et couvrent les émissions dont la CGME est responsable. Cela concerne les secteurs « Scope 1 » (émissions des bâtiments telles que consommation directe de gaz et de diesel ou émissions du parc automobile Citi), « Scope 2 » (émissions localisées des bâtiments telles que l'électricité, le chauffage urbain) et « Scope 3 » (déplacements professionnels (émissions provenant des voyages en avion et en train)).

La « Net Zero Operations Team » de Citi collecte en permanence des données opérationnelles, dont les principales preuves étant fournies par les fournisseurs et distributeurs d'énergie. Dans les cas où Citi paie des frais de service pour l'utilisation du site et où la consommation au prorata est inconnue, la consommation d'énergie au mètre carré est calculée par rapport au portefeuille global. La CGME calcule les émissions de gaz à effet de serre selon la méthode Citi. Un résumé des émissions de gaz à effet de serre de la CGME en 2024 est détaillé ci-dessous. En 2024, la CGME s'est concentrée sur le calcul des émissions propres à l'entreprise, y compris les émissions liées aux déplacements professionnels.

Émissions de gaz à effet de serre	Unité	2024	2023
Scope 1 - Direct	tCO ₂ e	23	30
Scope 2 - Indirect	tCO ₂ e	382	375
Scope 3 - Déplacements professionnels	tCO ₂ e	759	739
Total	tCO ₂ e	1 164	1 143

Pour l'exercice 2024, la CGME publie des informations sur ses émissions dues à l'activité pour tous les sites (scope 1 et 2) et pour les déplacements professionnels (scope 3). À partir du deuxième trimestre 2024, les restrictions sur les vols non essentiels ont été assouplies, ce qui contribue à une augmentation de 3 % des émissions de catégorie 6 du scope 3 par rapport à 2023.

La CGME cherche à réduire son empreinte opérationnelle en utilisant efficacement l'énergie et d'autres ressources, en achetant des énergies renouvelables et en louant des immeubles de bureaux certifiés. Citi et la CGME achètent 100 % (2023 : 100%) d'électricité renouvelable à des tarifs verts directement sur les sites situés en France, en Allemagne, au Royaume-Uni et en Italie (2023 : France, Allemagne, Royaume-Uni et Italie). Lorsque les propriétaires achètent de l'électricité dans des immeubles locatifs, ils achètent des certificats d'origine de l'UE pour la consommation correspondante. Plus de 50 % des sites CGME sont certifiés par le programme américain Green Building Council's Leadership in Energy and Environmental Design (LEED). Les émissions liées aux déplacements professionnels (scope 3, catégorie 6) comprennent les émissions provenant du transport du personnel pour les activités liées à l'entreprise dans des véhicules appartenant à des tiers ou exploités par des tiers, tels que les avions et les trains.

Principes de construction durable

Qu'il s'agisse d'une construction neuve ou de la modernisation de bâtiments existants, la CGME suit les principes définis par Citi qui privilégient l'efficacité et la durabilité afin de minimiser l'impact environnemental des sites mondiaux. Étant donné que les entreprises de Citi et de la CGME sont principalement composées d'immeubles, Citi a élaboré et testé des exigences pour les nouveaux bâtiments et les bâtiments nouvellement loués (par Citi et ses filiales, y compris la CGME) pour garantir ses engagements Net Zero dans le monde entier, de sorte qu'ils soient neutres en carbone d'ici 2030. Ces exigences concernent à la fois les émissions de carbone opérationnelles et celles liées au bâtiment (« embodied carbon emissions »), y compris l'approvisionnement en énergie, l'intégration avec le fournisseur et la consommation de matériaux.

Options de voyage efficaces

Depuis quelques années déjà, Citi encourage son personnel à recourir autant que possible aux technologies de la vidéo et de la webconférence plutôt qu'à voyager. Lorsque la pandémie a éclaté, Citi a rapidement converti l'ensemble de l'entreprise à utiliser ces plateformes pour les échanges commerciaux quotidiens. De nombreux sites de la CGME sont situés en centre-ville et sont bien desservis par les transports en commun, ce qui permet au personnel d'avoir moins souvent besoin de prendre leur voiture.

6.3.2 Questions sociales

6.3.2.1 Effectifs propres

CGME et Citi estiment que leur personnel a droit à un environnement de travail sûr et sain, où les talents et le mérite sont reconnus, les différents parcours et expériences sont valorisés, la vie privée est respectée et les personnes sont aidées à concilier vie professionnelle et vie privée.

La CGME tient à avoir un personnel avec un large éventail d'expériences et de perspectives, car cela enrichit les connaissances, l'expertise et l'utilisation efficace des compétences. Comme la loi l'exige, la direction continue à viser un objectif d'au moins 30 % de femmes au sein du Conseil de surveillance et du Directoire. Conformément à la même exigence légale, un objectif minimal uniforme de 30 % a été établi pour les premier et deuxième niveaux de cadres en dessous du Directoire. La part de femmes parmi le Directoire, les directeurs et les directeurs généraux à la fin de l'exercice 2024 est présentée dans le tableau ci-dessous.

Composition du Directoire, y compris les directeurs généraux et directeurs au 31 décembre 2024 :

Description	Unité	2024
Part de femmes dans le Directoire de CGME	%	50
Part de femmes dans le Conseil de surveillance de CGME	%	40
Part de femmes parmi les directeurs généraux et directeurs	%	20

6.3.2.1.1 Conditions de travail

Gestion des talents et promotion

Avec Citi, la CGME a défini quatre principes qui guident notre approche en matière de gestion des talents et de promotion :

1. Des équipes composées de talents exceptionnels issus d'horizons professionnels divers nous permettent de fournir un service d'excellence à nos clients et à leur communauté dans le monde entier. Nous sommes conscients de l'importance d'un effectif aux parcours, expériences et perspectives multiples, car il contribue largement à la qualité de nos prestations. La diversité a toujours été l'une de nos priorités en raison de notre orientation internationale et nous continuons à promouvoir une structure de personnel diversifiée et composée. Ce n'est qu'en attirant les meilleurs talents à travailler chez Citi que nous pourrions assurer notre performance à long terme.
2. Nos initiatives de talent et de promotion créent un environnement de travail dans lequel les collègues aux profils différents se sentent valorisés et peuvent s'épanouir. Citi est une institution performante qui attire, encourage et retient des professionnels qualifiés. Nous sommes résolument engagés en faveur d'une culture d'inclusion dans laquelle tout le personnel peut développer pleinement son potentiel. En tant qu'entreprise de services, il est essentiel pour notre réussite d'attirer les meilleurs talents et de leur offrir les conditions nécessaires à une carrière réussie chez Citi.
3. Nous apprécions la diversité des origines culturelles et des modes de vie de notre personnel. L'un de nos principes de gouvernance souligne explicitement que les différentes perspectives doivent être reconnues et utilisées pour dépasser les attentes de nos parties prenantes. Dans cet esprit, il y a de nombreuses occasions pour mieux connaître les attitudes culturelles et les traditions de nos collègues dans le monde entier, y compris sur les sites européens, ainsi que de nos clients et partenaires. Nos réseaux de collaborateurs sont ouverts à tous les collègues, quels que soient leur origine ou leur parcours, et encouragent la participation active.
4. Nous respectons la législation sur tous les sites où nous opérons. Même si nous agissons de la manière la plus uniforme possible au niveau mondial, le respect des règles locales peut nécessiter des procédures différentes. Pour nous, le respect de la loi implique également de garantir l'égalité des chances d'embauche. Aucune forme de discrimination ou de harcèlement n'est tolérée.

Formation

Citi et la CGME sont soucieuses d'offrir à leurs salariés les formations dont ils ont besoin pour évoluer dans leur carrière. Grâce à des conseils et à une planification individuelle de la formation, le personnel a la possibilité de trouver les programmes les mieux adaptés à ses besoins et à ses objectifs.

Citi propose des formations pour aider son personnel dans son développement professionnel, notamment par le biais de programmes ciblés dans les domaines du développement de leadership, du leadership individuel, des compétences professionnelles et des compétences techniques.

Citi et la CGME misent sur l'évolution interne de leurs effectifs et ont pour objectif de privilégier les postes ouverts avec des candidats de leur propre entreprise. Le réseau Citi Alumni permet également d'entretenir des contacts avec d'anciens collègues et de récupérer d'anciens employés de manière ciblée afin de renforcer le développement de carrière et les perspectives de croissance à long terme de l'effectif.

De plus, des programmes de formation, de développement et de structure sont continuellement développés afin de former les salariés de manière ciblée sur les thèmes liés au climat et de les préparer à l'évolution des exigences et des attentes des clients.

Citi propose des formations sur le climat via le « Citi Sustainability Learning Center ». La plateforme est accessible à tout le personnel, y compris celui de la CGME et permet d'accéder à des cours d'initiation et de perfectionnement sur toute une gamme de sujets pertinents. Comme les besoins en formation varient selon les secteurs, les salariés sont accompagnés de manière ciblée à travers des parcours d'apprentissage accessibles afin de développer leur expertise dans des domaines tels que le risque climatique, l'énergie, le financement durable et la gestion des risques environnementaux et sociaux. Les contenus sont régulièrement mis à jour afin de refléter l'évolution du marché, les tendances sectorielles et les bonnes pratiques.

Rémunération

Pour Citi, la rémunération du personnel est un outil essentiel pour attirer et fidéliser les talents de haut niveau et mener à bien nos objectifs d'entreprise. La philosophie de rémunération de la CGME correspond à la philosophie de rémunération de Citi. Avec ses politiques et pratiques en matière de rémunération, Citi entend mettre en œuvre une philosophie et un cadre globalement uniformes. Les politiques de rémunération de Citi sont non discriminatoires et neutres en termes de genre, et Citi a l'intention d'appliquer toutes ses politiques et pratiques de rémunération de manière non discriminatoire. La philosophie de rémunération de Citi (ou de la CGME) est étroitement liée à l'intégration continue d'une culture d'entreprise adaptée, entre autres par la mission Citi et la promesse de valeurs ainsi que les principes de direction de Citi. La mission Citi, la promesse de valeurs et les principes de gouvernance définissent la stratégie et les objectifs commerciaux de Citi et sont intégrés aux programmes de récompense et d'évaluation des performances de Citi.

Les décisions en matière de rémunération reposent sur l'analyse des évaluations annuelles de l'équité salariale mondiale. La revue annuelle des données de marché est basée sur des rôles Citi classés en fonction des fonctions et des familles d'emploi, avec des codes d'emploi et des niveaux de carrière. Les données de marché sont neutres en termes de genre et sont évaluées par nivellement des rôles. L'engagement de Citi en faveur de la transparence en matière d'équité salariale et de réduction des écarts de rémunération brute renforce également son approche d'intégration des facteurs ESG dans la politique de ressources humaines. Les budgets annuels des salaires et des incitations sont neutres en termes de genre. Les provisions pour les augmentations de salaire sont basées sur le même pourcentage dans chaque site et s'appliquent indépendamment du sexe.

6.3.2.1.2 Autres droits liés au travail

Bien-être au travail

En plus de prévenir et d'atténuer les effets négatifs liés aux conditions de travail, la stratégie des ressources humaines de Citi se concentre également sur la création de programmes qui favorisent à la fois l'avancement professionnel et le bien-être du personnel et de sa famille. Par le biais de divers programmes de performance et d'initiatives, Citi s'efforce d'établir une culture du bien-être qui renforce la santé physique, mentale, sociale et financière de son effectif, lui offrant ainsi le meilleur soutien possible dans sa vie professionnelle et personnelle.

En outre, Citi a adapté et fait évoluer l'environnement travail au sein de l'entreprise grâce à un modèle de travail flexible et hybride, afin de permettre aux collègues partout dans le monde de concilier au mieux le travail et la vie privée tout en tirant parti des avantages du partage des connaissances. De plus, Citi a adapté et fait évoluer l'environnement de travail au sein de l'entreprise grâce à un modèle de travail hybride et flexible, afin de permettre aux collègues, où qu'ils soient dans le monde, de concilier au mieux travail et vie privée, tout en profitant des avantages de la collaboration.

La CGME adhère à tout ce qui précède, ainsi qu'au programme « Live Well », qui vise à favoriser le bien-être physique et mental du personnel de Citi par la promotion d'une culture de la santé, la transmission de connaissances sur l'alimentation saine et l'activité physique, la prévention, la vie sans tabac, ainsi que la santé mentale et l'équilibre.

6.3.2.2 Consommateurs et utilisateurs finaux (y compris les communautés locales)

6.3.2.2.1 Impact en matière d'information pour les consommateurs et/ou les utilisateurs finaux (y compris les communautés locales)

Innovation et numérisation

Dans le cadre de la transformation de Citi, Citi et CGME travaillent à moderniser et simplifier l'organisation afin de pouvoir mieux gérer les risques, améliorer notre service pour les clients et faire de la CGME un lieu de travail plus agréable. En modernisant notre infrastructure de données et nos opérations et en développant notre culture, nous renforçons notre sécurité et notre solidité et améliorons nos compétences à l'ère du numérique.

Citi et la CGME surveillent en permanence la conversion à la transmission et à l'architecture numériques par nos clients, les intermédiaires des marchés financiers, les banques centrales et le secteur de la fin tech.

Sécurité numérique

Garantir la protection des données et la sécurité des données financières est une tâche essentielle du secteur financier. Avec la croissance continue du Mobile Banking et du stockage dans le cloud, ainsi que la dépendance croissante des opérations de la CGME à la technologie et à Internet, la question de la sécurité des données prend de plus en plus d'importance.

Dans un monde où les menaces de cybersécurité sont de plus en plus nombreuses, les technologies de pointe et la formation continue du personnel sont indispensables. La CGME s'efforce fortement de protéger les données contre les menaces et les technologies de cybersécurité émergentes et en constante évolution, ainsi que contre les incidents de sécurité réels qui menacent les données à caractère personnel des clients.

Citi applique une politique de cybersécurité (« Cyber & Information Security Policy ») qui est régulièrement vérifiée et mise à jour si nécessaire.

Le programme de cybersécurité et de sécurité des données de Citi fixe les exigences selon lesquelles Citi, ses filiales, ses sociétés affiliées et les tiers protègent la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données et des actifs informatiques. La protection des données est essentielle pour permettre à Citi de remplir ses obligations envers ses clients, partenaires et salariés, de se conformer aux lois, réglementations et obligations de diligence raisonnable applicables en matière de cybersécurité et de sécurité des données, et de respecter les exigences des organismes de réglementation et autres autorités.

Respect des droits de l'homme

Citi et la CGME s'engagent dans la défense et le respect des droits de l'homme dans le monde entier en s'inspirant des principes fondamentaux des droits de l'homme énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies (ONU Universal Declaration of Human Rights), la Déclaration de l'Organisation internationale du travail (OIT) relative aux principes et droits fondamentaux au travail (OIT) et les Principes directeurs des Nations unies pour les entreprises et les droits de l'homme (ONU Guiding Principles on Business and Human Rights). Notre engagement en faveur de pratiques commerciales équitables, éthiques et responsables dans les relations avec les salariés, les clients, les fournisseurs et les communautés du monde entier se reflète dans nos principes et notre code de conduite.

Nos décisions commerciales en matière de droits de l'homme sont guidées par les directives, normes et procédures de vigilance (intégrant CGME) de Citi.

En outre, Citi's « Environmental and Social Policy Framework » (cadre de politique environnementale et sociale) définit une procédure (comprenant CGME) permettant de vérifier les risques sociaux liés aux transactions et contient certaines interdictions et domaines dans lesquels une prudence particulière s'impose.

Engagement social

Collaborateurs dans leurs communautés

Les collaborateurs de CGME continuent à soutenir leurs communautés locales. Les collègues de Citi mettent volontairement leur temps, leur talent et leur expertise à disposition pour provoquer un changement social positif. L'une des initiatives les plus importantes est le Global Community Day, la campagne annuelle de volontariat de Citi, qui réunit la CGME et des collaborateurs du monde entier, dont l'Europe, pour soutenir les communautés locales.

Citi-Foundation

La Citi Foundation (dont fait partie la CGME en tant que filiale), organisée dans le monde entier par Citi, s'engage à améliorer les conditions de vie des communautés à faible revenu à travers le monde (dont l'Europe). En 2024, la Citi Foundation a dévoilé les 50 organisations communautaires à travers le monde qui recevraient chacune 500 000 dollars US de financement dans le cadre du Global Innovation Challenge 2024.

6.3.3 Questions de gouvernance

6.3.3.1 Culture d'entreprise

Citi et CGME ont mis en place des programmes et des directives visant à promouvoir une culture de l'éthique, de la confiance et de la responsabilité, qui s'inscrivent dans la mission de l'entreprise de faciliter la croissance et le progrès économique.

Citi et CGME cultivent une culture d'entreprise forte à travers leurs principes de gouvernance :

- Assumer des responsabilités signifie motiver les collègues à se fixer des objectifs élevés et à relever ce défi, à aborder le changement avec optimisme, à faire preuve de curiosité et de résilience, à parler avec franchise, à tirer des enseignements de l'expérience et à contribuer aux décisions prises à l'échelle du groupe et à les respecter.
- Produire des résultats avec fierté signifie viser l'excellence dans tous les domaines d'activité de Citi, simplifier, standardiser et clarifier le travail de Citi, rendre Citi et d'autres responsables de la gestion des risques, s'attaquer aux causes des problèmes et être fier de faire ce qui est juste.

- Réussir ensemble signifie apprécier les différentes perspectives et en tirer des leçons, faire tomber les barrières, mesurer la performance du point de vue des parties prenantes, investir dans toutes sortes de collègues et faire preuve d'empathie envers les collègues, les clients et les communautés de Citi.

L'éthique et les bonnes pratiques commerciales font partie des priorités de Citi et de ses parties prenantes. La gouvernance d'entreprise de Citi joue un rôle important dans la promotion et l'entretien de la culture d'entreprise de l'entreprise, et le « Compensation, Performance Management and Culture Committee of the Board of Directors » (Comité de la rémunération, de la gestion de la performance et de la culture d'entreprise du Directoire) supervise de nombreux aspects de la culture d'entreprise de Citi, y compris les efforts de la direction pour promouvoir et soutenir la culture désirée et promouvoir la prise de décision éthique au sein de l'organisation de l'entreprise. La « Global Conduct Risk Management Policy » décrit l'approche de Citi ainsi que les rôles et responsabilités en matière de gestion des risques.

Chez Citi, le feed-back continu est activement encouragé. Citi évalue sa culture éthique à l'aide de l'indice annuel d'éthique intégré dans l'enquête annuelle « Voice of the Employee » (VOE). Cette enquête permet de recueillir des informations précieuses auprès du personnel sur des sujets importants. Citi a développé une série de directives et de formations et attend beaucoup de ses managers et dirigeants afin de créer un environnement de travail sûr, exempt de discrimination, de harcèlement et de représailles.

Citi s'efforce de créer un environnement dans lequel tout le personnel est protégé et a la possibilité de faire ce qu'il faut et d'utiliser les canaux prévus pour l'escalade des plaintes. Tous les contacts avec l'Ethics Office et les enquêtes correspondantes seront traités de la manière la plus confidentielle possible, dans la mesure où cela est compatible avec une enquête appropriée et conforme aux lois et réglementations locales applicables. Les réclamations adressées au Ethics Office peuvent être soumises de manière anonyme via la hotline Citi Ethics. Dans le cadre de tout examen, Citi respecte les droits de toutes les parties concernées, tels que prévus par les dispositions légales applicables.

Citi encourage son personnel à s'exprimer et interdit toute forme de représailles contre les lanceurs d'alerte qui expriment de bonne foi des préoccupations ou des questions d'éthique, de discrimination ou de harcèlement, ou qui signalent des violations présumées d'autres lois, règlements ou directives applicables ou qui participent à une enquête ultérieure sur ces préoccupations. Citi a mis en place la Politique mondiale contre la discrimination et le harcèlement (Global Anti-Discrimination and Harassment Policy) afin de protéger les lanceurs d'alerte et d'encourager les membres du personnel à signaler les abus.

Ces processus sont mis en œuvre au niveau mondial pour Citi et toutes ses filiales, y compris la CGME.

6.3.3.2 Lutte contre la corruption et le trafic d'influence

Citi s'engage à mener ses activités selon les normes éthiques les plus élevées et en conformité avec les lois et règlements applicables en matière de lutte contre la corruption et le trafic d'influence. Le programme Anti-Bribery and Corruption (AB&C) de Citi répond à la mission de Citi de proposer des services financiers responsables qui permettent la croissance et le progrès en favorisant un comportement transparent, prudent, digne de confiance et responsable. Dans le cadre de son programme AB&C, Citi a mis en place des directives, normes, procédures et contrôles internes écrits conformes au dispositif de gestion des risques de conformité de Citi et conçus pour se conformer à la législation anti-corruption applicable.

La CGME soutient la mission de Citi de fournir des services financiers responsables permettant la croissance et le progrès tout en respectant les normes éthiques les plus élevées.

Citi a mis en place un certain nombre de programmes et de formations au niveau mondial pour lutter contre la criminalité financière, en coordination avec le service de conformité de la CGME, ainsi qu'avec les unités commerciales et d'autres fonctions :

- Le « Global Sanctions Program » (programme mondial de sanctions) surveille et encourage la sensibilisation aux lois et réglementations applicables en matière de sanctions, évalue le risque de sanctions, surveille la qualité des processus de contrôle des sanctions et fixe des directives, normes et procédures mondiales pour identifier, mesurer, surveiller et gérer le risque de sanctions.
- Le programme mondial de lutte contre le blanchiment d'argent (« Global Anti Money Laundering » - « AML ») a été conçu pour protéger nos clients et notre entreprise des risques liés au blanchiment d'argent, au financement du terrorisme et à d'autres crimes financiers.
- Les principaux éléments du programme de la CGME réalisés au cours des trois phases du cycle de contrôle AML sont les suivants :
 - o Prévention
Mise en place et respect d'un programme solide de Know Your Customer (KYC) axé sur l'élaboration et la gestion de normes/directives uniformes au niveau mondial, l'évaluation des risques des clients, l'inclusion et l'entretien des données clients dans un annuaire à l'échelle de l'entreprise.
 - o Détection
Surveillance globale des transactions pour identifier des transactions ou des schémas d'activité inhabituels ou suspects et études LAM robustes à l'échelle mondiale pour fournir des vérifications globales aux clients nouveaux et existants dans différents domaines d'activité et régions.
 - o Reporting
Création, suivi et archivage actifs des rapports d'activités suspectes (Suspicious Activity Reports, SAR) et des rapports de transactions suspectes (Suspicious Transaction Reports, STR).

Ces programmes viennent soutenir les efforts de Citi et de la CGME pour bâtir une entreprise prospère et respectée, capable d'obtenir les meilleurs résultats possibles pour ses clients et ses communautés, tout en gérant et en contrôlant les risques liés à la criminalité financière.

6.4 Règlement UE-sur la taxonomie

Introduction

Conformément à l'article 8 de la taxonomie de l'UE*, les entreprises qui sont tenues de publier des informations non financières en vertu de l'article 19 bis ou 29 bis de la directive sur le bilan de l'UE (directive 2013/34/UE) doivent indiquer dans leurs rapports sur la durabilité dans quelle mesure leurs activités sont liées à des activités économiques considérées comme « écologiquement durables** » au sens de la taxonomie de l'UE.

* Le règlement (UE) 2020/852 (taxonomie de l'UE) est un cadre juridique. Les obligations de déclaration dans le cadre du règlement européen sur la taxation et de ses actes délégués définissent les principales obligations de déclaration qui seront progressivement mises en œuvre depuis 2022.

** Les exigences détaillées relatives au contenu et à la présentation de ces informations prescrites par la taxonomie UE sont définies dans le règlement délégué (UE) 2021/2178 de la Commission (l'acte délégué de publication ou DDA).

L'article 9 du règlement sur la taxonomie définit six objectifs environnementaux déterminants pour la classification des activités économiques :

- Protection du climat
- Adaptation au changement climatique
- Utilisation durable et protection des ressources hydriques et marines
- Transition vers l'économie circulaire
- Prévention et réduction de la pollution
- Protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes

Cette publicité exige la déclaration d'activités économiques à la fois éligibles et conformes à la taxonomie. Pour chacun des objectifs environnementaux susmentionnés, la taxonomie de l'UE définit la liste des activités économiques éligibles.

Une activité éligible à la taxonomie* devient alors conforme à la taxonomie et écologiquement durable dans les cas suivants :

* Une activité décrite dans le règlement délégué sur le climat et le règlement délégué sur l'environnement, que cette activité économique réponde ou non à l'un ou à l'ensemble des critères techniques d'évaluation définis dans ces actes délégués.

1. elle contribue de manière significative à un ou plusieurs des six objectifs environnementaux ;
2. l'activité économique ne nuit pas de manière significative à l'un des autres objectifs environnementaux* ;

* En adaptant les critères d'évaluation techniques concernés (Technical Screening Criteria, TSC)

- 3. l'activité économique est menée conformément aux mesures minimales de protection* en matière de droits de l'homme et de comportement d'entreprise ; et
- 4. l'activité économique répond aux critères techniques d'évaluation* (TSC) applicables.

* Les exigences minimales de protection sont conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, comme l'indique l'article 18 du règlement européen sur la taxonomie.

* Les STB, qui complètent le règlement UE sur la taxonomie, ont été établies dans le cadre des règlements délégués (UE) 2021/2139 (acte délégué sur la protection du climat) et 2023/2486 (acte délégué sur la protection de l'environnement) de la Commission.

Les informations relatives à la taxonomie de l'UE ont été élaborées en toute bonne foi sur la base d'informations fournies par des tiers et complétées par des informations d'entreprises et des rapports financiers publiés par des contreparties.

La CGME a présenté les publications sur la taxonomie européenne conformément à sa compréhension du règlement Taxonomie et de ses actes d'exécution. Compte tenu de l'évolution des exigences en matière de rapports et des lignes directrices de l'UE en matière de taxonomie, la CGME continuera à vérifier cette publication dans les périodes à venir.

Base de création

La CGME est réglementée par la loi en tant qu'établissement de crédit*. Aux fins du reporting prévu à l'article 8 de la taxonomie de l'UE, CGME a été classée en tant qu'établissement de crédit et ses activités sont déclarées au moyen d'indicateurs de performance (KPI) applicables aux établissements financiers classés comme tels.

* En référence à l'article 4, paragraphe 1,(1), du règlement européen sur les fonds propres (575/2013/UE) (CRR).

Aperçu des résultats

Le tableau suivant est un résumé des KPI de la CGME qui doivent être communiqués par les établissements de crédit dans le cadre de la taxonomie européenne.

0. Aperçu des KPI à publier par les établissements de crédit conformément à l'article 8 du règlement sur la taxonomie

31 December 2024								
		Total environmentally sustainable assets – Turnover (Mn EUR)	Turnover KPIs	Total environmentally sustainable assets – CapEx (Mn EUR)	CapEx - KPIs	% coverage (over total assets)	% of assets excluded from the numerator of the GAR*	% of assets excluded from the numerator of the GAR**
Main KPI	GAR stock	36	0.18%	40	0.20%	49%	44%	51%
Additional KPIs	GAR (flow)	–	– %	–	– %	– %	– %	– %
	Trading book							
	Financial guarantees	–	– %	–	– %			
	Assets under management	–	– %	–	– %			
	Fees and commissions income							

31 December 2023								
		Total environmentally sustainable assets – Turnover (Mn EUR)	Turnover KPIs	Total environmentally sustainable assets – CapEx (Mn EUR)	CapEx - KPIs	% coverage (over total assets)	% of assets excluded from the numerator of the GAR*	% of assets excluded from the numerator of the GAR**
Main KPI	GAR stock	–	– %	–	– %	74%	45%	26%
Additional KPIs	GAR (flow)	–	– %	–	– %	– %	– %	– %
	Trading book							
	Financial guarantees	–	– %	–	– %			
	Assets under management	–	– %	–	– %			
	Fees and commissions income							

* Article 7 (2) et (3) et annexe V, point 1.1.2.
** Article 7(1) et annexe V, section 1.2.4.

Informations qualitatives

- i. L'indicateur de performance le plus important pour la CGME en tant qu'établissement de crédit pour les risques figurant au bilan est le Green Asset Ratio (GAR). Le GAR indique la part des actifs de l'établissement de crédit qui sont investis et donc financés dans des activités économiques conformes à la taxonomie, par rapport au total des actifs.
- Le total des actifs (le dénominateur GAR) exclut les expositions aux gouvernements centraux, aux banques centrales et aux émetteurs supranationaux, ainsi que le portefeuille de négociation.
- Le montant des actifs inclus dans le compteur du GAR comprend : Prêts et avances, titres de créance, instruments de capitaux propres liés à des contreparties de NFRD/CSRD, ainsi que les positions à risque sur les ménages et les garanties immobilières récupérées. Les instruments dérivés et les positions à risque sur des entités qui ne sont pas tenues de publier des informations non financières en vertu des articles 19 bis ou 29 bis de la directive 2013/34/UE doivent être exclus du numérateur des principaux indicateurs de performance des entités financières.
- Pour la CGME, le GAR calculé sur la base du chiffre d'affaires est de 0,18 % (2023 : 0,0 %) et calculé sur base des charges en capital de 0,2 % (2023 : 0,0 %) pour l'exercice clos le 31 décembre 2024. Cette hausse reflète l'augmentation des informations fournies par les contreparties sous-jacentes qui commencent à déclarer conformément à la taxonomie de l'UE. En raison de la structure du portefeuille de la CGME et de la disponibilité limitée des données, le moteur de l'harmonisation est le financement général des opérations non financières.

- ii. La CGME n'a qu'une exposition minimale aux risques spécifiques des entreprises et des ménages. Par conséquent, les expositions déclarées comme éligibles et/ou conformes à l'un des objectifs de durabilité pertinents n'ont été déterminées que sur la base des KPI déclarés par les contreparties.
- iii. Les flux entrants de GAR mesurent la proportion de nouveaux actifs conformes à la taxonomie au cours de la période par rapport au total des nouveaux actifs. La valeur comptable brute des nouveaux contrats générés au cours de la période est incluse dans les « flux entrants » pour les prêts et les crédits, à l'exclusion des remboursements et des réductions. Pour les titres, le « flux entrant » comprend les instruments de dette et de capitaux propres acquis au cours de la période de référence. Les types d'actifs tels que les produits dérivés, les prêts interbancaires à la demande, les espèces et quasi-espèces et les autres catégories d'actifs sont exclus du dénominateur des flux entrants. Le flux entrant de GAR est nul, car les produits à court terme (comme les opérations de financement sur titres) ne sont pas inclus dans le numérateur du flux, car ils peuvent ne pas fournir une base fiable pour l'évaluation de la durabilité à long terme, ce qui entraîne une inflation artificielle du calcul des KPI.
- iv. Les obligations de publication imposées aux établissements de crédit suivent une approche progressive. Pour le rapport de l'exercice 2024, les établissements de crédit sont exemptés de la publication de la conformité de leurs activités aux objectifs environnementaux non liés au climat dans les modèles 1 à 5, ainsi que du report des modèles supplémentaires 6 (frais et commissions) et 7 (portefeuille de négociation), qui s'appliquent à la publication à partir de l'exercice 2025.
- v. Le reporting concernant les garanties financières comprend les lettres de crédit stand-by financières. Ces risques sont évalués en termes d'éligibilité et de conformité à la taxonomie sur la base des KPI des contreparties sous-jacentes, en appliquant la même procédure que celle décrite ci-dessus pour les GAR. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, la CGME n'a pas de garanties financières à déclarer.
- vi. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, la CGME n'a pas d'actifs gérés à déclarer.
- vii. Dans le cadre des processus de gouvernance de la CGME, le Directoire surveille en permanence certains indicateurs de performance ESG clés, dont le GAR. La CGME travaille également avec des clients en tant qu'agent structurant pour les cadres de financement verts et intègre la taxonomie européenne dans la conception de ces produits lorsque cela est nécessaire.

Au fur et à mesure que la taxonomie de l'UE évolue et que les données de la taxonomie deviennent disponibles, la CGME sera probablement en mesure d'améliorer encore l'exhaustivité du reporting et pourra envisager d'utiliser la taxonomie dans des domaines autres que le reporting.

1. Actifs pour le calcul du GAR - Chiffre d'affaires

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	z	aa	ab	ac	ad	ae	af												
Million EUR		Total (gross) carrying amount	As of 31 December 2024																																									
			Climate Change Mitigation (CCM)					Climate Change Adaptation (CCA)					Water and marine resources (WTR)					Circular economy (CE)					Pollution (PPC)					Biodiversity and Ecosystems (BIO)					TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)											
			Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)											
			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)					Of which environmental ty sustainable (Taxonomy-aligned)					Of which environ mentally sustainable (Taxonomy-aligned)					Of which environ mentally sustainable (Taxonomy-aligned)					Of which environ mentally sustainable (Taxonomy-aligned)					Of which environ mentally sustainable (Taxonomy-aligned)					Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)											
Of which Use of Proceeds					Of which transitional					Of which enabling					Of which Use of Proceeds					Of which transitional					Of which enabling					Of which Use of Proceeds					Of which transitional					Of which enabling				
	<u>GAR - Covered assets in both numerator and denominator</u>																																											
1	Loans and advances, debt securities and equity Instruments not HIT eligible for GAR calculation	2.164	629	36	—	1	3	64	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	693	36	—	1	3											
2	Financial undertakings	2.164	629	36	—	1	3	64	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	693	36	—	1	3											
3	Credit institutions	37	10	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	1	—	—	—												
4	Loans and advances	37	10	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	1	—	—	—												
5	Debt securities, including UoP	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—												
6	Equity Instruments	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—												
7	Other financial corporations	2.127	619	35	—	1	3	64	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	683	36	—	1	3												
8	of which Investment firms	2.070	619	35	—	1	3	64	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	683	35	—	1	3												
9	Loans and advances	2.070	619	35	—	1	3	64	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	683	35	—	1	3												
10	Debt securities, including UoP	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—												
11	Equity Instruments	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—												
12	of which management Companies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—												
13	Loans and advances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—												
14	Debt securities, including UoP	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—												
15	Equity Instruments	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—												
16	of which Insurance undertakings	52	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—												
17	Loans and advances	52	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—												
18	Debt securities, including UoP	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—												
19	Equity Instruments	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—												
20	Non-financial undertakings	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—												
21	Loans and advances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—												
22	Debt securities, including UoP	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—												

[illegible]

[illegible]

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	z	aa	ab	ac	ad	ae	af														
		As of 31 December 2023																																												
Million EUR	Total [gross] carrying amount	Climate Change Mitigation (CCM)			Climate Change Adaptation (CCA)			Water and marine resources (WTR)			Circular economy (CE)			Pollution (PPC)			Biodiversity and Ecosystems (BIO)			TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)																										
		Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)																										
		Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)			Of which environmentally ty sustainable (Taxonomy-aligned)			Of which environ mentally sustainable (Taxonomy-aligned)			Of which environ mentally sustainable (Taxonomy-aligned)			Of which environ mentally sustainable (Taxonomy-aligned)			Of which environ mentally sustainable (Taxonomy-aligned)			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)																										
		Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling																	
24	Households	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—							—	—	—	—							—	—	—	—	—	—													
25	of which loans collateralised by residential immovable property	—																																												
26	of which building renovation loans	—																																												
27	of which motor vehicle loans	—																																												
28	Local governments financing	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—														
29	Housing financing	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—														
30	Other local government financing	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—														
31	Collateral obtained by taking possession: residential and commercial immovable properties	—																																												
32	Assets excluded from the numerator for GAR calculation (covered in the denominator)	24,647	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—														
33	Financial and Non-financial undertakings	22,988																																												
34	SMEs and NFCs (other than SMEs) not subject to NFRD disclosure obligations*	9,577																																												
35	Loans and advances	9,577																																												
36	of which loans collateralised by commercial immovable property	—																																												

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	y	z	aa	ab	ac	ad	ae	af
		As of 31 December 2023																															
Million EUR	Total [gross] carrying amount	Climate Change Mitigation (CCM)			Climate Change Adaptation (CCA)			Water and marine resources (WTR)			Circular economy (CE)			Pollution (PPC)			Biodiversity and Ecosystems (BIO)			TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)													
		Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)													
		Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)													
		Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling		
37	of which building renovation loans	—																															
38	Debt securities	—																															
39	Equity instruments	—																															
40	Non-EU country counterparties not subject to NFRD disclosure obligations	13,411																															
41	Loans and advances	13,411																															
42	Debt securities	—																															
43	Equity instruments	—																															
44	Derivatives	—																															
45	On demand interbank loans	652																															
46	Cash and cash-related assets	—																															
47	Other categories of assets (e.g.,	1,006																															

	Goodwill, commodities etc.)																												
48	Total GAR assets	40,684	1,208	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,208	—	—	—	—
49	Assets not covered for GAR calculation	14,419																											
50	Central governments and Supranational issuers	48																											
51	Central banks exposure	1,411																											
52	Trading book	12,959																											
53	Total assets	55,102	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Off-balance sheet exposures – Undertakings subject to NFRD disclosure obligations																													
54	Financial guarantees	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
55	Assets under management	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
56	Of which debt securities																							—	—	—	—	—	
57	Of which equity instruments																							—	—	—	—	—	

1. Actifs pour le calcul du GAR - CAPEX

[illegible]

	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	z	aa	ab	ac	ad	ae	af
Million EUR	As of 31 December 2024																														

		Total [gross] carrying amount	Climate Change Mitigation (CCM)					Climate Change Adaptation (CCA)				Water and marine resources (WTR)			Circular economy (CE)				Pollution (PPC)				Biodiversity and Ecosystems (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)				
			Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)				
			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)					Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)				Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)				Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)				Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)								
			Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling		Of which Use of Proceeds	Of which enabling		Of which Use of Proceeds	Of which enabling		Of which Use of Proceeds	Of which enabling		Of which Use of Proceeds	Of which enabling		Of which Use of Proceeds	Of which enabling		Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling							
24	Households	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—							
25	of which loans collateralised by residential immovable property	—																				—	—	—							
26	of which building renovation loans	—																				—	—	—							
27	of which motor vehicle loans	—																				—	—	—							
28	Local governments financing	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—							
29	Housing financing	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—							
30	Other local government financing	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—							
31	Collateral obtained by taking possession: residential and commercial immovable properties	—																				—	—	—							
32	Assets excluded from the numerator for GAR calculation (covered in the denominator)	18,291	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—							
33	Financial and Non-financial undertakings	7,254																													
34	SMEs and NFCs (other than SMEs) not subject to NFRD disclosure obligations*	112																													
35	Loans and advances	112																													
36	of which loans collateralised by commercial immovable property	—																													
37	of which building renovation loans	—																													
38	Debt securities	—																													
39	Equity instruments	—																													

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	z	aa	ab	ac	ad	ae	af	
		As of 31 December 2024																															
Million EUR	Total [gross] carrying amount	Climate Change Mitigation (CCM)			Climate Change Adaptation (CCA)			Water and marine resources (WTR)			Circular economy (CE)			Pollution (PPC)			Biodiversity and Ecosystems (BIO)			TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)													
		Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)													
		Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)																
		Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling										
40	Non-EU country counterparties not subject to NFRD disclosure obligations	7,142																															
41	Loans and advances	7,142																															
42	Debt securities	—																															
43	Equity instruments	—																															
44	Derivatives	—																															
45	On demand interbank loans	594																															
46	Cash and cash-related assets	—																															
47	Other categories of assets (e.g. Goodwill, commodities etc.)	10,444																															
48	Total GAR assets	20,456	630	40	—	1	5	64	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	694	40	—	1	5	

[illegible]

				Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)				Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)		
				Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling		Of which Use of Proceeds	Of which enabling		Of which Use of Proceeds	Of which enabling		Of which Use of Proceeds	Of which enabling		Of which Use of Proceeds	Of which enabling		Of which Use of Proceeds	Of which enabling		Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling
24	Households	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
25	of which loans collateralised by residential immovable property	—																					—	—	—
26	of which building renovation loans	—																					—	—	—
27	of which motor vehicle loans	—																					—	—	—
28	Local governments financing	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
29	Housing financing	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
30	Other local government financing	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
31	Collateral obtained by taking possession: residential and commercial immovable properties	—																					—	—	—
32	Assets excluded from the numerator for GAR calculation (covered in the denominator)	24,647	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
33	Financial and Non-financial undertakings	22,988																							
34	SMEs and NFCs (other than SMEs) not subject to NFRD disclosure obligations*	9,577																							
35	Loans and advances	9,577																							
36	of which loans collateralised by commercial immovable property	—																							
37	of which building renovation loans	—																							
38	Debt securities	—																							
39	Equity instruments	—																							

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	z	aa	ab	ac	ad	ae	af	
		As of 31 December 2023																															
Million EUR		Total [gross] carrying amount	Climate Change Mitigation (CCM)			Climate Change Adaptation (CCA)			Water and marine resources (WTR)			Circular economy (CE)			Pollution (PPC)			Biodiversity and Ecosystems (BIO)			TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)												
			Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)												
			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)																		
			Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling													
40	Non-EU country counterparties not subject to NFRD disclosure obligations	13,411																															
41	Loans and advances	13,411																															
42	Debt securities	—																															
43	Equity instruments	—																															
44	Derivatives	—																															
45	On demand interbank loans	652																															
46	Cash and cash-related assets	—																															
47	Other categories of assets (e.g. Goodwill, commodities etc.)	1,006																															
48	Total GAR assets	40,684	616	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	616	—	—	—	—
49	Assets not covered for GAR calculation	14,419																															
50	Central governments and	48																															

2. GAR Informations sectorielles - Chiffre d'affaires

[illegible]

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	y	z	aa	ab	ac	ad	ae	af	
		As of 31 December 2024																																
% (compared to total covered assets in the denominator)		Climate Change Mitigation (CCM)					Climate Change Adaptation (CCA)					Water and marine resources (WTR)				Circular economy (CE)				Pollution (PPC)				Biodiversity and Ecosystems (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)						
		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)						
		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)					Proportion of total assets covered	
		Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling		
10	Debt securities, including UoP	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	
11	Equity Instruments	—%	—%		—%	—%	—%		—%	—%	—%		—%	—%	—%		—%	—%		—%	—%		—%	—%		—%	—%	—%	—%	—%		—%	—%	—%
12	of which management Companies	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	
13	Loans and advances	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	
14	Debt securities, including UoP	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	
15	Equity Instruments	—%	—%		—%	—%	—%		—%	—%	—%		—%	—%	—%		—%	—%		—%	—%		—%	—%		—%	—%	—%	—%	—%		—%	—%	—%
16	of which Insurance undertakings	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	0.12%
17	Loans and advances	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	0.12%	
18	Debt securities, including UoP	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	
19	Equity Instruments	—%	—%		—%	—%	—%		—%	—%	—%		—%	—%	—%		—%	—%		—%	—%		—%	—%		—%	—%	—%	—%	—%		—%	—%	—%
20	Non-financial undertakings	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%
21	Loans and advances	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%
22	Debt securities, including UoP	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%
23	Equity Instruments	—%	—%		—%	—%	—%		—%	—%	—%		—%	—%	—%		—%	—%		—%	—%		—%	—%		—%	—%	—%	—%	—%		—%	—%	—%

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	y	z	aa	ab	ac	ad	ae	af
		As of 31 December 2024																															
% (compared to total covered assets in the denominator)		Climate Change Mitigation (CCM)					Climate Change Adaptation (CCA)				Water and marine resources (WTR)				Circular economy (CE)				Pollution (PPC)				Biodiversity and Ecosystems (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)					Proportion of total assets covered	
		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)						
		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)						
		Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling		
24	Households	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%					—%	—%	—%	—%										—%	—%	—%	—%	—%	—%
25	of which loans collateralised by residential immovable property																											—%	—%	—%	—%	—%	—%
26	of which building renovation loans																											—%	—%	—%	—%	—%	—%

[illegible][illegible]

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	z	aa	ab	ac	ad	ae	af	
		As of 31 December 2023																															
		Climate Change Mitigation (CCM)					Climate Change Adaptation (CCA)					Water and marine resources (WTR)				Circular economy (CE)				Pollution (PPC)				Biodiversity and Ecosystems (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)					
% (compared to total covered assets in the denominator)		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Proportion of total assets covered
		Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling														
10	Debt securities, including UoP	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	
11	Equity Instruments	—%	—%		—%	—%	—%	—%		—%	—%	—%		—%	—%	—%		—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%		—%	—%	—%	
12	of which management Companies	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%										—%	—%	—%	—%	—%	—%	
13	Loans and advances	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	
14	Debt securities, including UoP	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	
15	Equity Instruments	—%	—%		—%	—%	—%		—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%		—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	

[illegible]

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	y	z	aa	ab	ac	ad	ae	af
		As of 31 December 2023																															
		Climate Change Mitigation (CCM)					Climate Change Adaptation (CCA)					Water and marine resources (WTR)				Circular economy (CE)				Pollution (PPC)				Biodiversity and Ecosystems (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)					
% (compared to total covered assets in the denominator)		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Proportion of total assets covered
		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)			Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)			Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)									
Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	
24	Households	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%					—%	—%	—%	—%									—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%
25	of which loans collateralised by residential immovable property																										—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%
26	of which building renovation loans																										—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%
27	of which motor vehicle loans																																
28	Local governments financing	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%
29	Housing financing	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%
30	Other local government financing	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%
31	Collateral obtained by taking possession: residential and commercial immovable properties																										—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%
32	Total GAR assets	2.97%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	2.97%	—%	—%	—%	—%	—%	29.10%

3. GAR Portefeuille KPI - CAPEX

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	z	aa	ab	ac	ad	ae	af	
		As of 31 December 2024																															
		Climate Change Mitigation (CCM)					Climate Change Adaptation (CCA)					Water and marine resources (WTR)				Circular economy (CE)				Pollution (PPC)				Biodiversity and Ecosystems (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)					
% (compared to total covered assets in the denominator)		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Proportion of total assets covered
		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)									
		Of which Use of Proceeds		Of which transitional	Of which enabling	Of which Use of Proceeds		Of which enabling	Of which Use of Proceeds		Of which enabling	Of which Use of Proceeds		Of which enabling	Of which Use of Proceeds		Of which enabling	Of which Use of Proceeds		Of which enabling	Of which Use of Proceeds		Of which enabling	Of which Use of Proceeds		Of which transitional	Of which enabling						
GAR - Covered assets in both numerator and denominator																																	
1	Loans and advances, debt securities and equity instruments not HFT eligible for GAR calculation	3.08%	0.20%	—%	—%	0.02%	0.31%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	3.39%	0.20%	—%	—%	0.02%	5.17%	
2	Financial undertakings	3.08%	0.20%	—%	—%	0.02%	0.31%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	3.39%	0.20%	—%	—%	0.02%	5.17%	
3	Credit institutions	0.05%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	0.05%	—%	—%	—%	—%	0.09%	

[illegible]

[illegible]

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	z	aa	ab	ac	ad	ae	af
		As of 31 December 2023																														
		Climate Change Mitigation (CCM)				Climate Change Adaptation (CCA)				Water and marine resources (WTR)			Circular economy (CE)			Pollution (PPC)			Biodiversity and Ecosystems (BIO)			TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)										
% (compared to total covered assets in the denominator)		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)										
		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)			Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)			Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)			Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)			Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)				Proportion of total assets covered						
		Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling		Of which Use of Proceeds	Of which enabling		Of which Use of Proceeds	Of which enabling		Of which Use of Proceeds	Of which enabling		Of which Use of Proceeds	Of which enabling		Of which Use of Proceeds	Of which enabling		Of which Use of Proceeds	Of which enabling		Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling						
24	Households	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%					—%	—%	—%										—%	—%	—%	—%	—%	—%	
25	of which loans collateralised by residential immovable property																									—%	—%	—%	—%	—%	—%	
26	of which building renovation loans																									—%	—%	—%	—%	—%	—%	
27	of which motor vehicle loans																															
28	Local governments financing	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%
29	Housing financing	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%
30	Other local government financing	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%
31	Collateral obtained by taking possession: residential and commercial immovable properties																									—%	—%	—%	—%	—%	—%	
32	Total GAR assets	1.51%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	—%	1.51%	—%	—%	—%	—%	29.10%	

[illegible]

[illegible]

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	y	z	aa	ab	ac	ad	ae	af	
		As of 31 December 2024																																
		Climate Change Mitigation (CCM)					Climate Change Adaptation (CCA)					Water and marine resources (WTR)			Circular economy (CE)			Pollution (PPC)			Biodiversity and Ecosystems (BIO)			TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)										
		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Proportion of total new assets covered					
% (compared to flow of total eligible assets)		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)			Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)			Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)			Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)			Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)					Proportion of total new assets covered					
		Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling	Of which Use of Proceeds	Of which enabling						
10	Debt securities, including UoP	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
11	Equity Instruments	—	—	■	—	—	—	■	—	—	—	■	—	—	—	■	—	—	—	■	—	—	—	—	—	■	—	—	—	■	—	—	—	—
12	of which management Companies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
13	Loans and advances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
14	Debt securities, including UoP	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
15	Equity Instruments	—	—	■	—	—	—	■	—	—	—	■	—	—	—	■	—	—	—	■	—	—	—	—	—	■	—	—	—	■	—	—	—	—
16	of which Insurance undertakings	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
17	Loans and advances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
18	Debt securities, including UoP	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
19	Equity Instruments	—	—	■	—	—	—	■	—	—	—	■	—	—	—	■	—	—	—	■	—	—	—	—	—	■	—	—	—	■	—	—	—	—
20	Non-financial undertakings	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
21	Loans and advances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
22	Debt securities, including UoP	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
23	Equity instruments	—	—	■	—	—	—	■	—	—	—	■	—	—	—	■	—	—	—	■	—	—	—	—	—	■	—	—	—	■	—	—	—	—

[illegible]

4. GAR Flux entrants KPI – CAPEX

[illegible]

[illegible][illegible]

5. KPI Positions de risque hors bilan - Chiffre d'affaires (portefeuille)

[illegible]

5. KPI Positions de risque hors bilan - Chiffre d'affaires (flux entrant)

[illegible]

			Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling			Of which Use of Proceeds	Of which enabling			Of which Use of Proceeds	Of which enabling			Of which Use of Proceeds	Of which enabling			Of which Use of Proceeds	Of which enabling			Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling
1	Financial guarantees (FinGuar KPI)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	Assets under management (AuM KPI)**	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

5. KPI Positions de risque hors bilan - CAPEX (flux entrant)

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	z	aa	ab	ac	ad	ae
% (compared to total eligible off-balance sheet assets)*		As of 31 December 2024																													
		Climate Change Mitigation (CCM)			Climate Change Adaptation (CCA)			Water and marine resources (WTR)			Circular economy (CE)			Pollution (PPC)			Biodiversity and Ecosystems (BIO)			TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)											
		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)			Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)											
		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)			Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)			Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)			Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)			Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)			Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)			Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)											
		Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling			Of which Use of Proceeds	Of which enabling			Of which Use of Proceeds	Of which enabling			Of which Use of Proceeds	Of which enabling			Of which Use of Proceeds	Of which enabling			Of which Use of Proceeds	Of which enabling			Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling		
1	Financial guarantees (FinGuar KPI)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	Assets under management (AuM KPI)**	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

5. KPI Positions de risque hors bilan - CAPEX (flux entrant)

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	z	aa	ab	ac	ad	ae	
% (compared to total eligible off-balance sheet assets)*		As of 31 December 2024																														
		Climate Change Mitigation (CCM)				Climate Change Adaptation (CCA)				Water and marine resources (WTR)				Circular economy (CE)				Pollution (PPC)				Biodiversity and Ecosystems (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)						
		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)						
		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)						
				Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling				Of which Use of Proceeds	Of which enabling				Of which Use of Proceeds	Of which enabling				Of which Use of Proceeds	Of which enabling				Of which Use of Proceeds	Of which enabling				Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling
1	Financial guarantees (FinGuar KPI)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	Assets under management (AuM KPI)**	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Activités liées à l'énergie nucléaire et au gaz fossile

Conformément à la loi déléguée complémentaire sur le changement climatique (UE 2022/1214 III.9. modifiant UE 2021/2139 et UE 2021/2178), la CGME n'a identifié aucune partie de son portefeuille lié au gaz nucléaire et fossile et classé écologiquement durable conformément à la taxonomie européenne.

Row	Nuclear energy related activities	Yes/No
1	The undertaking carries out, funds or has exposures to research, development, demonstration and deployment of innovative electricity generation facilities that produce energy from nuclear processes with minimal waste from the fuel cycle.	No
2	The undertaking carries out, funds or has exposures to construction and safe operation of new nuclear installations to produce electricity or process heat, including for the purposes of district heating or industrial processes such as hydrogen production, as well as their safety upgrades, using best available technologies.	No
3	The undertaking carries out, funds or has exposures to safe operation of existing nuclear installations that produce electricity or process heat, including for the purposes of district heating or industrial processes such as hydrogen production from nuclear energy, as well as their safety upgrades.	No
	Fossil gas related activities	Yes/No
4	The undertaking carries out, funds or has exposures to construction or operation of electricity generation facilities that produce electricity using fossil gaseous fuels.	No
5	The undertaking carries out, funds or has exposures to construction, refurbishment, and operation of combined heat/cool and power generation facilities using fossil gaseous fuels.	No
6	The undertaking carries out, funds or has exposures to construction, refurbishment, and operation of heat generation facilities that produce heat/cool using fossil gaseous fuels.	No

7 Déclaration finale sur les relations avec les entreprises affiliées (rapport de dépendance)

conformément à l’art. 312, al. 3, phrase 3 AktG

Le directoire de Citigroup Global Markets Europe AG, Francfort-sur-le-Main a établi un rapport sur les relations avec les entreprises affiliées pour l’exercice 2024, qui comprend la **déclaration finale** suivante :

« Dans le cas des transactions juridiques énumérées dans le rapport sur les relations avec les entreprises liées, notre société a reçu une contrepartie appropriée pour chaque transaction juridique en fonction des circonstances connues au moment où les transactions juridiques ont été effectuées. Comme la CGME n’a pris aucune mesure à la demande de la CGML ou d’une entreprise affiliée à la CGML, la CGME n’a subi aucun préjudice.

Cette évaluation se base sur les circonstances que nous avons connues au moment des transactions à déclarer. »

Francfort-sur-le-Main, le 8 avril 2025

Citigroup Global Markets Europe AG

Le Directoire

Silvia Carpitella (CEO)	Ulrich Bender
Stefan Hafke	Cristina Paviglianiti
Michael Weber	Jean Young

Bilan annuel de Citigroup Global Markets Europe AG, Francfort-sur-le-Main, au 31 décembre 2024

Actif		EUR	EUR	EUR	Ex.préc. KEUR
1. Trésorerie et équivalents de trésorerie					
a) Encaisse			---		-
b) Avoirs auprès des banques centrales, dont : auprès de la Deutsche Bundesbank	EUR 5 167,67 (ex. préc. KEUR 125 704)		5 167,67		125,704
c) Avoirs auprès d’organismes de chèques et virements postaux			---	5 167,67	-
3. Créances sur les établissements de crédit					
a) à vue			593 857 184,32		652 405
b) autres créances			2 395 042 843,18	2 988 900 027,50	2 205 863
4. Créances sur la clientèle				16 804 648 901,18	36 771 227
dont : garanties par des hypothèques	EUR -- (ex. préc. KEUR --)				
Crédits aux collectivités locales	EUR -- (ex. préc. KEUR --)				
6a Portefeuille de négociation				21 294 162 204,88	12 959 467
7. Participations				150 000,07	1,136
dont : dans des établissements de crédit dans des établissements de services	EUR -- (ex. préc. KEUR --)				
financiers	EUR 150 000,07 (ex. préc. KEUR 1 136)				
dans des établissements financiers	EUR -- (ex. préc. KEUR --)				
9. Actifs fiduciaires					
dont : Prêts fiduciaires	EUR 192 194 009,20 (ex. préc. KEUR 92 721)			192 194 009,20	92 721
11. Immobilisations incorporelles					
a) Droits de propriété industrielle propres et droits et valeurs similaires			---		-
b) Concessions, droits de propriété industrielle et droits et valeurs similaires acquis à titre onéreux, ainsi que licences sur ces droits et valeurs acquis à titre onéreux			---		1
c) Écarts d’acquisition			37 916 667,00		47 017
d) Acomptes versés			---	37 916 667,00	-
12. Immobilisations corporelles				19 369 705,30	19 788
14. Autres éléments de l’actif				551 434 807,02	1 641 184
15. Comptes de régularisation				1 704 550,13	897
17. Excédent des actifs sur les passifs				6 522,00	19
Total de l’actif				41 890 492 561,95	54 517 429

Passif		EUR	EUR	EUR	Ex.préc. KEUR
1. Dettes envers les établissements de crédit					
a) à vue			179 644 222,85		189 380
b) à terme ou à préavis			3 144 185 595,81	3 323 829 818,66	1 462 554
2. Dettes envers la clientèle					
a) Dépôts d’épargne					
aa) avec préavis de 3 mois		---			-
ab) avec préavis de plus de 3 mois		---	---		-

b) Autres dettes					-
ba) à vue		8 570 494 182,04			6 701 287
b) à terme ou à préavis		5 720 003 269,59	14 290 497 451,63	14 290 497 451,63	28 189 739
3a Portefeuille de négociation				18 575 122 113,38	11 569 731
4. Dettes fiduciaires				192 194 009,20	92 721
dont : Prêts fiduciaires	EUR <u>192 194 009,20</u> (ex. préc. KEUR <u>92 721</u>)				
5. Autres dettes				512 526 454,93	1 401 928
6. Comptes de régularisation				4 297 204,35	2 250
7. Provisions					
a) Provisions pour retraites et engagements similaires			44 253 330,95		46 137
b) Provisions fiscales			22 062 381,27		6 408
c) Autres provisions			169 925 812,73	236 241 524,95	172 649
11. Fonds pour risques bancaires généraux				36 383 610,23	36 384
dont : poste selon l'art. 340e, al. 4 HGB	EUR <u>36 383 610,23</u> (ex. préc. KEUR <u>36 384</u>)				
12. Capitaux propres					
a) Capital souscrit		242 393 054,05	242 393 054,05		242 393
b) Réserve de capital		4 317 352 452,84	4 317 352 452,84		4 317 353
c) Réserves sur bénéfices					
ca) Réserve légale		33 027 197,15			33 027
cb) Réserve pour parts propres		-,-			-,-
cc) Réserves statutaires		-,-			-,-
cd) Autres réserves		53 488 520,55	86 515 717,70		68,991
d) Perte/bénéfice au bilan			73 139 150,03	4 719 400 374,62	-15 503
Total du passif				41 890 492 561,95	54 517 429

Compte de résultat de Citigroup Global Markets Europe AG, Francfort-sur-le-Main, pour la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024

	EUR	EUR	EUR	01/01/2023 - 31/12/2023 KEUR
1. Produits d'intérêt issus de				
a) Opérations de crédit et sur les marchés monétaires	1 421 985 395,00			1 282 665
2. Produits d'intérêt négatifs issus de				
a) Opérations de crédit et sur les marchés monétaires	-	1 421 985 395,00		9 952
3. Charges d'intérêt	1 275 433 588,52			1 212 063
4. Intérêts positifs des opérations de crédit et sur les marchés monétaires	-	-1 275 433 588,52	146 551 806,48	491
5. Produits courants issus de				
a) Actions et autres titres à revenu variable		-,-		-
b) Participations		-,-		325
c) Parts dans des entreprises affiliées		-,-	-,-	-
6. Commissions perçues		596 932 707,44		578 734
7. Commissions versées		220 709 019,95	376 223 687,49	263 039
8. Produit net du portefeuille de négociation			34 461 288,11	40 769
dont : Affectation au fonds pour risques bancaires généraux selon l'art. 340e, al. 4 HGB :	- EUR (2023 : 4 550 KEUR)			
9. Autres produits d'exploitation			128 517 555,77	186 732
10. Charges administratives générales				
a) Frais de personnel				
aa) Salaires et traitements	240 028 264,30			239 872
ab) Charges sociales et cotisations de retraite et d'assistance	19 514 951,59	259 543 215,89		17 483
dont : pour les retraites : 4 402 243,83 EUR (2023 : 1 750 KEUR)				
b) Autres charges administratives		273 103 741,57	532 646 957,46	331 848
11. Dotations aux amortissements et réductions de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles			12 546 930,99	11 739
12. Autres charges d'exploitation			13 662 745,04	150
13. Dotations aux amortissements et corrections de valeur des créances et de certains titres ainsi que des dotations aux provisions dans l'activité de crédit		1 477 044,00		6 271
14. Produits des imputations aux créances et titres déterminés ainsi que de la reprise de provisions sur les opérations de crédit		-,-	-1 477 044,00	-
15. Dotations aux amortissements et corrections de valeur de participations, des parts dans les entreprises affiliées et des valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations			-,-	-
16. Résultat des opérations courantes			125 420 660,36	./ 2 701
17. Impôts sur les bénéfices		52 281 510,33		12 801
18. Impôts et taxes divers, si ne figurant pas dans Autres charges d'exploitation		-,-	52 281 510,33	-
19. Produit de reprise des pertes			-,-	-
20. Bénéfices réalisés au titre d'une mise en commun des bénéfices, d'un contrat de transfert de bénéfices ou de transfert partiel des bénéfices			-,-	-

21. Excédent annuel			73 139 150,03	/J. 15 502
22. Report à nouveau de l'exercice précédent			-,-	-
			73 139 150,03	/J. 15 502
23. Prélèvements sur la réserve de capital			-,-	-
			-,-	-
24. Prélèvements sur les réserves sur bénéfices				
a) de la réserve légale		-,-		
b) de la réserve pour actions propres		-,-		
c) des réserves statutaires		-,-		
d) des autres réserves sur bénéfices		-,-	-,-	-
			-,-	-
25. Prélèvements sur titres participatifs			-,-	-
			-,-	-
26. Affectations aux réserves sur bénéfices				
a) à la réserve légale		-,-		
b) à la réserve pour actions propres		-,-		
c) aux réserves statutaires		-,-		
d) aux autres réserves sur bénéfices		-,-	-,-	-
			-,-	-
27. Reconstitution des titres participatifs			-,-	-
28. Bénéfice au bilan			73 139 150,03	/J. 15 502

Citigroup Global Markets Europe AG, Francfort-sur-le-Main

Annexe
des comptes de l'exercice
du 01 janvier 2024 au 31 décembre 2024

Bases de la présentation des comptes

Citigroup Global Markets Europe AG, Francfort-sur-le-Main (CGME) est une société anonyme basée à Francfort-sur-le-Main et est immatriculée depuis le 10 juin 2010 au registre du commerce du Amtsgericht (Tribunal d'instance de) Francfort-sur-le-Main sous le numéro HRB 88301.

CGME n'est pas une société de capitaux cotée en bourse au sens de l'art. 264d HGB en association avec l'art. 340a, al. 1 HGB, puisqu'aucune valeur mobilière émise par CGME n'a été admise à la négociation sur un marché organisé au sens de l'art. 2 al. 11 WpHG au cours de l'exercice 2024 et que CGME n'a pas non plus demandé d'admission de telles valeurs mobilières à la négociation sur un marché organisé au sens de l'art. 2 al. 11 WpHG.

La CGME est à classer comme établissement de crédit CRR conformément à la directive (UE) n° 2019/2034 en lien avec l'article 4, paragraphe 1, point 1) du règlement (UE) n° 575/2013 et au sens de l'art. 316a phrase 2 n° 2 HGB en lien avec l'art. 1 al. 3d phrase 1 KWG une entité d'intérêt public (PIE - Public Interest Entity).

Les comptes annuels de l'exercice du 1er janvier au 31 décembre 2024 (« exercice ») ont été établis conformément aux dispositions du code de commerce allemand (HGB), de la loi allemande sur les sociétés par actions (AktG) ainsi qu'au décret sur la présentation des comptes des établissements de crédit et des établissements de services financiers (Rech-KredV). La répartition du bilan et du compte de résultat a été réalisée selon les formulaires du décret RechKredV.

Conformément à l'art. 244 HGB, les comptes annuels ont été établis en allemand et comptabilisés en euros. Sauf mention contraire dans certaines sections, les valeurs sont exprimées en millions d'euros (millions d'EUR) pour des raisons de transparence. En raison des arrondis, il est possible que les nombres individuels dans les comptes annuels ne s'additionnent pas exactement à la somme indiquée.

Les comptes annuels sont publiés dans le registre des entreprises après approbation par les instances.

PRINCIPES COMPTABLES ET D'ÉVALUATION

(1) Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste du bilan comprend les avoirs auprès des banques centrales, qui sont comptabilisés au montant nominal.

(2) Créances

Comptabilisation

Les **créances sur les établissements de crédit et la clientèle** sont comptabilisées au coût d'acquisition majoré des intérêts courus, dans la mesure où des corrections de valeur ou des amortissements à la juste valeur inférieure ne sont pas requis en raison des risques de défaillance du débiteur existants.

Dans la mesure où il existe des créances ou des engagements résultant d'opérations réelles de prise en pension ou de prise en pension conclues avec des établissements de crédit et des clients sur la base de Master-Agreements et réglées par une chambre de compensation (opérations de gré à gré), une compensation sera effectuée pour la première fois au 31 décembre 2024, pour autant qu'il existe une situation de compensation de droit civil au sens de l'art. 387 du Code civil allemand (BGB).

Évaluation

Afin de couvrir les risques de défaillance du débiteur, des **corrections de valeur individuelles et forfaitaires** sont constituées. Les créances irrécouvrables pour lesquelles, selon toute probabilité, aucun paiement ne peut plus être attendu de la part du débiteur ou de la réalisation de garanties sont décomptabilisées immédiatement après la présentation des informations relatives à l'irrécouvrabilité (amortissement direct).

Dans le cadre de la détermination des **corrections de valeur forfaitaires**, il a été fait usage, conformément à l'avis IDW RS BFA 7 du 13 décembre 2019 et à la note comptable IDW RH BFA 1.004 du 31 juillet 2023, de l'option d'utiliser un modèle simplifié, la détermination des corrections de valeur forfaitaires ayant été effectuée, comme l'exercice précédent, dans le cadre d'un « modèle par étapes IFRS 9 ». Compte tenu du volume de créances existant conformément au modèle commercial de la CGME, principalement à court terme, qui ne laisse pas présager d'augmentation significative du risque de défaillance de crédit par rapport à sa date de création et à son évaluation régulière à la juste valeur, le calcul des provisions forfaitaires à hauteur de la perte attendue s'effectue en principe sur une période d'observation de 12 mois. Conformément aux exigences des normes IDW RS BFA 7 et IDW RH BFA 1.004, il n'est pas nécessaire d'apporter la preuve de l'équilibre entre les pertes attendues lors de la constitution d'une créance et une prime de solvabilité convenue. Au 31 décembre 2024, il existe des volumes de créances qui ont été classés dans le niveau de risque 2 en ce qui concerne le risque de contrepartie attendu. Il n'y avait pas de créances de niveau de risque 3.

Lors du calcul des corrections de valeur forfaitaires, il a été tenu compte, outre des notations de crédit liées aux clients et des probabilités de défaillance de crédit attendues, entre autres, de facteurs macroéconomiques des pays d'implantation des clients de la CGME (p. ex. produit intérieur brut, taux de chômage), qui peuvent en principe avoir une influence sur le risque de contrepartie lié aux clients. L'adéquation de ces facteurs est vérifiée chaque trimestre et, le cas échéant, adaptée. En outre, les paramètres d'évaluation font l'objet d'une analyse régulière de sensibilité afin de déterminer l'impact des facteurs macroéconomiques sur les pertes de crédit attendues.

Il n'a pas été procédé à une adaptation des résultats du modèle sous la forme d'un Top Level Adjustment (TLA), par exemple en raison des conséquences de la guerre Russie-Ukraine et de la guerre au Proche-Orient.

(3) Instruments financiers du portefeuille de négociation

Comptabilisation

L'inscription au bilan des instruments financiers négociés en bourse et hors bourse conformément aux dispositions légales de l'art. 340e HGB peut se faire à la date de négociation ou à la date de règlement. Compte tenu des règles communes au groupe Citigroup, selon lesquelles, du point de vue de la société mère du groupe, une comptabilisation à la **date de règlement** conduit à une présentation plus pertinente et plus fiable des actifs et des passifs dans le bilan, la CGME comptabilise les opérations sur instruments financiers ou les créances qui en découlent à la date de règlement, tant au niveau comptable qu'au niveau du bilan, comme l'exercice précédent.

La CGME impute dans ses comptes annuels au 31 décembre 2024 les justes valeurs positives et négatives ainsi que les paiements compensatoires qui s'y rapportent (dépôts de garantie en espèces) des produits dérivés négociés de gré à gré avec des contreparties centrales et des contreparties non centrales (produits dérivés de gré à gré) du portefeuille de négociation. L'exercice du **droit d'option de compensation** prévu par le droit commercial résulte d'une approche économique selon laquelle une position nette existante peut être considérée, sous certaines conditions, comme fictivement remplie par la prestation de garantie mise à disposition en espèces, de sorte qu'il en résulte globalement une présentation nette des produits dérivés bilatéraux de gré à gré.

L'imputation est subordonnée, entre autres, à un contrat-cadre existant assorti d'une garantie exécutoire et d'un échange quotidien de garanties en espèces ne laissant qu'un risque de crédit ou de liquidité négligeable. Dans un premier temps, la juste valeur positive des instruments financiers dérivés est imputée à la juste valeur négative des instruments financiers dérivés. Par la suite, les paiements compensatoires afférents aux justes valeurs sont imputés aux justes valeurs positives des instruments financiers dérivés. En outre, les garanties versées doivent être soldées avec les justes valeurs négatives des instruments financiers dérivés. Le solde net des montants imputés des paiements compensatoires et des justes valeurs est indiqué dans les postes « actif de négociation » ou « passif de négociation ».

Le volume résultant de l'imputation des stocks de dérivés de gré à gré concernés entraîne, au 31 décembre 2024, une réduction correspondante du portefeuille de négociation comme l'exercice précédent pour un montant d'env. 28 milliards d'EUR (ex. préc. : env. 28 milliards d'EUR) et du portefeuille de négociation passif d'env. 29 milliards d'EUR (ex. préc. : env. 29 milliards d'EUR).

Au 31 décembre 2024, les droits ou obligations de paiement découlant d'opérations de mise en pension ou de prise en pension sont comptabilisés dans le portefeuille de négoce, dans la mesure où ces instruments financiers sont acquis et cédés dans l'intention de réaliser un résultat à court terme pour compte propre. Les créances et les dettes provenant des opérations de pension faisant l'objet d'une compensation centrale sont compensées entre elles, dans la mesure où il existe une obligation de compensation civile conformément à l'art. 387 BGB. Au 31 décembre 2024, le solde s'élevait à 0,5 milliard d'EUR.

Évaluation

L'évaluation des **instruments financiers du portefeuille de négociation** a été effectuée conformément à l'art. 340e, al. 3, phrase 1 HGB à la juste valeur, déduction faite d'une remise de risque. Au moment de leur achat, les instruments financiers sont évalués à leur coût d'acquisition. L'évaluation ultérieure à la juste valeur est basée, selon l'avis de l'IDW RS BFA 2 ou IDW ERS BFA 2 n.F.*, sur la valeur à laquelle un actif pourrait être échangé ou un passif pourrait être réglé entre des partenaires contractuels professionnels, consentants et indépendants et se fait conformément à la hiérarchie d'évaluation de l'art. 255, al. 4 HGB. Pour les instruments financiers non cotés en bourse, on utilise des prix de comparaison ainsi que les résultats de l'évaluation dans le cadre de l'application de modèles d'évaluation.

* M&J : 25/10/2024

En principe, ces procédures se basent sur les estimations des flux de trésorerie futurs en tenant compte des facteurs de risque éventuels. Les facteurs les plus importants dépendent du type d'instrument financier concerné, à savoir le « taux d'underlying », les « volatilités implicites », les « courbes de rendement » et les « prévisions de dividendes ». En fonction de la nature de l'instrument financier concerné, les chiffres reposent sur l'hypothèse dans laquelle l'évaluation de l'évolution future des prix du marché soit « neutre en termes de risque », que les taux d'intérêt et les coûts du crédit soient déterministes et que, par exemple, les dividendes soient généralement connus et versés à des dates définies. De plus, lors de l'utilisation de modèles d'évaluation, les probabilités d'apparition de certains paramètres d'évaluation ou de sensibilité des facteurs (ex. delta, gamma) sont également prises en compte.

Au 31 décembre 2024, une **décote de risque (Value-at-Risk ; VaR)** calculée à des fins prudentielles a été prise en compte sur les instruments financiers du portefeuille de négociation conformément à l'art. 340e, al. 3 HGB. La VaR est en principe calculée pour l'encours total du portefeuille et déduite du poste « actifs de négociation ». Pour déterminer la VaR, la CGME utilise un modèle interne (IMA) développé par Citigroup et appliqué de manière identique dans tout le groupe afin de respecter les prescriptions en matière de fonds propres pour les risques de prix du marché. Le VaR reflète ainsi la perte maximale attendue d'un portefeuille de négociation pendant une période de détention donnée (10 jours) avec une probabilité donnée (niveau de confiance de 99 %). Les risques spécifiques aux actions individuelles (risque bêta) sont également inclus dans le calcul. Le calcul de la VaR est effectué à l'aide d'une simulation Monte-Carlo réalisée sur la base de critères de mesure uniformes pour toutes les activités de négoce. Les volatilités des différents facteurs de marché et leurs corrélations sont déterminées empiriquement. Si une augmentation de la décote de risque par rapport à l'exercice précédent est requise conformément à l'art. 340e, al. 4 HGB, celle-ci est comptabilisée avec incidence sur le résultat à la charge du produit net du portefeuille de négociation conformément à l'art. 340c, al. 1 HGB. En cas de décote du passif de négociation, celle-ci doit être évaluée comme une majoration et, conformément à l'avis IDW RS BFA 2 ou IDW ERS BFA 2 n.F.*, également être prise en compte dans les charges du résultat de négociation.

* M&J : 25/10/2024

Dans la mesure où les produits dérivés négociés sur un marché boursier donnent lieu à des paiements compensatoires, ceux-ci ont été enregistrés dans les postes du bilan « Autres actifs » ou « Autres passifs ».

L'évaluation par modélisation des produits dérivés non négociés en bourse du portefeuille de négociation, avec les paramètres utilisés à cet effet, nécessite des hypothèses et des estimations dont l'ampleur dépend de la transparence et de la disponibilité des informations sur les données de marché ainsi que de la complexité de l'instrument financier concerné. Celles-ci comportent des incertitudes et peuvent être soumises à des modifications, de sorte que les résultats et valeurs réels peuvent différer de ces estimations. Les méthodes d'évaluation utilisées intègrent des facteurs et paramètres usuels dont la CGME est convaincue qu'ils sont également pris en compte par d'autres acteurs du marché. Si les méthodes d'évaluation ne tiennent pas compte de certains facteurs ou si l'élimination des faiblesses des modèles utilisés jusqu'à présent semble appropriée, des ajustements d'évaluation (**Valuation Adjustments**) sont effectués. Les principaux ajustements de valeur concernent notamment le risque de crédit de la contrepartie (« Credit Valuation Adjustment » ; « CVA ») et son propre risque de crédit (« Debt Valuation Adjustment » ; « DVA ») pour les dérivés de gré à gré.

Pour les ajustements d'évaluation liés au refinancement (« Funding Valuation Adjustments » ; « FVA »), les charges et produits de refinancement des dérivés non garantis et des dérivés garantis pour lesquels il n'existe que des garanties partielles ou pour lesquels les garanties ne peuvent pas être utilisées pour le refinancement, sont pris en compte à la juste valeur. Pour le calcul du FVA, les effets de refinancement ont été pris en compte dans l'évaluation lors de la détermination des valeurs actuelles par le biais de primes sur les intérêts d'actualisation.

Pour déterminer le montant de la juste valeur, des données de marché observables (ex. les écarts de contrats d'échange sur défaut) sont utilisées pour les CVA, DVA et FVA, si disponibles. Le solde des variations de la juste valeur du portefeuille de négociation est enregistré dans le résultat net du portefeuille de négociation.

(4) Instruments dérivés

Les **opérations financières dérivées** ne sont en principe pas comptabilisées comme des opérations en cours. Dans la mesure où les instruments dérivés sont négociés en bourse, l'enregistrement au bilan est effectué au prix du marché. Pour les instruments dérivés de gré à gré, le prix de marché est déterminé à l'aide de modèles d'évaluation standardisés et habituels du secteur (ex. modèles d'évaluation de la valeur actuelle ou d'options).

Les produits structurés acquis ou émis sont inscrits au bilan en tant qu'actifs ou passifs au regard de la prise de position IDW RS HFA 22.

(5) Participations

Les **participations** sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou, conformément à l'art. 253, al. 3, phrase 5 HGB, à leurs justes valeurs actuelles éventuellement inférieures, dans la mesure où il existe une dépréciation durable probable.

(6) Actifs fiduciaires et dettes fiduciaires

Le poste du bilan **Actifs fiduciaires et dettes fiduciaires** comptabilise des biens et des dettes que CGME détient en son nom propre mais pour le compte d'un tiers. L'évaluation est effectuée sur la base du coût amorti ou du montant de règlement.

(7) Immobilisations incorporelles et corporelles

Toutes les **immobilisations incorporelles et corporelles** acquises à titre onéreux sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont généralement amorties linéairement en fonction de la durée d'utilisation habituelle de l'entreprise. Une éventuelle dépréciation durable est prise en compte par un amortissement non planifié.

L'apport réalisé au cours de l'exercice 2019 des établissements secondaires de Paris, Milan et Madrid dans le cadre de l'augmentation du capital social de la CGME a permis de transférer les relations clients existantes des établissements, pour lesquels un goodwill a été identifié, qui est amorti en qualité d'**écart d'acquisition** prorata temporis sur une période de dix ans, conformément au plan d'amortissement.

Les immobilisations corporelles des catégories **Incorporations dans des immeubles tiers** et **Constructions en cours** sont amorties prorata temporis sur une période de cinq à dix ans, et les **matériels et équipements de bureau** sur une période de trois à dix ans, conformément au plan d'amortissement. Les **licences logicielles** acquises à titre onéreux sont amorties sur une période d'un à cinq ans, conformément au plan d'amortissement.

Les **biens économiques de faible valeur** sont amortis intégralement l'année de leur acquisition ou de leur fabrication si leur coût net est inférieur ou égal à 800 EUR.

(8) Autres éléments de l'actif

Les **autres éléments de l'actif** sont comptabilisés à leur valeur nominale. En cas de dépréciation, les amortissements non planifiés sur les prix boursiers ou de marché ou sur la juste valeur inférieure sont pris en compte conformément à l'art. 253 al. 4 HGB. En cas de risque de pertes dans le cadre de l'évaluation des prestations de garantie fournies dans le cadre du règlement des produits dérivés (marges variables), une provision pour pertes à terminaison correspondante est constituée conformément à l'art. 249, al. 1, phrase 1 HGB.

(9) Comptes de régularisation

Les **comptes de régularisation** à l'actif et au passif comprennent les paiements imputables sur les exercices futurs.

(10) Impôts différés

S'il existe des différences entre les valeurs comptables des actifs, des dettes et des comptes de régularisation et leurs valeurs fiscales, qui se compenseront probablement au cours des exercices ultérieurs, une charge fiscale globale en résultant est prise en compte en tant qu'impôt différé passif ou un allègement fiscal global en résultant est pris en compte en tant qu'impôt différé actif conformément à l'art. 274 HGB dans le cadre de l'inscription au bilan selon le droit commercial. Les reports des pertes fiscales sont pris en compte pour le calcul des impôts différés actifs à hauteur du potentiel de compensation des pertes attendu au cours des cinq prochains exercices. L'évaluation des impôts différés est effectuée selon les taux d'imposition propres à l'entreprise et aux différents pays, qui seront vraisemblablement appliqués au moment de la réalisation des différences temporelles et de la compensation des reports de pertes.

À la fin de l'exercice écoulé, l'excédent d'actif résultant de la compensation des impôts différés au passif avec les impôts différés à l'actif n'est pas comptabilisé conformément à l'art. 274 al. 1 phrase 2 HGB.

(11) Excédent des actifs sur les passifs

L'excédent des actifs sur les passifs est constitué par le solde de compensation actif entre, d'une part, la juste valeur des actifs de couverture soustraits à l'action de tous les autres créanciers de la CGME et affectés exclusivement au règlement des dettes liées aux engagements de retraite ou à des engagements similaires à long terme et, d'autre part, le montant des dettes à compenser.

(12) Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les **dettes envers les établissements de crédit et la clientèle** sont comptabilisées à leur valeur de règlement majorée des intérêts courus.

(13) Autres dettes

Les autres dettes ont été comptabilisées à leur montant de règlement.

(14) Provisions

Les **provisions pour retraites et engagements similaires** ont été évaluées sur la base de la méthode projetée de crédit unitaire (méthode Projected Unit Credit). L'évaluation se fonde sur l'attribution périodique des prestations de prévoyance promises pendant la relation de travail et sur les hypothèses actuarielles permettant de calculer la valeur actuelle de ces prestations. La valeur de l'obligation à la date de clôture est la valeur actuarielle actuelle des prestations qui sont attribuées par la formule de retraite du régime de prévoyance aux heures de travail effectuées jusqu'à cette date.

Le calcul de la valeur actuelle est basé sur un taux d'intérêt actuariel prévisionnel de 1,9 % (31/12/2023 : 1,83 %) pour une durée résiduelle de 15 ans. Conformément à l'art. 253 al. 2 phrase 1 HGB, le taux d'intérêt moyen du marché au cours des dix derniers exercices a été retenu dans l'exercice écoulé pour calculer des valeurs actuelles. Les futures hausses des salaires et traitements ont été estimées à 2,5 %, tout en supposant un ajustement de 1,6 % des retraites courantes. Afin de tenir compte de l'inflation nettement plus élevée, un facteur de majoration forfaitaire de 1,0 % est appliqué pour toutes les valeurs d'engagement des retraites courantes qui sont adaptées conformément à l'art. 16 de la loi sur les retraites complémentaires.

Les données biométriques sont en principe issues des barèmes 2018 G du Prof. Dr. Klaus Heubeck. Dans le cadre de la comptabilisation des provisions pour retraites et engagements similaires, les actifs servant exclusivement à l'exécution des dettes découlant des engagements au titre des retraites ou d'engagements similaires à long terme ont été compensés conformément à l'art. 340a, al. 1 en association avec l'art. 246, al. 2, phrase 2 HGB.

Les **provisions pour impôts et autres provisions** sont comptabilisées conformément aux principes d'une évaluation commerciale raisonnable en cas d'existence d'une obligation légale ou factuelle à hauteur du montant de règlement. Le montant de règlement des autres provisions a été déterminé en tenant compte des augmentations futures des prix et des coûts.

Les provisions d'une durée résiduelle supérieure à un an ont été actualisées au taux d'intérêt moyen du marché des sept dernières années, déterminé par la Deutsche Bundesbank et correspondant à leur durée résiduelle. Les accords de recours existants ont été pris en compte dans le calcul de la provision (présentation nette).

Pour les **contrats et contentieux en suspens**, des provisions ont été constituées, si nécessaire, à la date de clôture, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur la situation patrimoniale.

(15) Fonds pour risques bancaires généraux

Le **fonds pour risques bancaires généraux** a été constitué conformément à l'art. 340g HGB et sert à couvrir les risques bancaires généraux dans la mesure où cela est nécessaire selon une évaluation commerciale raisonnable en raison des risques particuliers de l'activité de la CGME. À la fin de l'exercice sous revue, le volume total du fonds s'élève à 36 millions d'EUR, comme l'exercice précédent.

(16) Conversion de devises

Les créances et dettes en devises sont évaluées conformément à l'art. 340a, al. 1 HGB en association avec l'art. 256 a HGB aux cours moyens de la BCE publiés par la Banque centrale européenne (BCE) à la date de clôture du bilan. Si la BCE ne publie pas de cours moyen, les positions en devises sont évaluées aux taux de marché. Les opérations sur devises au comptant et à terme qui n'ont pas encore été réglées ont été évaluées aux cours au comptant et à terme de la date de clôture du bilan qui font foi pour leur échéance.

Les charges et produits de la conversion de devises sont traités conformément aux exigences de l'art. 340h HGB. Le résultat de la conversion de devises est inscrit au compte de résultat dans le poste « Produit net du portefeuille de négociation ».

ANNOTATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

(17) Produits d'intérêts et charges d'intérêts

Les produits et charges d'intérêts résultent exclusivement d'opérations de crédit et de marché monétaire (ex. opérations de pension de titres) ou sont liés aux garanties fournies ou reçues dans le cadre des activités de courtier/dealer. Les produits et charges d'intérêts sont presque exclusivement générés par la CGME en Allemagne.

(18) Commissions perçues et versées

Les commissions perçues et versées se décomposent comme suit :

Type de commissions	2024 (millions d'EUR)	2023 (millions d'EUR)
Commissions de courtage et de conseil des entreprises affiliées	290	263
Commissions sur les fusions et acquisitions et autres opérations de courtage	278	249
Commissions sur produits en devises étrangères	4	5
Autres commissions perçues	25	62
Commissions perçues	597	579
Commissions versées	-221	-263
Résultat des commissions	376	316

Dans les **commissions perçues** (597 millions d'EUR), le secteur d'activité « Investment Banking » représente au total 303 millions d'EUR et « Markets » au total 294 millions d'EUR.

Les commissions provenant des opérations de fusions et acquisitions et autres opérations de courtage (278 millions d'EUR) concernent entre autres 153 millions d'EUR de produits générés dans le cadre des activités de fusions et acquisitions, dont un total de 18 millions d'EUR provient de revenus d'entreprises affiliées refacturés.

Les produits provenant des commissions de courtage et de conseil des entreprises affiliées (290 millions d'EUR) sont liés, entre autres, aux commissions financières et autres opérations d'intermédiation du secteur « Markets » (122 millions d'EUR). Pour les activités de conseil avec des entreprises affiliées dans les domaines d'activité « ECM » et « DCM », des commissions d'un montant total d'environ 67 millions d'EUR ont été perçues.

Les autres commissions (25 millions d'EUR) provenant d'opérations avec des tiers concernent principalement les revenus liés à l'activité d'émission (21 millions d'EUR).

Les **commissions versées** (221 millions d'EUR) concernent les prélèvements internes au groupe issus des activités commerciales mentionnées pour les commissions perçues (167 millions d'EUR) ainsi que, entre autres, des rémunérations versées en relation avec les activités de courtage et autres activités de banque d'investissement et d'émission d'actions (54 millions d'EUR).

(19) Produit net du portefeuille de négociation

Le produit net résulte de chaque résultat des différents portefeuilles de négociation ainsi que des « ajustements de valeur » effectués à la fin de l'exercice (cf. point (3)) comme suit :

	2024 (millions d'EUR)	2023 (millions d'EUR)
Résultat du portefeuille de négociation « Risques d'actions et d'indices », « Certificats » et « Dérivés de crédit »	-37	-219
Résultat du portefeuille de négociation « Risques de change »	47	271
Résultat d'intérêts et de dividendes des portefeuilles de négociation	9	6
Ajustements d'évaluation	15	-17
Total	34	41

Les **ajustements d'évaluation** (15 millions d'EUR ; ex. préc. : ./ 17 millions d'EUR) sont dus à la VaR conformément à l'art. 340e, al. 3 HGB (8 millions d'EUR ; ex. préc. : ./ 5 millions d'EUR) ainsi qu'aux corrections d'évaluation supplémentaires effectuées pour couvrir le risque de défaillance du débiteur inhérent aux instruments financiers et le risque de crédit propre à la CGME, y compris les coûts de refinancement liés aux produits dérivés non garantis

(7 millions d'EUR ; ex. préc. : ./. 8 millions d'EUR). Aucune dotation conformément à l'art. 340e, al. 4 HGB au fonds pour risques bancaires généraux conformément à l'art. 340g HGB n'a été nécessaire au cours de l'exercice écoulé (ex. préc. : 5 millions d'EUR).

(20) Autres produits d'exploitation

Le poste comprend principalement les produits provenant de la refacturation des frais aux entreprises affiliées et les produits issus de la participation au résultat dans le cadre d'opérations sur actions et autres opérations sur instruments financiers pour un montant total de 76 millions d'EUR (2023 : 132 millions d'EUR). Le poste comprend par ailleurs des frais de compensation, de règlement et de conservation facturés à des tiers pour un montant de 25 millions d'EUR (ex. préc. : 22 millions d'EUR).

En outre, au cours de l'exercice écoulé, des produits liés aux gains d'évaluation des fonds de pension pour un montant d'environ 4 millions d'EUR (ex. préc. : 5 millions d'EUR) ainsi qu'une plus-value de cession des parts de la Bourse de Stuttgart AG, Stuttgart (1 million d'EUR) ont été perçus.

(21) Autres charges administratives

Les autres charges administratives se décomposent comme suit :

	2024 (millions d'EUR)	2023 (millions d'EUR)
Charges résultant d'éliminations intra-groupe et de refacturations	86	89
Frais de bourse	42	44
TVA et autres charges fiscales indépendantes des résultats	35	17
Droits de compensation et de garde	31	41
Charges locatives de bâtiments et d'équipements de bureau	27	15
Coût utilisation données de marché	11	10
Frais juridiques, d'audit et de conseil	10	13
Frais de déplacement	9	11
Coûts du personnel temporaire	2	4
Frais de transaction SWIFT et autres frais de transaction	1	21
Taxe bancaire	0	46
Autre	19	21
Total	273	332

(22) Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation (14 millions d'EUR) concernent presque exclusivement un paiement d'amende fixé par l'Autorité fédérale de surveillance des services financiers dans le cadre d'une infraction à l'art. 80, al. 2, phrase 3 WpHG.

(23) Dotations aux amortissements et corrections de valeur des créances et de certains titres ainsi que des dotations aux provisions dans l'activité de crédit

Au cours de l'exercice écoulé, des corrections de valeur forfaitaires supplémentaires de 1,5 million d'euros ont été constituées (ex. préc. : 6 millions d'EUR).

(24) Impôts sur les bénéfices

La mention (52 millions d'EUR) concerne la charge d'impôt sur les bénéfices de l'exercice écoulé à hauteur de 55 millions d'EUR ainsi que le produit d'impôt sur les bénéfices à hauteur de 3 millions d'EUR pour les exercices précédents.

(25) Produits et charges d'exercices antérieurs

Les éléments de résultat hors période correspondent principalement à des produits d'impôts sur les bénéfices pour les exercices précédents, à hauteur de 3 millions d'EUR, et à des remboursements de TVA suite au dépôt des déclarations de TVA pour l'année 2022, à hauteur de 2,3 millions d'EUR.

(26) Blocage de la distribution

Le montant total des sommes bloquées à la distribution s'élève à 10 millions d'EUR à la fin de l'exercice (ex. préc. : 12 millions d'EUR) et résulte de l'activation des actifs de couverture en lien avec les engagements de retraite à la juste valeur, conformément à l'art. 268, al. 8, phrase 3 en association avec l'art. 340a, al. 1 HGB.

Il n'existe pas au 31 décembre 2024 de blocage de la distribution de la différence, déterminée conformément à l'art. 253, al. 6, phrase 1 HGB, entre la comptabilisation des provisions pour pensions selon le taux d'intérêt moyen du marché correspondant des dix derniers exercices et la comptabilisation des provisions pour pensions en tenant compte du taux d'intérêt du marché correspondant des sept derniers exercices (-1 million d'EUR ; ex. préc. : 2 millions d'EUR).

ANNOTATIONS SUR LE BILAN

(27) Portefeuille de négociation à l'actif et au passif

Le portefeuille de négociation à l'actif et au passif se compose comme suit :

	Portefeuille de négociation			
	à l'actif 31/12/2024 (millions d'EUR)	au passif 31/12/2024 (millions d'EUR)	à l'actif 31/12/2023 (millions d'EUR)	au passif 31/12/2023 (millions d'EUR)
1. Instruments financiers dérivés				
• Opérations induites FX				
o Opérations d'options de change OTC et swaps	4 815	4 810	4 553	4 577
o Bons d'options de change de propre émission	124	125	145	149
o Opérations de change au comptant	624	622	626	642
• Bons d'options sur actions de propre émission	6 858	7 001	5 503	5 727
• Options sur actions et indices OTC et swaps	2 230	2 204	1 863	1 856

• Bons d'options sur indices de propre émission	1 423	1 431	2 583	2 624
• Options sur actions et indices négociées en bourse	104	17	180	4
• Options sur taux d'intérêt OTC et swaps	22 721	22 790	23 507	23 530
• Bons d'option sur matières premières - Émissions propres	11	11	144	146
• Options sur matières premières OTC et swaps	570	570	1 157	1 164
Total intermédiaire	39 480	39 581	40 261	40 419
2. Titres de créances et titres à revenu fixe	80	225	264	526
dont négociables	80	225	264	526
dont cotés en bourse	80	225	264	526
3. Actions et autres titres à revenu variable	77	81	222	72
dont négociables	77	81	222	72
dont cotés en bourse	77	81	222	72
4. Opérations de mise en pension de titres	9 783	8 304	-	-
5. Total	49 420	48 191	40 747	41 017
- Value at Risk	-5	-	-14	-
- other Market-Value-Adjustments	-8	-2	1	1
- Netting	-28 113	-29 614	-27 775	-29 448
Total	21 294	18 575	12 959	11 570

Au cours de l'exercice, les opérations de pension de titres (repo et reverse repo) ont été affectées au portefeuille de négoce dans la mesure où elles ont été conclues dans l'intention de réaliser un résultat à court terme pour compte propre.

Comme pour l'exercice précédent, il a été fait usage de l'option comptable consistant à compenser entre elles les justes valeurs positives et négatives ainsi que les paiements compensatoires (prestations de sécurité en espèces) y afférents de produits dérivés négociés de gré à gré avec des contreparties centrales et des contreparties non centrales (produits dérivés OTC) du portefeuille de négoce (« OTC-Netting »). Il en résulte un solde de 27 610 millions d'EUR au 31 décembre 2024 pour le portefeuille de négoce actif (31/12/2023 : 27 775 millions d'EUR) et pour le portefeuille de négociation passif de 29 111 millions d'EUR (31/12/2023 : 29 448 millions d'EUR).

Dans la mesure où les conditions pour une compensation des droits et obligations de paiement découlant de véritables opérations de mise en pension et de prise en pension étaient remplies en raison des accords conclus avec les contreparties (établissements de crédit ou clients), des compensations ont pu être effectuées à la date de clôture de l'exercice écoulé pour un montant total de 503 millions d'EUR.

(28) Opérations fiduciaires

Dans le cadre de ses activités, la CGME fournit à ses clients des services liés aux produits dérivés. Dans ce dit « **FCX Business** » (« Futures, Clearing and FX Prime Brokerage Business »), le service d'investissement de CGME comprend notamment les transactions sur instruments financiers dérivés en son nom propre mais pour le compte du client, ainsi que la réception et le transfert des fonds du client qui doivent être déposés par le client comme garantie dans le cadre des opérations de futures. Les accords contractuels conclus à cet effet prévoient une séparation des actifs des clients des actifs de la CGME, afin notamment de protéger les actifs des clients contre tout accès de tiers en cas d'insolvabilité de la CGME « gérant » les actifs. Les actifs des clients sont donc détenus à titre fiduciaire. En conséquence, à la fin de l'exercice 2024, les **actifs fiduciaires** ainsi que les **dettes fiduciaires** qui existent envers les clients sont respectivement comptabilisés à hauteur de 192 millions d'EUR (31/12/2023 : 93 millions d'EUR). Les actifs fiduciaires correspondent exclusivement à des créances sur des établissements de crédit, les dettes fiduciaires résultant d'engagements sont contractées auprès de clients.

(29) Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations (immobilisations incorporelles et corporelles) ont évolué comme suit au cours de l'exercice :

	Coûts d'acquisition initiaux					Amortissements					Valeurs comptables	
	01/01/2024	Entrées	Sorties	Transfert	31/12/2024	01/01/2024	Entrées	Sorties	Transfert	31/12/2024	31/12/2024	31/12/2023
	millions d'EUR	millions d'EUR	millions d'EUR	millions d'EUR	millions d'EUR	millions d'EUR	millions d'EUR	millions d'EUR	millions d'EUR	millions d'EUR	millions d'EUR	millions d'EUR
Immobilisations incorporelles acquises à titre onéreux	96	-	-	-	96	49	9	-	-	58	38	47
dont : Logiciel informatique	5	-	-	-	5	5	-	-	-	5	0	0
dont : Écart d'acquisition	91	-	-	-	91	44	9	-	-	53	38	47
Matériel et équipements de bureau	9	1	0	-	10	5	1	-	-	6	4	4
Incorporations dans des immeubles tiers	33	6	-4	-	35	18	2	0	-	20	15	15
Constructions en cours	0	0	0	-	0	0	-	-	-	-	0	0
Participations	1	-	-1	-	0	-	-	-	-	-	0	1
Total	140	7	-5	-	142	72	12	0	-	84	57	68

(30) Autres éléments de l'actif

Les « Autres éléments de l'actif » (551 millions d'EUR ; 31/12/2023 : 1 641 millions d'EUR) comprennent essentiellement les créances provenant des marges initiales et variables dans le cadre des produits dérivés de gré à gré (398 millions d'EUR ; 31/12/2023 : 768 millions d'EUR) ainsi que le collatéral reçu pour les opérations repo (71 millions d'EUR ; 31/12/2023 : 798 millions d'EUR). Dans le cadre des instruments dérivés de gré à gré, des garanties (marges) d'un montant de 4 627 millions d'EUR (ex. préc. : 31/12/2023 : 5 362 millions d'EUR) ont été compensées.

De plus, le poste du bilan comprend entre autres des droits de remboursement d'impôts (61 millions d'EUR ; 31.12.2023 : 26 millions d'EUR), portant essentiellement sur des montants de TVA (48 millions d'EUR).

(31) Comptes de régularisation

Les **comptes de régularisation à l'actif** (2 millions d'EUR) concernent les frais et charges payés d'avance.

Les **comptes de régularisation au passif** d'un montant de 4 millions d'EUR comprennent des paiements reçus en fin d'exercice au titre de prestations fournies durant la période suivante.

(32) Excédent des actifs sur les passifs

L'inscription au bilan concerne les actifs de couverture dans la mesure où ils dépassent les provisions pour engagements de préretraite évaluées à leur valeur de règlement.

(33) Impôts différés

Après compensation des impôts différés au passif avec les impôts différés à l'actif, il en résulte au 31 décembre 2024 un excédent d'actifs qui n'est pas comptabilisé compte tenu de l'option comptable prévue à l'art. 274, al. 1, phrase 2 HGB.

Les impôts différés à l'actif ont été constitués pour l'essentiel sur les valeurs des provisions pour pensions et autres provisions qui diffèrent fiscalement de celles du bilan commercial. En outre, les impôts différés à l'actif liés aux reports de pertes ne concernent que les sites d'exploitation étrangers.

Les impôts différés au passif résultent principalement des écarts d'acquisition inscrits dans la balance commerciale.

L'évaluation des impôts différés a été effectuée sur la base d'un taux national de 31,9 % et, en ce qui concerne les établissements étrangers, entre 24,0 % et 30,0 %.

(34) Autres dettes

En ce qui concerne les « Autres dettes » (513 millions d'EUR ; 31/12/2023 : 1 402 millions d'EUR), il s'agit essentiellement de marges initiales/variables (359 millions d'EUR ; 31/12/2023 : 644 millions d'EUR) ainsi que d'un collatéral versé pour les opérations de repo (91 millions d'EUR ; 31/12/2023 : 687 millions d'EUR). Au cours de l'exercice écoulé, les garanties convenues (marges) liées aux produits dérivés de gré à gré (3 126 millions d'EUR ; 31.12.2023 : 3 690 millions d'EUR) ont été compensées comme l'exercice précédent. En outre, le poste du bilan comprend des dettes fiscales (47 millions d'EUR ; 31/12/2023 : 54 millions d'EUR), essentiellement imputables à la TVA restant à acquitter.

(35) Provisions pour retraites et engagements similaires

Pour garantir les prétentions de tiers découlant d'engagements de pension et similaires, il existe des actifs sous forme de liquidités et de parts de fonds spéciaux de titres à la date de clôture du bilan. Les fonds spéciaux sont exclusivement gérés par des gestionnaires externes qui investissent dans des titres cotés en bourse conformément aux directives de placement respectives. En cas d'insolvabilité de CGME, les actifs transférés au fiduciaire se trouvent hors de portée des créanciers de CGME.

Les actifs utilisés en garantie sont compensés, à hauteur de leur juste valeur actuelle, avec les obligations évaluées au montant de règlement, conformément à l'art. 246, al. 2, phrase 2 en association avec l'art. 340a, al. 1 HGB. Les justes valeurs actuelles des actifs des fonds spéciaux concernés sont inscrites dans un relevé mis à disposition par le gestionnaire respectif à la date de clôture.

La couverture contractuelle des **engagements de retraite d'entreprise** est effectuée sur la base d'un Contractual Trust Arrangement (CTA) avec le fiduciaire Towers Watson Treuhander.V.

En 2021 et 2022, les engagements de retraite et les parts de fonds du fonds spécial « MI-Fonds 42 » ont été transférés au fonds de pension Metzler (MPF). Conformément à l'art. 28 EGHGB, aucune provision n'a été constituée pour cette obligation indirecte résultant d'engagements relatifs aux pensions en cours. Le montant de règlement des engagements de retraite transférés à la MPF s'élève au 31 décembre 2024 à 134 millions d'EUR (31/12/2023 : 139 millions d'EUR).

Au 31 décembre 2024, des parts du fonds spécial « MI-Fonds F39 » (coût d'acquisition de 63 millions d'EUR ; anciennement MI-Fonds F42 et Rose) acquises par la CGME ou garanties par contrat sont disponibles pour couvrir les engagements de retraite et ont été compensées à leur juste valeur (66 millions d'EUR) avec le montant d'exécution des engagements de retraite (109 millions d'EUR), conformément à l'art. 246, al. 2, phrase 2, en liaison avec l'art. 340a, al. 1 HGB. L'excédent du montant de règlement par rapport aux actifs de couverture à la date de clôture du bilan, de 43 millions d'EUR (31/12/2023 : 42 millions d'EUR), est inscrit au poste « Provisions pour retraites et engagements similaires ».

Au 31 décembre 2024, il existe en outre des **engagements au titre des plans de retraite résultant de conversions de primes**. Les engagements découlant de ces plans dépendent des justes valeurs actuelles des fonds spéciaux correspondants à utiliser comme actifs de couverture. Dans le détail, les **valeurs comptables** des provisions pour retraites et engagements similaires, en tenant compte des compensations de l'actif de couverture respectivement disponibles et effectuées avec les justes valeurs actuelles, conformément à l'art. 246 al. 2 p. 2 HGB, se composent comme suit :

	31/12/2024		31/12/2023	
	millions d'EUR	millions d'EUR	millions d'EUR	millions d'EUR
I. Engagements de retraite de portée générale				
Montant de règlement	109		104	
Déduction faite				
Actifs de couverture *)	-66	43	-62	42
II. Engagements de retraite résultant de la conversion de primes				
Montant de règlement	73		71	
Déduction faite				
Actifs de couverture **)	-72	1	-67	4
Excédent des actifs sur les passifs		-		-
Provisions pour retraites et engagements similaires		44		46

*) Coût d'acquisition 63 millions d'EUR

**) Coût d'acquisition 65 millions d'EUR

Au cours de l'exercice en cours, une charge résultant de l'actualisation des engagements de retraite générale pour un montant de 0,8 million d'EUR et de la variation de la valeur actuelle de l'actif de couverture donne un produit pour un montant de 3,2 millions d'EUR.

Les charges découlant de l'actualisation des engagements de retraite au titre de la conversion de primes s'élèvent à 3,6 millions d'EUR et la variation de la valeur actuelle de l'actif de couverture s'élève à 4,8 millions d'EUR. Ces composantes du résultat sont présentées sous forme de solde dans les autres produits d'exploitation.

(36) Provisions pour impôts

Les provisions pour impôts à hauteur de 22 KEUR (ex. préc. : 6 millions d'EUR) concernent les montants d'impôts sur les bénéfices de l'établissement principal et des établissements à l'étranger qui doivent probablement encore être payés pour l'exercice écoulé ainsi que pour des périodes d'imposition antérieures.

(37) Autres provisions

Les autres provisions se décomposent comme suit :

Provisions pour	31/12/2024 (millions d'EUR)	31/12/2023 (millions d'EUR)
Versements de primes au personnel	104	104
Commissions de compensation, de conservation et de règlement	24	22
Congés en attente	14	14
Coûts du contrat de location et des obligations de démantèlement	12	-
Charges de personnel	6	12
Autres	10	21
Total	170	173

La provision pour les coûts d'un contrat de location et les obligations de démantèlement (12 millions d'EUR) concernent principalement les obligations de location encore en vigueur jusqu'en juin 2028 inclus, liées à un bâtiment commercial loué mais plus utilisé au siège de la CGME (11 millions d'EUR).

(38) Capitaux propres

Les capitaux propres ont évolué au cours de l'exercice sous revue par rapport à l'exercice précédent comme suit :

millions d'EUR	Capital souscrit	Réserve de capital	Réserves sur bénéfices		Perte/bénéfice au bilan	Total
			Réserve légale	Autres réserves sur bénéfices		
État au 01/01/2024	242	4 318	33	69	-16	4 646
Apports supplémentaires	-	-	-	-	-	-
Prélèvement d'autres réserves sur bénéfices	-	-	-	-16	16	-
Affectation aux autres réserves sur bénéfices	-	-	-	-	73	73
État au 31 décembre 2024	242	4 318	33	53	73	4 719

Capital souscrit

Le **capital souscrit** non modifié par rapport à l'exercice précédent, d'un montant de 242 millions d'EUR, est divisé en 9 481 592 actions. L'actionnaire unique de la CGME est Citigroup Global Markets Ltd., Londres/Grande-Bretagne (CGML), dont les comptes annuels sont intégrés dans les comptes annuels consolidés de Citigroup Inc. New York/USA.

Rendement du capital

Le rendement du capital à la fin de l'exercice écoulé conformément à l'art. 26a al. 1 phrase 4 KWG s'élève à 0,17 %.

(39) Ventilation des durées résiduelles

	31/12/2024 (millions d'EUR)	31/12/2023 (millions d'EUR)
Créances sur les établissements de crédit	2 989	2 858
avec une durée résiduelle de		
- à vue	594	652
- 3 mois maximum	2 395	2 206
Créances sur la clientèle	16 805	36 771
avec une durée résiduelle de		
- à vue	13 021	7 449
- 3 mois maximum	1 500	22 558
- plus de 3 mois à 1 an	2 284	4 517
- plus de 1 an à 5 ans	0	2 248
Dettes envers les établissements de crédit	3 324	1 652
avec une durée résiduelle de		
- à vue	180	189
- 3 mois maximum	3 144	1 463
Dettes envers la clientèle	14 290	34 891
avec une durée résiduelle de		
- à vue	8 570	6 701
- 3 mois maximum	1 511	19 560
- plus de 3 mois à 1 an	2 476	5 179
- plus de 1 an à 5 ans	1 444	3 175
- plus de 5 ans	289	275

(40) Parts détenues

Les participations (0,15 million d'EUR) ne sont pas négociables et concernent les parts sociales de True-Sale International GmbH, Francfort-sur-le-Main. Les capitaux propres de la société au 31 décembre 2023 s'élevaient à 4,5 millions d'EUR. Le déficit annuel de l'exercice 2023 était de 0,14 million d'EUR.

(41) Devises étrangères

Le montant total des actifs libellés en devises étrangères s'élève à la date de clôture à 7 018 millions d'EUR (31/12/2023 : 12 851 millions d'EUR) ; les dettes comprenant des montants en devises d'un montant total de 6 918 millions d'EUR (31/12/2023 : 9 576 millions).

AUTRES INFORMATIONS

(42) Instruments financiers dérivés

Au terme de l'exercice 2024, les opérations sur produits dérivés de la CGME comprenaient les opérations suivantes des portefeuilles de négociation respectifs :

Portefeuille de négociation	Types d'opération
Risques de change	• Opérations d'option de change OTC et swaps
	• Certificats d'option de change
	• Opérations de change au comptant
Risques d'actions et d'indices	• Actions et autres titres à revenu variable du portefeuille de négociation
	• Options sur indices et actions OTC et swaps
	• Certificats d'actions et d'indices
	• Opérations à terme et sur options négociées sur actions et indices d'actions ainsi que
	• Certificats d'indices et certificats d'actions
Risque de taux d'intérêt	• Options sur taux d'intérêt OTC et swaps
Autres opérations de négoce	• Opérations à terme négociées en bourse
	• Certificats d'option sur matières premières et métaux précieux
	• Options sur matières premières et métaux précieux OTC

Les montants nominaux et les justes valeurs des opérations sur dérivés au 31 décembre 2024 présentent les **durées résiduelles** suivantes :

millions d'EUR	Valeurs nominales				Justes valeurs
	Durées résiduelles				
Portefeuille de négociation/type d'opération	< 1 an	> 1 an, < 5 ans	> 5 ans	Total	Total
Risques de change					
Options de change OTC et swaps de change					
o Achats	124 936	49 231	18 276	192 443	4 815
o Ventes	58 545	48 191	18 243	124 979	-4 810
Bons d'options sur devises Émissions propres					
o Achats	18	-	375	393	124
o Ventes	18	-	378	396	-125
Opérations à terme sur devises, négociées en bourse					
o Achats	20 898	990	-	21 888	624
o Ventes	21 114	983	-	22 097	-622
Risques d'actions et d'indices					
Bons d'options sur actions Émissions propres					
o Achats	2 361	281	1 838	4 480	6 858
o Ventes	3 291	325	1 871	5 487	-7 001
Options sur actions OTC et swaps sur actions					
o Achats	16 971	11 042	2 424	30 437	1 985
o Ventes	17 879	10 934	2 424	31 237	-1 959
Options sur indices OTC et IndexSwaps					
o Achats	199	10	-	209	245
o Ventes	199	10	-	209	-245
Bons d'options sur indices Émissions propres					
o Achats	457	145	1 107	1 709	1 423
o Ventes	652	216	1 111	1 979	-1 431
Opérations à terme sur indices, négociées en bourse					
o Achats	7	-	-	7	0
o Ventes	-	-	-	-	-
Opérations sur actions et options sur indices, négociées en bourse					
o Achats	222	24	-	246	104
o Ventes	29	1	-	30	-17
Certificats d'indices et d'actions Émissions propres					
o Achats	2	-	-	2	2
o Ventes	21	-	-	21	-21
Opérations sur taux d'intérêt					
Options OTC et swaps sur taux d'intérêt					
o Achats	77 617	181 852	142 110	401 579	22 721
o Ventes	76 505	180 038	141 754	398 297	-22 790
Autres opérations de négoce					
Options et swaps OTC sur matières premières, métaux basiques et précieux					

o Achats	6 670	2 344	-	9 014	570
o Ventes	6 192	2 346	-	8 538	-570
Bons d'options sur matières premières et métaux précieux Émissions propres					
o Achats	-	-	29	29	11
o Ventes	-	-	29	29	-11
Opérations à terme négociées en bourse sur matières premières et métaux précieux					
o Achats	4	-	-	4	0
o Ventes	-	-	-	-	-

(43) Autres engagements financiers

Pour les années suivantes jusqu'en 2044 inclus, les autres engagements financiers découlant de contrats liés à la location de locaux commerciaux s'élèvent au total à 71 millions d'EUR. Dans ce contexte, des provisions pour pertes potentielles d'un montant total de 11 millions d'EUR ont été constituées à la fin de l'exercice sous revue.

Les engagements financiers liés aux contrats de crédit-bail s'élèvent à 3 millions d'EUR, principalement vis-à-vis d'entreprises affiliées.

Il existe en outre des engagements indirects pour les retraites et engagements similaires externalisés auprès du fonds de pension Metzler (MPF). Nous renvoyons aux remarques formulées au point (35) « Provisions pour retraites et obligations similaires » de la présente annexe.

(44) Impôt minimum conformément à la loi garantissant un impôt minimum global pour les groupes d'entreprises (loi allemande sur l'impôt minimum - MinStG)

Les règles relatives à Pillar II publiées par l'Organisation de coopération économique (OCDE) sont entrées en vigueur dans certaines juridictions. Au 31 décembre 2024, l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni ont adopté des lois de mise en œuvre de ces règlements qui seront applicables pour la première fois à l'année 2024. CGME est donc soumise à ces réglementations en Allemagne, en France, en Italie, en Espagne et au Royaume-Uni.

Sur la base des dernières données financières disponibles des sociétés du groupe Citigroup, aucune taxe supplémentaire n'est attendue pour CGME en cas d'application de la MinStG ou de la législation correspondante dans les pays des établissements étrangers en 2024. La raison en est qu'il peut être fait usage de la règle refuge du CbCR.

(45) Informations sur les entreprises affiliées

Les créances sur et les dettes envers les entreprises affiliées se décomposent comme suit :

	31/12/2024 (millions d'EUR)	31/12/2023 (millions d'EUR)
Créances sur les établissements de crédit	619	801
Créances sur la clientèle	12 018	17 324
Autres éléments de l'actif	136	1 006
Total	12 773	19 131
Dettes envers les établissements de crédit	509	312
Dettes envers la clientèle	7 227	20 685
Autres dettes	200	428
Total	7 936	21 425

Les transactions avec des entreprises proches sont réalisées aux conditions du marché.

(46) Tableau des flux de trésorerie

La CGME se finance principalement au sein du groupe Citigroup. La trésorerie et les autres actifs financiers sont détenus exclusivement à court terme. Nous renvoyons par ailleurs au tableau des flux de trésorerie ci-dessous.

Tableau des flux de trésorerie selon DRS 21	Exercice 01/01-31/12/2024	Exercice 01/01-31/12/2020
	millions d'EUR	millions d'EUR
Excédent annuel / Déficit annuel	73	-16
Postes non monétaires et report sur flux de trésorerie provenant des opérations courantes, compris dans l'excédent annuel :		
Dotations aux amortissements, corrections de valeur de participations, dotations pour créances, immobilisations corporelles et financières	5	2
Variations des provisions	17	7
Modification d'autres charges/produits non monétaires	1	11
Bénéfice/perte issu de la vente d'immobilisations financières et corporelles	-1	0
Ajustements divers (par solde)	-97	-53
Total intermédiaire :	-2	-49
Variation des actifs et des passifs provenant des opérations courantes :		
Créances :		
- sur les établissements de crédit	-131	-2 024
- sur la clientèle	19 866	-8 561
Portefeuille de négociation Actif	-8 335	-1 256
Autres actifs des opérations courantes	1 089	-543
Dettes :		

- envers les établissements de crédit	1 672	1 446
- envers la clientèle	-20 501	7 399
Dettes représentées par des titres		
Portefeuille de négociation Passif	7 005	1 668
Autres passifs provenant des opérations courantes	-885	595
Intérêts et dividendes perçus	1 430	1 300
Intérêts versés	-1 281	-1 234
Charges d'impôt sur les bénéfices	-52	-13
Trésorerie provenant des activités courantes	-125	-1 272
<i>Dépôt à partir de cessions des</i>		
- immobilisations financières	2	0
- immobilisations corporelles	4	2
<i>Versements pour investissements dans les</i>		
- immobilisations financières	0	-4
- immobilisations corporelles	-7	-7
Variations des flux de trésorerie provenant d'autres activités d'investissement (par solde)		
Trésorerie provenant des activités d'investissement	-1	-9
Dépôts provenant d'apports supplémentaires aux capitaux propres	0	911
<i>Versements aux propriétaires de l'entreprise :</i>		
- Versements de dividendes		
- Autres versements		
Variation des flux de trésorerie provenant d'autres capitaux (solde)		
Trésorerie provenant de l'activité de financement	0	911
Solde des moyens de paiement à la fin de la période précédente	126	496
Trésorerie provenant des activités courantes	-125	-1 272
Trésorerie provenant des activités d'investissement	-1	-9
Trésorerie provenant de l'activité de financement	0	911
Liquidités en fin de période	0	126

(47) Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total facturé par le commissaire aux comptes pour l'exercice comprend les services d'audit (2 millions d'EUR) et les autres services (0 million d'EUR).

(48) Proposition d'affectation des bénéfices

Le Directoire propose que l'excédent annuel de l'exercice 2024 d'un montant de 73 millions d'EUR soit affecté aux autres réserves sur bénéfices.

(49) Organes de la CGME ainsi que mandats conformément à l'art. 285, n° 10 HGB en lien avec l'art. 340a, al. 4, n° 1 HGB**Conseil de surveillance****Membres**

Madame Dagmar Kollmann, Vienne, juriste, membre indépendant du Conseil de surveillance,
- présidente du Conseil de surveillance -

- Participation à d'autres conseils de surveillance constitués conformément à la loi ou à des organes de contrôle nationaux et étrangers similaires
 - o Deutsche Telekom AG, Bonn, Allemagne
 - o Unibail-Rodamco-Westfield SE, Paris, France
 - o Coca Cola European Partners plc, Londres, Royaume-Uni
 - o Paysafe Holdings UK Limited, Londres, Royaume-Uni

Madame Barbara Frohn, Londres, directrice de banque, Citibank N.A., Londres, - vice-présidente du Conseil de surveillance -

Monsieur James Bardrick, Coggeshall Hamlet, directeur de banque, CEO, Citigroup Global Markets Limited, Londres (jusqu'au 30 septembre 2024)

Monsieur Mbar Diop, Londres, directeur de banque, Citigroup Global Markets Limited, Londres

Monsieur Tim Färber, Kelsterbach, employé de banque, représentant du personnel

Monsieur Dirk Georg Heß, Friedrichsdorf, employé de banque, représentant du personnel, (jusqu'au 23 juillet 2024)

- Participation à d'autres conseils de surveillance constitués conformément à la loi ou à des organes de contrôle nationaux et étrangers similaires
 - o Börse Stuttgart AG, Stuttgart, Allemagne (jusqu'au 29 février 2024)

Monsieur Leon Hen-Tov, Francfort, employé de banque, représentant du personnel (à partir du 23 juillet 2024).

Directoire**Membres**

Madame Silvia Carpitella, Francfort-sur-le-Main, CEO, directrice de banque, présidente du Directoire

Monsieur Ulrich Bender, Flörsheim, CRO, directeur de banque (à partir du 17 décembre 2024)

Monsieur Stefan Hafke, Kelkheim, Head of BCMA, directeur de banque

Madame Dr. Jasmin Kölbl-Vogt, Francfort-sur-le-Main, Legal, directrice de banque (jusqu'au 30 septembre 2024)

Madame Cristina Paviglianiti, Francfort-sur-le-Main, directrice de banque, Head of Markets (à partir du 30 juillet 2024)

Madame Sylvie Renaud-Calmel, Paris, Head of Markets, directrice de banque (jusqu'au 30 juillet 2024)

Monsieur Oliver Russmann, Bad Vilbel, CFO, directeur de banque (jusqu'au 30 septembre 2024)

Madame Amela Sapcanin, Francfort-sur-le-Main, CRO, directrice de banque (jusqu'au 17 juillet 2024),
 Monsieur Michael Weber, Francfort-sur-le-Main, CAO, directeur de banque
 Mme Jean Young, Königstein am Taunus, O&T et CFO, directrice de banque (à partir du 1er octobre 2024)

(50) Informations sur les opérations importantes postérieures à la date de clôture du bilan et autres décisions devant être prises pour la comptabilité

Conformément aux décisions du Directoire et du Conseil de surveillance, il est prévu de modifier les comptes annuels au 31 décembre 2020, au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2022, ainsi que les rapports de gestion correspondants pour les exercices 2020, 2021 et 2022 à 2025. Les modifications concernent la comptabilisation des instruments financiers négociés en bourse et de gré à gré conformément aux dispositions légales conformément à l'art. 340e HGB à la date de règlement et par conséquent, par dérogation à la procédure antérieure de comptabilisation au jour de négociation. En outre, les justes valeurs actuelles positives et négatives ainsi que les paiements compensatoires correspondants des dérivés OTC négociés de gré à gré avec des contreparties centrales et non centrales sont compensés par l'exercice d'un droit d'option de compensation en vertu du droit commercial, pour autant que les conditions requises aient été remplies.

Le nouvel exercice des options comptables susmentionnées concerne certains postes du bilan dans les comptes annuels au 31 décembre 2020 et 2021, ainsi que l'indication des valeurs de l'exercice précédent dans les comptes annuels au 31 décembre 2022. Aucun effet sur le résultat n'est attendu.

Le directeur de banque, Monsieur Lee Guy, à Londres/Royaume-Uni, a été nommé membre indépendant du Conseil de surveillance avec effet au 6 février 2025.

Par ailleurs, au 31 mars 2025, les membres suivants ont été nommés au Conseil de surveillance, ce qui signifie que le Conseil de surveillance compte désormais neuf membres :

- Monsieur Holger Haedrich, Liederbach am Taunus, employé de banque, représentant du personnel (à partir du 31 mars 2025)
- Madame Heike Munro, Londres, expert-comptable, membre indépendant du Conseil de surveillance (à partir du 31 mars 2025)
 - o Participation à d'autres conseils de surveillance constitués conformément à la loi ou à des organes de contrôle similaires nationaux et étrangers
 - o Oldenburgische Landesbank AG, Oldenburg, Allemagne
 - o Clarion Housing Group Limited, Londres, Royaume-Uni
- Monsieur Grant Carson, Londres, directeur de banque, Citibank N.A., Londres (à partir du 31 mars 2025).

Il n'y a pas eu d'autres événements importants survenus après la fin de l'exercice écoulé qui n'ont pas encore été pris en compte dans les présents comptes annuels.

(51) Informations relatives à la rémunération

La rémunération totale des membres du **Directoire** pendant l'exercice, y compris les stock options octroyées, s'est élevée à 4,7 millions d'EUR. Les engagements de retraite s'élèvent au total à 1,0 million d'EUR à la fin de l'exercice.

Les émoluments totaux des anciens membres de l'organe de direction et de leurs ayants droit se sont élevés à 1,5 million d'EUR au cours de l'exercice sous revue.

Un montant total de 24,5 millions d'EUR a été provisionné pour les obligations de pension et de préretraite des anciens membres de l'organe de direction et de leurs ayants droit.

En raison de la rémunération basée sur les actions, environ 28 100 actions totalisant 1,8 million d'USD, soit environ 1,75 million d'EUR, ont été octroyées en rémunération variable.

Au cours de l'exercice écoulé, des dépenses ont été engagées pour les émoluments du Conseil de surveillance d'un montant total de 0,4 million d'EUR. La CGME exerce le droit d'option conformément à l'art. 286, al. 4 HGB en ce qui concerne les informations relatives aux provisions pour pensions et droits sur pensions en cours des membres du Conseil de surveillance conformément à l'art. 285, al. 9b HGB.

En fin d'année, il n'existait aucun crédit accordé aux membres du Directoire ou du Conseil de surveillance de CGME.

(52) Membres du personnel

CGME employait en moyenne 582 personnes au cours de l'exercice, Cela concerne 565 personnes à temps plein et 17 à temps partiel. Aucun apprenti n'a pas été employé.

La répartition du nombre moyen de personnes employées au sein de CGME et de ses succursales se présente comme suit :

	2024	2023
Citigroup Global Markets Europe AG - établissement principal	272	278
Citigroup Global Markets Europe AG - établissement secondaire France	165	167
Citigroup Global Markets Europe AG - établissement secondaire Espagne	68	74
Citigroup Global Markets Europe AG - établissement secondaire Italie	50	53
Citigroup Global Markets Europe AG - établissement secondaire Grande-Bretagne	27	29
Total	582	600

(53) Appartenance au groupe

CGME doit être intégrée dans le périmètre de consolidation de CGML, dont les comptes annuels sont intégrés dans les comptes annuels consolidés de Citigroup Inc., New York, 388 Greenwich Street. Les deux comptes annuels consolidés sont disponibles sur internet à l'adresse www.citigroup.com

Francfort-sur-le-Main, le 8 avril 2025

Le Directoire

Dr. Silvia Carpitella (CEO)

Ulrich Bender

Stefan Hafke

Cristina Paviglianiti

Michael Weber

Jean Young

**Citigroup Global Markets Europe AG, Francfort-sur-le-Main,
Country by Country Reporting selon § 26 a KWG pour l'exercice clos le 31 décembre 2024**

Le rapport présente, pour l'exercice compris entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2024, les chiffres d'affaires, les bénéfices avant impôts, les impôts sur les bénéfices ainsi que le nombre d'employés par État membre de l'UE et par pays tiers, dans lesquels la CGME possède une succursale ou a son siège social. Au cours de l'exercice écoulé, la CGME disposait au total de quatre établissements situés au Royaume-Uni, en France, en Italie et en Espagne.

Le chiffre d'affaires est défini comme la somme de l'excédent d'intérêts, des revenus courants, de l'excédent de commissions, du résultat commercial et des autres revenus d'exploitation à la fin de l'exercice. Le nombre d'employés est indiqué sur la base d'équivalents temps plein.

Montants en Mio €	Allemagne	France	Italie	Espagne	Royaume-Uni
Chiffre d'affaires	503,3	116,8	20,7	39,6	3,4
Bénéfices avant impôts	148,6	-14,9	-11,6	2,9	0,5
Impôts sur les bénéfices	52,9	1,4	1,6	-2,6	-1,1
Aides publiques reçues	-	-	-	-	-
Nombre d'employés	272	165	50	68	27

Société	Type d'activité	Siège/Ville	Pays
Citigroup Global Markets Europe AG	Établissement de crédit	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Citigroup Global Markets Europe AG France Branch	Établissement de crédit	Paris	France
Citigroup Global Markets Europe AG Italy Branch	Établissement de crédit	Milan	Italie
Citigroup Global Markets Europe AG Spain Branch	Établissement de crédit	Madrid	Espagne
Citigroup Global Markets Europe AG UK Branch	Prestataire	Londres	Royaume-Uni

Citigroup Global Markets Europe AG Francfort-sur-le-Main

Comptes annuels, rapport de gestion et rapport d'audit pour l'exercice du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024

Rapport du commissaire aux comptes indépendant

À l'attention de Citigroup Global Markets Europe AG, Francfort-sur-le-Main

MENTION RELATIVE À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS ET DU RAPPORT DE GESTION

OPINION

Nous avons vérifié les comptes annuels de Citigroup Global Markets Europe AG, Francfort-sur-le-Main, se composant du bilan au 31 décembre 2024 et du compte de résultat pour l'exercice du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024, ainsi que l'annexe, y compris une description des méthodes comptables utilisées.

Nous avons également vérifié le rapport de gestion de Citigroup Global Markets Europe AG pour l'exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024. Nous n'avons pas vérifié le contenu des éléments du rapport de gestion mentionnés à la rubrique « AUTRES INFORMATIONS » conformément aux dispositions légales allemandes.

D'après notre évaluation sur la base des enseignements tirés de l'audit,

- les comptes annuels joints sont conformes à la législation commerciale allemande applicable aux sociétés de capitaux dans tous les aspects essentiels et donnent une image fidèle de la situation patrimoniale et financière de la société au 31 décembre 2024 ainsi que de ses résultats pour l'exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024, dans le respect des principes allemands de bonne tenue de la comptabilité, et
- le rapport de gestion ci-joint donne une image fidèle de la situation de la société. Dans tous les points essentiels, le présent rapport de gestion est conforme aux comptes annuels, répond aux dispositions légales allemandes et reflète avec précision les opportunités et les risques liés à l'évolution future. Notre avis sur le rapport de gestion ne couvre pas le contenu des éléments du rapport de gestion mentionnés à la section « AUTRES INFORMATIONS ».

Conformément à l'article 322 al. 3, ph. 1 HGB, nous déclarons que notre audit n'a donné lieu à aucune objection quant à la régularité des comptes annuels et du rapport de gestion.

FONDEMENT DE L'OPINION

Nous avons procédé à l'audit des comptes consolidés et du rapport de gestion conformément à l'art. 317 HGB et à la directive de l'UE sur le contrôle des comptes (n° 537/2014, ci-après « EU-APrVO ») dans le respect des principes comptables généralement admis en Allemagne et arrêtés par l'Institut des Commissaires aux comptes (Institut der Wirtschaftsprüfer, IDW). Notre responsabilité en vertu de ces règles et principes est décrite plus en détail dans la section « RESPONSABILITÉ DU COMMISSAIRE AUX COMPTES EN MATIÈRE D'AUDIT DES COMPTES ANNUELS ET DU RAPPORT DE GESTION » de notre rapport. Nous sommes indépendants de l'entreprise conformément à la réglementation commerciale et professionnelle européenne et allemande et nous avons rempli nos autres obligations professionnelles allemandes conformément à ces exigences.

En outre, conformément à l'art. 10, al. 2, let. f) du règlement UE sur le contrôle légal des comptes, nous déclarons que nous n'avons pas fourni de services autres que l'audit interdits au sens de l'art. 5, al. 1, du règlement UE sur le contrôle légal des comptes.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et adéquats pour servir de base à notre opinion d'audit sur les comptes annuels et le rapport de gestion.

ÉLÉMENTS PARTICULIÈREMENT IMPORTANTS DANS L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDÉS

Les faits d'audit particulièrement importants sont ceux qui, selon notre appréciation réglementaire, étaient les plus importants dans notre audit des comptes annuels de l'exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024. Ces faits ont été pris en compte dans le cadre de notre audit des comptes annuels dans leur ensemble et lors de la formulation de notre opinion ; nous ne donnons pas d'opinion distincte sur ces faits.

Nous avons identifié les faits suivants comme étant l'élément particulièrement important de l'audit, qui doit être communiqué dans notre rapport d'audit :

ÉVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS DU PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION AVEC PARAMÈTRES D'ENTRÉE NON OBSERVABLES SUR UN MARCHÉ ACTIF

Les faits

Au 31 décembre 2024, Citigroup Global Markets Europe AG affiche des actifs de négociation pour un montant de 21 294,2 millions d'EUR (50,5 % du total du bilan) et des passifs de négociation pour un montant de 18 575,1 millions d'EUR (44,1 % du total du bilan).

Les opérations du portefeuille de négociation sont en principe évaluées à leur coût d'acquisition lors de l'achat. L'évaluation ultérieure est effectuée conformément à l'art. 340e, al. 3 HGB à la juste valeur, déduction faite d'une décote de risque. Les opérations du portefeuille de négociation concernent les émissions de bons de souscription et de certificats, les opérations de couverture associées, par exemple les produits dérivés négociés en bourse et OTC, ainsi que les rachats éventuels de l'activité de market maker. En outre, le portefeuille de négociation comprend des instruments financiers dérivés ainsi que des actions et autres titres à taux variable.

Pour les bons de souscription, les certificats et les produits dérivés OTC, dans certains cas, aucun prix de marché n'est observable. Les justes valeurs actuelles doivent alors être déterminées sur la base de méthodes d'évaluation reconnues. La sélection des modèles d'évaluation ainsi que leur paramétrage sont laissés à discrétion. Étant donné que l'évaluation ultérieure des instruments financiers du portefeuille de négoce avec des paramètres d'entrée non observables sur un marché actif dépend dans une large mesure d'hypothèses et de décisions discrétionnaires en raison de la complexité des procédures et des modèles d'évaluation appliqués, et que les actifs de négoce ainsi que les passifs de négoce représentent les deuxièmes postes les plus importants du bilan, nous avons considéré cette question comme un élément particulièrement important de l'audit.

Les informations sur les méthodes comptables et d'évaluation ainsi que sur la composition des opérations sur produits dérivés du portefeuille de négociation figurent dans l'annexe, respectivement, aux sections « Méthodes comptables et d'évaluation — (3) Instruments financiers du portefeuille de négociation » et/ou à la sous-section « Annotations sur le bilan — (27) Portefeuille de négociation à l'actif et au passif ».

Réaction et conclusions de l'auditeur

Sur la base de notre évaluation des risques et des risques d'erreur, nous avons fondé notre opinion à la fois sur des procédures d'audit basées sur le contrôle et sur des procédures d'audit significatives. Par conséquent, nous avons procédé aux procédures d'audit suivantes :

Nous avons tout d'abord pris connaissance de l'ensemble de l'évolution des instruments financiers du portefeuille de négociation, des risques y afférents ainsi que du système de contrôle interne relatif à l'évaluation des instruments financiers du portefeuille de négociation. Pour examiner l'adéquation du système de contrôle interne à l'évaluation des instruments financiers pour lesquels les prix du marché ne peuvent être observés, nous avons mené des enquêtes et consulté les documents pertinents.

Nous avons évalué l'efficacité des contrôles pertinents du système de contrôle interne de la société pour évaluer ces instruments financiers, notamment en ce qui concerne la vérification des prix indépendante du secteur du négoce et la validation du modèle.

En complément, nos spécialistes de l'évaluation ont procédé à une réévaluation autonome à la date de clôture du bilan sur une sélection délibérée et un échantillon complémentaire d'instruments financiers sélectionnés du portefeuille de négociation et ont comparé les résultats aux valeurs déterminées par la Banque.

Sur la base des procédures d'audit que nous avons effectuées, nous avons pu nous assurer que les modèles d'évaluation utilisés par les représentants légaux pour déterminer la juste valeur du portefeuille de négociation pour lesquels les prix ne peuvent être observés sur le marché sont appropriés et conformes aux principes d'évaluation applicables. Les paramètres d'évaluation de la société sur lesquels repose l'évaluation sont globalement appropriés.

AUTRES INFORMATIONS

Les représentants légaux voire le Conseil de surveillance sont responsables des autres informations. Les autres informations comprennent ce qui suit :

- la déclaration non financière contenue dans la section 6 du rapport de gestion
- la déclaration sur la direction d'entreprise contenue dans la section 5 du rapport de gestion
- les autres parties du rapport d'activité, à l'exception des comptes annuels et du rapport de gestion vérifiés ainsi que de notre rapport d'audit.

Nos opinions sur les comptes annuels et sur le rapport de gestion ne s'étendent pas aux autres informations et, par conséquent, nous n'émettons aucune opinion ni toute autre forme de conclusion d'audit à ce sujet.

Dans le cadre de notre audit, nous avons la responsabilité de lire les autres informations et d'apprécier si les autres informations

- présentent des divergences significatives avec les comptes annuels, le rapport de gestion ou nos connaissances acquises lors de l'audit ou
- apparaissent considérablement mal représentés.

RESPONSABILITÉ DES REPRÉSENTANTS LÉGAUX ET DU CONSEIL DE SURVEILLANCE EN CE QUI CONCERNE LES COMPTES ANNUELS ET LE RAPPORT DE GESTION

Les représentants légaux sont responsables de l'établissement des comptes annuels qui correspondent, dans tous les aspects importants, aux règles du droit commercial allemand applicables aux sociétés de capitaux et de ce que les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des bénéfices de la société, dans le respect des principes allemands de bonne tenue de la comptabilité. En outre, les représentants légaux sont responsables des contrôles internes qu'ils ont jugés nécessaires, conformément aux principes comptables généralement admis en Allemagne, pour permettre l'établissement de comptes annuels exempts d'inexactitudes significatives résultant d'actes dolosifs (à savoir des manipulations comptables et des atteintes aux biens) ou d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, les représentants légaux sont chargés d'évaluer la capacité de la société à poursuivre ses activités. Ils sont également responsables de la divulgation des faits liés à la poursuite des activités, dès lors qu'ils sont pertinents. De plus, ils sont responsables de la comptabilisation des activités poursuivies selon les principes comptables, sauf si cela est contraire aux faits ou à la loi.

Les représentants légaux sont aussi responsables de l'établissement du rapport de gestion qui, dans son ensemble, donne une image fidèle de la situation de la société, est conforme dans tous les points essentiels aux comptes annuels, répond aux exigences légales allemandes et reflète avec précision les opportunités et les risques de l'évolution future. En outre, les représentants légaux sont responsables des dispositions et des mesures (systèmes) qu'ils ont jugés nécessaires pour permettre l'établissement d'un rapport de gestion conforme aux dispositions légales allemandes applicables et pour fournir des preuves suffisantes et adaptées pour étayer les déclarations figurant dans le rapport de gestion.

Le conseil de surveillance est chargé de surveiller le processus comptable de la société pour l'établissement des comptes annuels et du rapport de gestion.

RESPONSABILITÉ DU COMMISSAIRE AUX COMPTES EN MATIÈRE D'AUDIT DES COMPTES ANNUELS ET DU RAPPORT DE GESTION

Notre objectif est d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives résultant d'actes délictueux ou d'erreurs, que le rapport de gestion, dans son ensemble, donne une image fidèle de la situation de la société et est conforme, dans tous ses aspects significatifs, aux comptes annuels ainsi qu'aux conclusions de notre audit, est conforme aux dispositions légales allemandes et donne une image fidèle des opportunités et risques futurs, et enfin notre objectif est de formuler un rapport d'audit qui comprend notre avis sur les comptes annuels et le rapport de gestion.

Une assurance suffisante est un niveau d'assurance élevé, mais non la garantie qu'un audit effectué conformément à l'article 317 HGB et au APrVO de l'UE, compte tenu des principes comptables généralement admis en Allemagne, arrêtés par l'institut des commissaires aux comptes (Institut der Wirtschaftsprüfer, IDW), révélera toujours une déclaration erronée significative. Les conclusions fausses peuvent résulter d'actes dolosifs ou d'erreurs et sont considérées comme significatives si elles sont raisonnablement susceptibles d'influencer, individuellement ou collectivement, les décisions économiques des destinataires prises sur la base de ces comptes annuels et de ce rapport de gestion.

Pendant l'audit, nous exerçons notre pouvoir discrétionnaire et conservons une attitude critique. De plus,

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels et le rapport de gestion comportent des anomalies significatives que celles-ci résultent d'actes délictueux ou d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'un acte délictueux est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car l'acte délictueux peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- nous acquérons une compréhension du système de contrôle interne pertinent pour l'audit des comptes annuels et des dispositions et mesures utiles pour l'audit du rapport de gestion afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, mais non dans le but d'exprimer un avis sur l'efficacité des contrôles internes de la société ou de ces politiques et mesures.
- nous évaluons le caractère approprié des principes comptables appliqués par les représentants légaux et la viabilité des estimations et des informations fournies par les représentants légaux.
- nous tirons des conclusions sur le caractère approprié du principe comptable appliqué par les représentants légaux pour la poursuite des activités de la société et, sur la base des éléments probants recueillis, sur l'existence éventuelle d'une incertitude significative liée à des événements ou circonstances qui pourraient jeter un doute significatif sur la capacité de la société à poursuivre ses activités. Si nous concluons à une anomalie significative, nous sommes tenus dans le rapport d'attirer l'attention sur les informations fournies dans les comptes annuels et le rapport de la direction ou, en cas d'erreur, de modifier notre opinion respective. Nous tirons nos conclusions sur la base des éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Toutefois, des événements ou des circonstances futurs peuvent signifier que la société ne pourra plus poursuivre ses activités.
- nous apprécions la présentation, la structure et le contenu des comptes annuels dans leur ensemble, y compris les informations fournies, ainsi que la mesure dans laquelle les comptes annuels présentent les opérations et événements sur lesquels ils reposent de manière à donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, en conformité avec les principes comptables allemands.
- nous évaluons la cohérence du rapport de gestion avec les comptes annuels, son adéquation avec la législation et l'image qu'il donne de la situation de la société.
- nous effectuons des procédures d'audit sur les déclarations prospectives présentées par les représentants légaux dans le rapport de gestion. Sur la base d'éléments probants suffisants et appropriés, nous vérifions en particulier les hypothèses significatives sur lesquelles se fondent les déclarations prospectives des représentants légaux et évaluons la manière dont ces déclarations prospectives sont correctement dérivées de ces hypothèses. Nous ne donnons pas notre propre opinion sur les déclarations prospectives et les hypothèses sous-jacentes. Il existe un risque inévitable important que les événements futurs diffèrent considérablement des déclarations prospectives.

Nous discutons avec les personnes chargées de la surveillance, entre autres, de la portée et du calendrier prévus pour l'audit ainsi que des conclusions d'audit importantes, y compris des éventuelles lacunes du système de contrôle interne que nous constatons au cours de notre audit.

Nous déclarons aux responsables de la surveillance que nous avons respecté les exigences pertinentes en matière d'indépendance et discutons avec eux de toutes les relations et d'autres questions qui peuvent raisonnablement être considérées comme ayant un impact sur notre indépendance et, le cas échéant, des actions entreprises ou des mesures de sauvegarde prises pour remédier aux menaces d'indépendance.

Parmi les faits que nous avons examinés avec les responsables de la surveillance, nous avons identifié ceux qui étaient les plus importants dans le cadre de l'audit des comptes annuels pour la période de référence actuelle et qui constituent donc les faits d'audit les plus importants. Nous décrivons ces faits dans le rapport d'audit, sauf si la législation ou toute autre législation exclut l'indication publique des faits.

AUTRES EXIGENCES LÉGALES ET JURIDIQUES

AUTRES INFORMATIONS AU SENS DE L'ART. 10 DU RÈGLEMENT UE SUR LE CONTRÔLE LÉGAL DES COMPTES

Nous avons été nommés commissaires aux comptes par l'assemblée générale du 26 avril 2024. Nous avons été mandatés par le Conseil de surveillance le 31 juillet 2024. Nous intervenons sans interruption en tant que commissaires aux comptes de Citigroup Global Markets Europe AG depuis l'exercice 2021.

Nous déclarons que les avis exprimés dans le présent rapport d'audit sont conformes au rapport complémentaire adressé au comité d'audit selon l'art. 11 du règlement UE sur le contrôle légal des comptes (rapport d'audit).

Nous avons fourni les services suivants, qui ne sont pas mentionnés dans les comptes annuels ou le rapport de gestion, en plus de l'audit des comptes de l'entreprise contrôlée ou des entités contrôlées par celle-ci :

- Consent Letter pour inclure notre rapport pour l'exercice du 1er janvier au 31 décembre 2023 dans un document de liste pour la Bourse de Hong Kong.
- Rapport sur la mise en œuvre des mesures d'enquête convenues et des faits constatés sur certains champs du fichier de déclaration de Citigroup Global Markets Europe SA afin de respecter les obligations de déclaration imposées à l'autorité nationale de résolution pour le calcul de la contribution annuelle 2024 au Single Resolution Fund.

COMMISSAIRE AUX COMPTES RESPONSABLE

La commissaire aux comptes chargée de l'audit est Caroline Gass.

Francfort-sur-le-Main, le 9 avril 2025

BDO AG
Cabinet d'audit

Grunwald
Commissaire aux comptes

Gass
Commissaire aux comptes

